



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Les Budgets primitifs 2009 des régions

Collection

Statistiques et finances locales

Direction générale des collectivités locales

Cette publication « **Les budgets primitifs 2009 des régions** »
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales
de la Direction générale des collectivités locales
par **Angéline MAHEN**

Les budgets primitifs des régions en 2009

Pour l'année 2009, les régions françaises ont voté 27,7 milliards d'euros de dépenses dans leurs budgets primitifs. Leur budget progresse de 2,6% par rapport à 2008, ce qui correspond à une prévision de 700 millions d'euros de dépenses supplémentaires. Concernant les dépenses de personnel, la croissance est toujours dynamique, en raison du transfert des personnels techniciens ouvriers et de service des lycées. Après un doublement des dépenses entre 2006 et 2007, suivie d'une hausse de 48% en 2008, les dépenses augmentent à un rythme plus modéré en 2009, avec l'achèvement des transferts de personnel. Parallèlement, les recettes issues de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) allouées en compensation des charges transférées occupent une place de plus en plus importante dans les ressources des conseils régionaux. Les taux de fiscalité directe locale votés par les régions sont très proches de ceux votés en 2008, en légère hausse pour quelques régions.

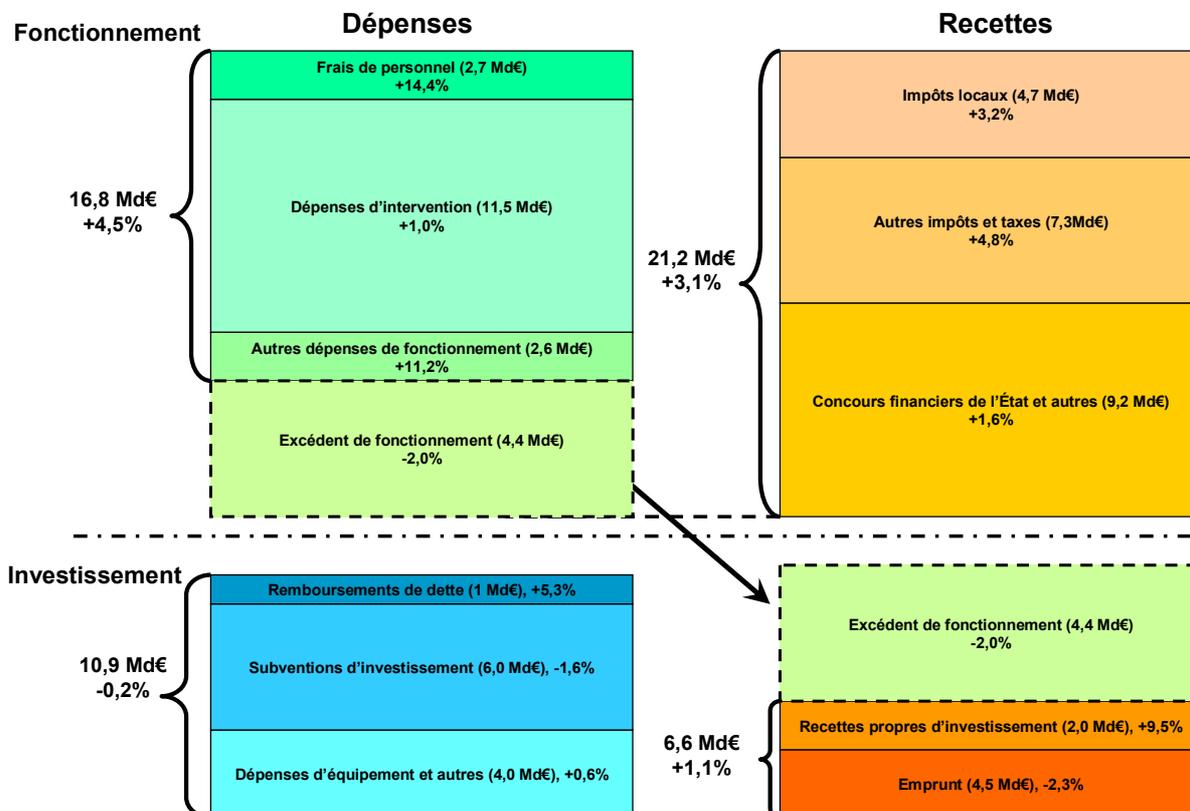
Les régions françaises ont prévu de dépenser 27,7 Md€ en 2009, soit environ 429 € par habitant. 61 % de ces dépenses correspondent à des charges de fonctionnement et 39 % sont des opérations d'investissement. Cette répartition a légèrement varié en un an : on observe ainsi l'amorce d'une baisse de la section d'investissement (-0,2%) comparé à la section de fonctionnement qui poursuit sa progression (+4,5%).

Cette progression plus modérée des dépenses de fonctionnement en 2009 est principalement liée à l'évolution des dépenses de personnel. Après une forte augmentation de ces dépenses en 2007 et 2008, le rythme de progression est moins fort en 2009 avec la fin des transferts de personnel techniciens ouvriers et de service des lycées. En 2009, les dépenses de personnel devraient progresser de 14,4%.

Les dépenses d'intervention représentent 68% des dépenses de fonctionnement des conseils régionaux : elles comprennent notamment les aides à la personne (stagiaire de la formation professionnelle, bourses), les frais de séjour et d'hébergement, les contributions obligatoires (dotations de fonctionnement des lycées, indemnités aux employeurs d'apprentis...) ou encore les participations et subventions régionales autres que les subventions d'investissement. Ces charges progressent à un rythme ralenti en comparaison des années précédentes : +13,3% en 2007 ; +4,3% en 2008 ; +1% en 2009).

Les autres dépenses de fonctionnement se composent des charges à caractère général pour une enveloppe de 1,8 Md€, en progression de 8,3%, et des intérêts de la dette pour une enveloppe de 711 M€, en forte hausse (+16%) en raison de la hausse des taux d'intérêts et du durcissement des conditions de crédit.

La situation financière des régions en 2009



Source : DGCL, budgets primitifs 2008 et 2009

Direction générale des collectivités locales/DESL
Mise en ligne : septembre 2009

Deux tiers des budgets sont prévus pour le transport, l'enseignement et la formation professionnelle

La décentralisation a renforcé la spécialisation des régions sur 3 grands domaines d'intervention qui concentrent ainsi deux tiers du budget total des régions :

- les transports, dont 51% des dépenses consacrés au secteur ferroviaire ;
- l'enseignement, dont 78% des dépenses consacrées aux lycées publics ;
- et la formation professionnelle et l'apprentissage, dont 43% des dépenses consacrées à la formation professionnelle et un peu moins de 38% à l'apprentissage, le reste étant affecté aux formations sanitaires et sociales.

En 2009, les dépenses relatives à l'enseignement continuent de progresser avec la poursuite de l'intégration des personnels techniciens, ouvriers et de service des lycées dans les effectifs de la fonction publique territoriale, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2008. A l'inverse, le budget consacré au transport se réduit, et notamment pour le transport ferroviaire de voyageurs et la voirie nationale. Dans les autres domaines, les évolutions prévues sont moins favorables que l'an passé, sauf pour le secteur de l'environnement, notamment au niveau de la politique de l'énergie.

Parmi les autres domaines de compétences, l'action économique et l'aménagement des territoires représentent respectivement 7,4% et 4,8% du budget. Au sein des dépenses consacrées à l'aménagement du territoire, un effort particulier est fait pour l'habitat (+12,2% en 2009). De même, au sein des dépenses consacrées à l'environnement, la politique de l'énergie bénéficie d'une hausse de budget de 28,4%. L'annuité de la dette progresse de près de 10% notamment avec la crainte d'une augmentation des intérêts de la dette. Enfin, la progression des dépenses pour les services généraux témoigne de la nouvelle dimension gestionnaire des régions.

Présentation fonctionnelle des budgets primitifs des régions

	Dépenses en 2009 en millions d'euros			Part dans le budget	Valeurs (en euros par habitant*)	Evolution 2009/2008 BP/BP
	Fonctionnement	Investissement	Total			
Services généraux	1 814	420	2 234	8,0%	35	9,6%
Formation professionnelle et apprentissage	5 006	242	5 247	18,9%	81	1,0%
dont formation professionnelle	2 212	49	2 261	8,1%	35	0,3%
dont apprentissage	1 853	173	2 026	7,3%	31	1,3%
dont sanitaire et social	856		856	3,1%	13	5,6%
Enseignement	3 344	3 300	6 644	23,9%	103	5,9%
dont lycées publics	2 463	2 746	5 209	18,8%	81	7,2%
dont lycées privés	279	155	434	1,6%	7	6,4%
dont enseignement supérieur	113	277	389	1,4%	6	0,9%
Culture, sports et loisirs	641	347	989	3,6%	15	-1,2%
Santé et action sociale	58	108	166	0,6%	3	3,6%
Aménagement des territoires	280	1 129	1 409	5,1%	22	3,4%
dont agglomérations et villes	11	216	227	0,8%	4	-9,8%
dont espace rural	97	299	395	1,4%	6	5,2%
dont habitat	15	293	308	1,1%	5	12,2%
Environnement	211	430	641	2,3%	10	6,8%
dont politique de l'eau	26	115	142	0,5%	2	3,5%
dont politique de l'énergie	30	144	173	0,6%	3	28,4%
dont patrimoine naturel	60	56	117	0,4%	2	3,7%
Transports	3 619	2 803	6 422	23,1%	99	-2,1%
dont transp.ferroviaires de voyageurs	2 534	752	3 286	11,8%	51	-1,5%
dont gares et infrastr. ferroviaires	4	685	689	2,5%	11	9,5%
dont voirie nationale	12	383	395	1,4%	6	-7,3%
Action économique	999	1 177	2 175	7,8%	34	0,4%
dont recherche et innovation	266	334	600	2,2%	9	4,5%
dont tourisme et thermalisme	176	134	311	1,1%	5	-0,8%
dont agriculture et pêche	143	220	363	1,3%	6	-9,4%
dont industrie et artisanat	135	306	440	1,6%	7	0,0%
Annuité de la dette	711	979	1 690	6,1%	26	9,7%
Autres	115	14	129	0,5%	2	-15,7%
Total	16 798	10 948	27 746	100,0%	429	2,6%

Données démographiques* : population totale ayant valeur légale au 1er janvier 2009 (année de référence 2006)

Source : DGCL, budgets primitifs 2008 et 2009

Les taux de fiscalité augmentent peu en 2009

Les régions perçoivent près de 28 Md€ de recettes, réparties entre recettes fiscales (12 Md€), transferts reçus (10,8 Md€) et emprunts (4,5 Md€). Les recettes fiscales progressent de 4,2%, c'est-à-dire modérément en comparaison des années précédentes (+25% en 2007 ; +11,3% en 2008).

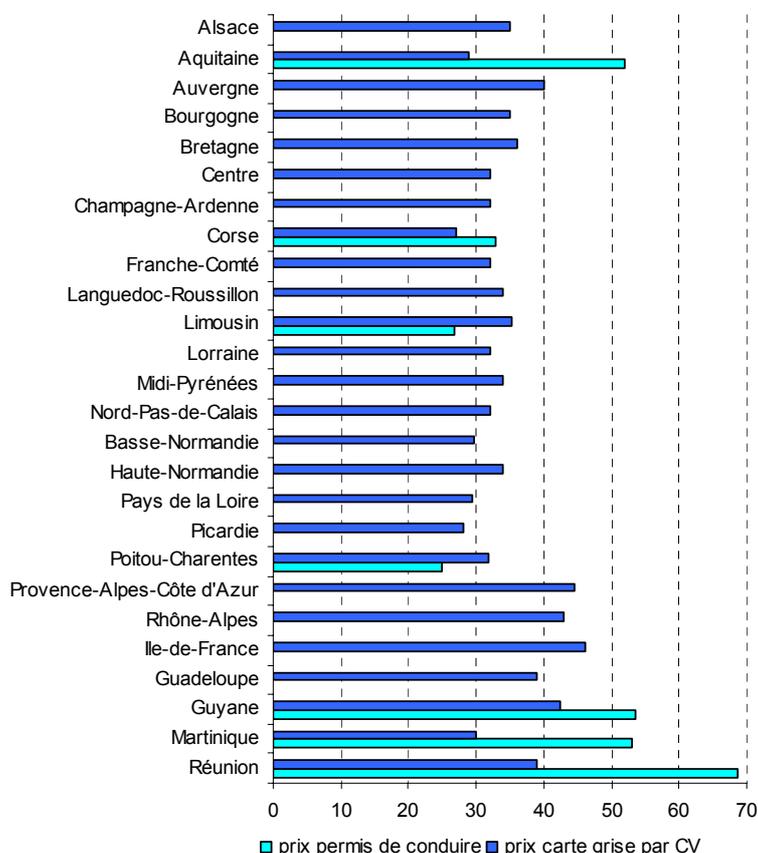
Cette progression résulte d'une hausse des recettes de fiscalité directe (+3,2%) et des recettes de fiscalité indirecte (+4,8%). Le dynamisme des recettes de fiscalité indirecte s'explique par la forte progression des recettes de TIPP (+5,4%). L'évolution de cette dernière résulte d'une part du choix, pour une majorité de régions, d'augmenter leur fraction de tarif jusqu'aux valeurs maximales autorisées, d'autre part de l'augmentation de la compensation des transferts au titre de l'année 2009 (+8,2% sur un an). La TIPP constitue ainsi plus de la moitié des recettes de fiscalité indirecte (3,8 Md€).

La taxe sur les cartes grises devrait rapporter près de 2,0 Md€ aux régions en 2009. Une hausse des tarifs des cartes grises concerne 7 régions. En 2009, le tarif moyen par cheval vapeur s'établit à 36,6 euros. L'Etat a mis en place un bonus écologique, assorti depuis 2009 d'une prime à la casse. Avec le succès de ces mesures incitatives, le produit des recettes de fiscalité sur la carte grise devrait être plus important que les montants prévus dans les budgets primitifs 2009. Enfin, concernant la taxe sur les permis de conduire, la majorité des régions ne pratique plus de fiscalité, seules 7 d'entre elles conservent une taxe (4 en métropole, 3 en outre-mer).

Les recettes de fiscalité directe (4,7 Md€) sont moins élevées que celles issues de la fiscalité indirecte (7,3 Md€). Les régions ont dans l'ensemble voté des taux en faible augmentation, dans la continuité des années 2007 et 2008. En 2009, 19 régions sur 26 ont voté des taux de fiscalité directe identiques à ceux de 2008. Parmi les 7 régions qui ont voté une hausse des taux, 4 ont opté pour une hausse comprise entre 1,4% et 2,8%. La hausse de 5,4% des recettes de fiscalité directe locale se décompose en une hausse de 4,7% liée à la variation des bases et une hausse de 0,7% liée à celle des taux.

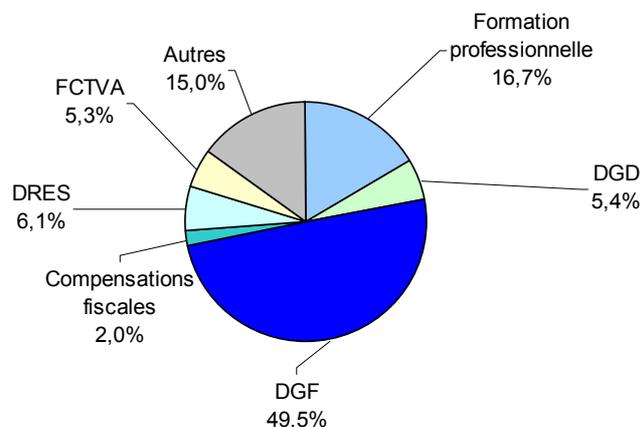
La dotation globale de fonctionnement (DGF) représente la moitié des transferts reçus et 19,3 % des recettes totales des régions. Les régions ont inscrit une hausse de 1,3% dans leurs budgets primitifs soit une enveloppe de 5,3 Md€, toutefois l'évolution présentée au Comité des Finances Locales en 2009 s'élève à 1,98%. L'ensemble des transferts reçus devrait croître de 2,4%.

Répartition des tarifs de fiscalité indirecte (en euros)



Source : DGCL, Budgets primitifs 2009

Principales dotations et subventions reçues



Formation professionnelle : dotation au titre de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (et formation qualifiante et préqualifiante des jeunes de moins de 26 ans).

DGF : dotation globale de fonctionnement créée en 2006 pour les régions. Elle regroupe 95% de la DGD et les compensations fiscales.

DGD : la dotation générale de décentralisation est transférée à 95% dans la DGF à partir de 2004. Le reliquat de DGD comporte notamment le supplément de dotation de l'État pour les péages des services régionaux ferroviaires de voyageurs.

DRES : dotation régionale pour les équipements scolaires (partie investissement).

FCTVA : fonds de compensation de la TVA

Resserrement des marges de manœuvre pour le financement de l'investissement

Les régions prévoient un **excédent de fonctionnement total de 4,3 Md€**, en baisse de 2% sur un an. Déjà perçue en 2008 (-0,9%), cette nouvelle décreue, plus forte, indique une réduction des marges de manœuvre. L'excédent de fonctionnement est utilisé en priorité pour couvrir les remboursements de dette, puis finance une partie des dépenses d'investissement (subventions versées et dépenses d'équipement).

Les montants inscrits pour 2009 laissent envisager une diminution en valeur de l'excédent de fonctionnement (ou épargne brute), c'est-à-dire dans un contexte d'augmentation des volumes budgétaires, une baisse plus importante des capacités d'autofinancement. Ainsi en 2008, l'excédent de fonctionnement couvrait 39% des dépenses d'investissement, mais en 2009 cette proportion diminue encore (35%).

Pour financer les dépenses d'investissement, les régions disposent également de **recettes propres d'investissement (constituées de dotations et de subventions)** pour un montant de 2 Md€, en hausse de 9,5% par rapport à 2008. Les deux principales recettes sont d'une part, la dotation régionale pour les équipements scolaires (DRES), d'autre part le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) versé en fonction des investissements réalisés deux ans plus tôt. La DRES s'établit à 661 M€, soit une hausse de 2M€. Le FCTVA progresse de façon dynamique (+14%) et représente 569 M€, en lien avec les dépenses d'investissement en 2007. En plus du FCTVA dit « de droit commun », s'ajoute le versement anticipé du FCTVA mis en place par le plan de relance. Il sera versé en 2009, au titre des dépenses réalisées en 2008. Au 15 mai 2009, 23 régions étaient engagées dans le cadre d'une convention. Le montant de ce « FCTVA plan de relance » n'a pas été inclus dans les budgets primitifs 2009.

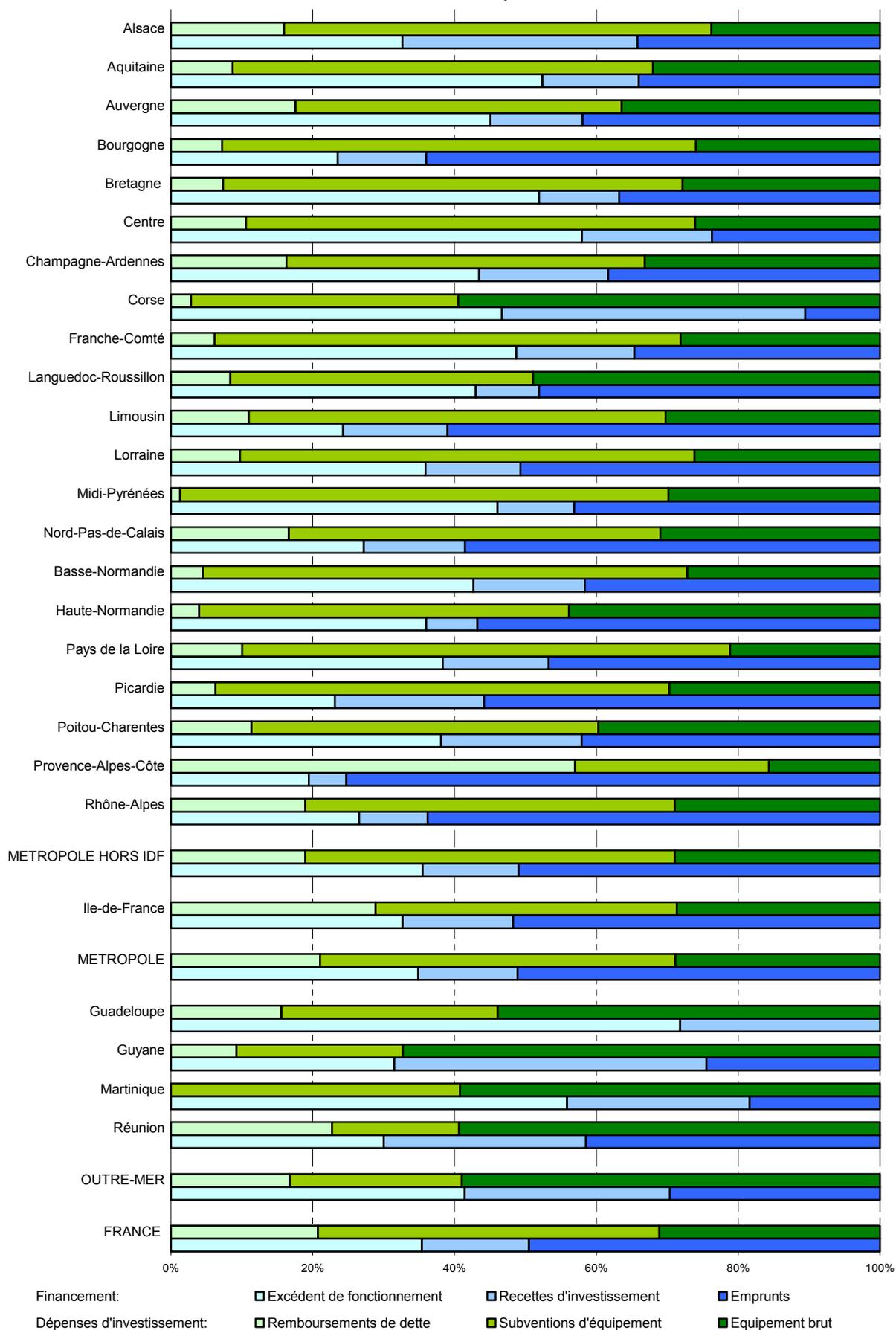
Enfin, le **recours à l'emprunt** est prévu à hauteur de 4,5 Md€ en 2009, en baisse de 2,3% par rapport à 2008. Toutefois, l'investissement des régions est financé à près de 70% par les emprunts.

Ceci ne constitue que l'inscription au budget. Les différences possibles entre prévisions et réalisations laissent ouvertes de nombreuses hypothèses d'évolution des dépenses d'investissement. En effet, en 2008, les montants d'emprunts inscrits aux budgets primitifs étaient de 4,6 Md€ et les premiers éléments de réalisation sur l'année 2008 font plutôt état d'un montant total d'emprunt de 3,3 Md€.

De plus, d'importantes disparités existent entre les régions françaises en matière d'endettement montrant des choix d'investissement et de financement différents : ainsi la dette par habitant varie pour les seules régions métropolitaines, hors la collectivité territoriale de Corse, de 69,4 euros par habitant à plus 339,8 euros par habitant.

(Voir graphique en page suivante)

Nature et financement des opérations d'investissement



Source : DGCL, Budgets primitifs 2009

Stagnation des dépenses d'investissement

Ces données n'intègrent pas l'impact du plan de relance. A cet égard cf. infra, le paragraphe « la difficulté de la prévision spécifique à l'année 2009 ».

Les régions ont inscrit aux budgets primitifs 10,9 Md€ de dépenses d'investissement, soit une enveloppe en baisse de 0,2%. A l'échelle de la métropole toutefois, les dépenses d'investissement sont en hausse 1%. Ces dépenses sont composées de subventions d'investissement versées aux autres collectivités, de dépenses d'équipement propre des régions et enfin de remboursements de dette résultant en partie des emprunts contractés pour financer les investissements passés.

Alors que les remboursements de dettes progressent de 5,3%, les 2 autres postes sont prévus en baisse (-1,6% pour les subventions d'équipement et -0,4% pour les dépenses d'équipement).

Au sein des dépenses d'équipement, trois quarts du budget sont consacrés aux transports ferroviaires. Ce poste progresse régulièrement avec l'augmentation de la fréquentation des trains express régionaux.

L'effort d'investissement indirect des régions représente 54% de leur investissement total. Elles restent ainsi très impliquées dans le financement croisé des projets portés par les autres collectivités locales. La baisse amorcée des dépenses d'équipement et des subventions versées en 2009 est à rapprocher du cycle électoral des communes. En effet, en année postélectorale, ces dernières réduisent leur dépense d'investissement.

A l'échelle de la métropole, l'évolution des dépenses d'investissement est très contrastée allant de -12,3% à +10,3%. Dans le cas des régions d'outre-mer, les dépenses d'investissement ont été votées en forte baisse (-12,5%).

Dépenses d'investissement (millions d'euros)

Régions	Dépenses réelles d'investissement		
	2008	2009	Evol. 2009/2008
Alsace	311,6	294,9	-5,4%
Aquitaine	487,5	534,1	9,6%
Auvergne	279,7	245,3	-12,3%
Bourgogne	259,7	279,8	7,8%
Bretagne	421,5	426,8	1,3%
Centre	357,3	343,6	-3,9%
Champagne-Ardenne	175,0	177,8	1,6%
Corse	232,8	255,7	9,8%
Franche-Comté	170,7	188,3	10,3%
Languedoc-Roussillon	507,0	477,6	-5,8%
Limousin	143,7	145,6	1,3%
Lorraine	274,5	291,8	6,3%
Midi-Pyrénées	551,4	549,1	-0,4%
Nord-Pas-de-Calais	726,3	721,8	-0,6%
Basse-Normandie	209,9	216,0	2,9%
Haute-Normandie	434,7	407,1	-6,3%
Pays de la Loire	623,0	628,9	0,9%
Picardie	339,0	348,1	2,7%
Poitou-Charentes	235,5	238,6	1,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	628,0	599,4	-4,6%
Rhône-Alpes	772,4	778,6	0,8%
Métropole sauf Ile-de-France	8 141,1	8 148,9	0,1%
Ile-de-France	1 866,8	1 957,6	4,9%
Métropole	10 007,9	10 106,5	1,0%
Guadeloupe	156,8	154,6	-1,4%
Guyane	70,5	57,3	-18,8%
Martinique	163,5	163,2	-0,2%
Réunion	570,8	466,3	-18,3%
Outre-mer	961,7	841,4	-12,5%
France	10 969,6	10 948,0	-0,2%

Sommaire des fiches financières régionales

Alsace	Métropole sauf Ile-de-France
Aquitaine	
Auvergne	Ile-de-France
Bourgogne	
Bretagne	Métropole
Centre	
Champagne-Ardenne	Guadeloupe
Corse	Guyane
Franche-Comté	Martinique
Languedoc-Roussillon	Réunion
Limousin	
Lorraine	Outre-Mer
Midi-Pyrénées	
Nord-Pas-de-Calais	France
Basse-Normandie	
Haute-Normandie	
Pays de la Loire	
Picardie	
Poitou-Charentes	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	
Rhône-Alpes	

Sommaire des tableaux

- 1 : Dépenses et recettes totales : niveau évolution et structure**
- 2 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution**
- 3 : Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau, évolution et structure**
- 4 : Composantes des dépenses d'investissement: niveau, évolution et structure**
- 5 : Recettes totales : niveau et évolution par grands postes**
- 6 : Recettes de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution**
- 7 : Recettes fiscales directes et indirectes**
- 8 : Fiscalité directe : niveau du produit et évolution des taux**
- 9 : Fiscalité indirecte : tarifs et évolution**
- 10 : Potentiel fiscal et composantes, pression fiscale globale en 2009**
- 11 : Dotations et subventions reçues : niveau et structure**
- 12 : Formation de l'épargne et financement de l'investissement**
- 13 : Endettement et marge de manœuvre**
- 14 : Présentation fonctionnelle : ventilation des dépenses par grandes fonctions**
- 15 : Incidence de la décentralisation : dépenses liées à l'enseignement, la formation professionnelle et le transport ferroviaire.**
- 16 : Indicateurs démographiques et géographiques**

La difficulté de la prévision spécifique à l'année 2009

- Dans cet exercice de synthèse des décisions budgétaires de l'année en cours, les évolutions sont appréciées de budgets primitifs à budgets primitifs, en supposant stable l'écart entre prévision et réalisation, hypothèse raisonnable sur la base des constatations faites sur le passé. En général, les dépenses d'investissement inscrites aux budgets primitifs sont surestimées mais une évolution de BP à BP est considérée comme devant se traduire par une évolution identique dans les réalisations. Or, la valeur de ce résultat est sensible à une évolution de l'écart entre prévision et réalisation, possible en 2008 du fait de la crise, et encore en 2009.
- Le dispositif du plan de relance concernant le FCTVA modifie considérablement les comportements des collectivités locales. Il est difficile de savoir a priori pour les régions qui ont signé une convention si l'écart entre prévisions budgétaires et réalisation restera du même ordre que les années antérieures. Ainsi la stagnation des dépenses d'équipement brut des régions peut se traduire par une évolution des réalisations proche ou supérieure si le budget a été mieux ajusté en 2009 ; en revanche, si l'inscription budgétaire pour bénéficier de l'apport de trésorerie se traduit par un taux de réalisation moindre, l'évolution réelle peut être bien inférieure. Enfin, les décisions modificatives des budgets primitifs qui ont pu être votées par les assemblées des régions à la suite du plan de relance ne sont pas prises en compte. Or les budgets des régions sont généralement votés fin de l'année « n-1 » ou tout début de l'année « n » ; Les présentes données n'intègrent donc pas l'impact du plan de relance.

TABLEAUX DE DONNEES FINANCIERES

- :- :- :- :- :- :-

Sommaire

[1 : Dépenses et recettes totales : niveau évolution et structure](#)

[2 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution](#)

[3 : Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau, évolution et structure](#)

[4 : Composantes des dépenses d'investissement: niveau, évolution et structure](#)

[5 : Recettes totales : niveau et évolution par grands postes](#)

[6 : Recettes de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution](#)

[7 : Recettes fiscales directes et indirectes](#)

[8 : Fiscalité directe : niveau du produit et évolution des taux](#)

[9 : Fiscalité indirecte : tarifs et évolution](#)

[10 : Potentiel fiscal et composantes, pression fiscale globale en 2009](#)

[11 : Dotations et subventions reçues : niveau et structure](#)

[12 : Formation de l'épargne et financement de l'investissement](#)

[13 : Endettement et marge de manœuvre](#)

[14 : Présentation fonctionnelle : ventilation des dépenses par grandes fonctions](#)

[15 : Incidence de la décentralisation : dépenses liées à l'enseignement, la formation professionnelle et le transport ferroviaire.](#)

[16 : Indicateurs démographiques et géographiques](#)

Données démographiques : population totale ayant valeur légale au 1er janvier 2009 (année de référence 2001)

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

1 - Dépenses et Recettes totales : niveau, évolution et structure

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

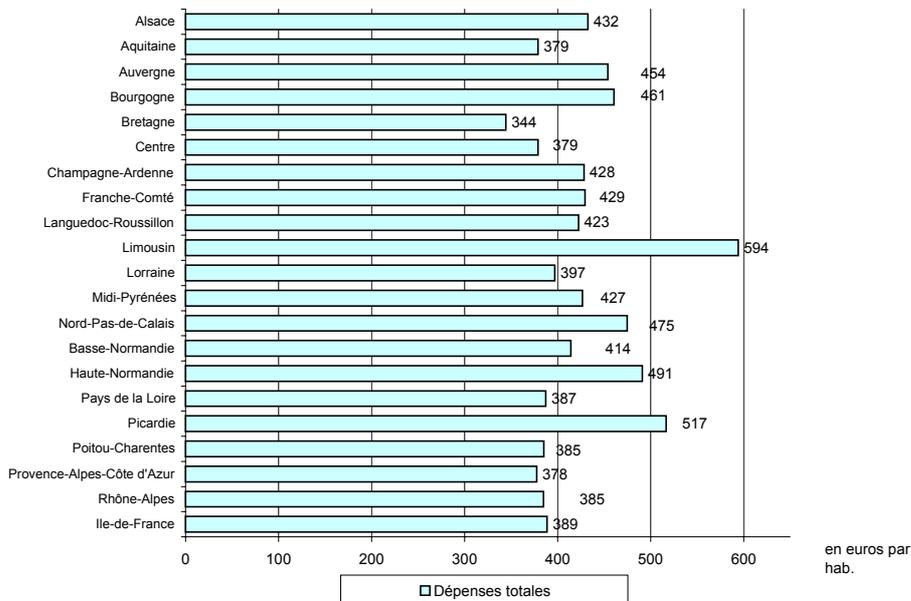
Régions	Dépenses réelles totales			Recettes réelles totales		
	2008	2009	2009/ 2008	2008	2009	2009/ 2008
Alsace	798,2	799,1	+0,1%	798,2	799,1	+0,1%
Aquitaine	1 116,2	1 215,5	+8,9%	1 116,2	1 215,5	+8,9%
Auvergne	648,8	626,3	-3,5%	648,8	626,3	-3,5%
Bourgogne	732,9	774,9	+5,7%	732,9	774,9	+5,7%
Bretagne	1 067,7	1 099,6	+3,0%	1 067,7	1 099,6	+3,0%
Centre	956,3	981,7	+2,7%	956,3	981,7	+2,7%
Champagne-Ardenne	568,4	590,4	+3,9%	568,4	590,4	+3,9%
Corse	607,4	645,9	+6,3%	607,4	645,9	+6,3%
Franche-Comté	474,5	510,0	+7,5%	474,5	510,0	+7,5%
Languedoc-Roussillon	1 087,1	1 094,6	+0,7%	1 087,1	1 094,6	+0,7%
Limousin	434,1	447,9	+3,2%	434,1	447,9	+3,2%
Lorraine	886,4	949,5	+7,1%	886,4	949,5	+7,1%
Midi-Pyrénées	1 191,7	1 218,8	+2,3%	1 191,7	1 218,8	+2,3%
Nord-Pas-de-Calais	1 885,9	1 941,7	+3,0%	1 885,9	1 941,7	+3,0%
Basse-Normandie	600,8	622,2	+3,6%	600,8	622,2	+3,6%
Haute-Normandie	905,3	909,3	+0,4%	905,3	909,3	+0,4%
Pays de la Loire	1 347,1	1 375,9	+2,1%	1 347,1	1 375,9	+2,1%
Picardie	1 003,3	1 004,0	+0,1%	1 003,3	1 004,0	+0,1%
Poitou-Charentes	685,0	685,0	+0,0%	685,0	685,0	+0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 812,1	1 849,2	+2,0%	1 812,1	1 849,2	+2,0%
Rhône-Alpes	2 312,1	2 375,0	+2,7%	2 312,1	2 375,0	+2,7%
Métropole sauf Ile-de-France	21 121,2	21 716,3	+2,8%	21 121,2	21 716,3	+2,8%
Ile-de-France	4 352,8	4 538,9	+4,3%	4 352,8	4 538,9	+4,3%
Métropole	25 474,1	26 255,2	+3,1%	25 474,1	26 255,2	+3,1%
Guadeloupe	305,7	303,8	-0,6%	305,7	303,8	-0,6%
Guyane	131,5	127,0	-3,4%	131,5	127,0	-3,4%
Martinique	300,0	310,0	+3,3%	300,0	310,0	+3,3%
Réunion	835,4	750,5	-10,2%	835,4	750,5	-10,2%
Outre-mer	1 572,6	1 491,3	-5,2%	1 572,6	1 491,3	-5,2%
France	27 046,7	27 746,4	+2,6%	27 046,7	27 746,4	+2,6%

source : budgets primitifs 2009

Dépenses totales en euros par habitant en 2009

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

Part du fonctionnement et de l'investissement dans le total des dépenses et des recettes

hors gestion active de la dette

en euros par habitant

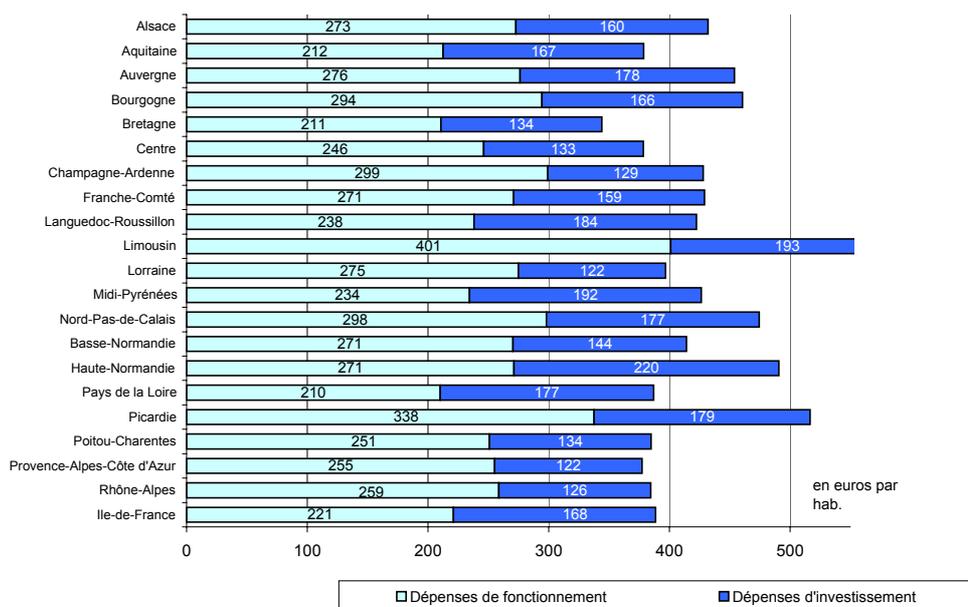
Régions	Dépenses totales			Recettes totales		
	euros/hab.	part fonct.	part invest.	euros/hab.	part fonct.	part invest.
Alsace	432,5	63,1%	36,9%	432,5	75,0%	25,0%
Aquitaine	379,0	56,1%	43,9%	379,0	78,8%	21,2%
Auvergne	454,1	60,8%	39,2%	454,1	78,0%	22,0%
Bourgogne	460,8	63,9%	36,1%	460,8	72,2%	27,8%
Bretagne	344,3	61,2%	38,8%	344,3	80,5%	19,5%
Centre	378,9	65,0%	35,0%	378,9	85,1%	14,9%
Champagne-Ardenne	428,3	69,9%	30,1%	428,3	82,7%	17,3%
Corse	2 156,1	60,4%	39,6%	2 156,1	78,9%	21,1%
Franche-Comté	429,4	63,1%	36,9%	429,4	80,9%	19,1%
Languedoc-Roussillon	422,7	56,4%	43,6%	422,7	74,3%	25,7%
Limousin	594,4	67,5%	32,5%	594,4	75,1%	24,9%
Lorraine	397,0	69,3%	30,7%	397,0	79,9%	20,1%
Midi-Pyrénées	426,7	54,9%	45,1%	426,7	75,6%	24,4%
Nord-Pas-de-Calais	474,8	62,8%	37,2%	474,8	72,9%	27,1%
Basse-Normandie	414,4	65,3%	34,7%	414,4	79,8%	20,2%
Haute-Normandie	491,1	55,2%	44,8%	491,1	71,0%	29,0%
Pays de la Loire	387,2	54,3%	45,7%	387,2	71,8%	28,2%
Picardie	516,9	65,3%	34,7%	516,9	73,1%	26,9%
Poitou-Charentes	385,1	65,2%	34,8%	385,1	78,4%	21,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	377,6	67,6%	32,4%	377,6	80,8%	19,2%
Rhône-Alpes	384,8	67,2%	32,8%	384,8	79,5%	20,5%
Métropole sauf Ile-de-France	424,6	62,5%	37,5%	424,6	77,2%	22,8%
Ile-de-France	388,8	56,9%	43,1%	388,8	74,4%	25,6%
Métropole	418,0	61,5%	38,5%	418,0	76,7%	23,3%
Guadeloupe	745,0	49,1%	50,9%	745,0	85,2%	14,8%
Guyane	610,1	54,9%	45,1%	610,1	69,0%	31,0%
Martinique	767,7	47,4%	52,6%	767,7	76,8%	23,2%
Réunion	948,4	37,9%	62,1%	948,4	60,3%	39,7%
Outre-mer	823,4	43,6%	56,4%	823,4	69,6%	30,4%
France	429,3	60,5%	39,5%	429,3	76,3%	23,7%

source : budgets primitifs 2009

Répartition des dépenses totales en euros par habitant en 2009

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

2 - Dépenses de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution

[Retour sommaire](#)

hors gestion active de la dette
en millions d'euros

Régions	Dépenses réelles de fonctionnement			Dépenses réelles d'investissement		
	2008	2009	2009/ 2008	2008	2009	2009/ 2008
Alsace	486,6	504,2	+3,6%	311,6	294,9	-5,4%
Aquitaine	628,8	681,4	+8,4%	487,5	534,1	+9,6%
Auvergne	369,1	381,0	+3,2%	279,7	245,3	-12,3%
Bourgogne	473,3	495,1	+4,6%	259,7	279,8	+7,8%
Bretagne	646,2	672,8	+4,1%	421,5	426,8	+1,3%
Centre	599,0	638,1	+6,5%	357,3	343,6	-3,9%
Champagne-Ardenne	393,4	412,5	+4,9%	175,0	177,8	+1,6%
Corse	374,6	390,2	+4,2%	232,8	255,7	+9,8%
Franche-Comté	303,8	321,7	+5,9%	170,7	188,3	+10,3%
Languedoc-Roussillon	580,1	617,0	+6,4%	507,0	477,6	-5,8%
Limousin	290,4	302,3	+4,1%	143,7	145,6	+1,3%
Lorraine	611,9	657,7	+7,5%	274,5	291,8	+6,3%
Midi-Pyrénées	640,2	669,7	+4,6%	551,4	549,1	-0,4%
Nord-Pas-de-Calais	1 159,5	1 219,9	+5,2%	726,3	721,8	-0,6%
Basse-Normandie	390,9	406,2	+3,9%	209,9	216,0	+2,9%
Haute-Normandie	470,6	502,2	+6,7%	434,7	407,1	-6,3%
Pays de la Loire	724,1	747,0	+3,2%	623,0	628,9	+0,9%
Picardie	664,4	655,9	-1,3%	339,0	348,1	+2,7%
Poitou-Charentes	449,5	446,4	-0,7%	235,5	238,6	+1,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 184,1	1 249,8	+5,5%	628,0	599,4	-4,6%
Rhône-Alpes	1 539,7	1 596,4	+3,7%	772,4	778,6	+0,8%
Métropole sauf Ile-de-France	12 980,1	13 567,4	+4,5%	8 141,1	8 148,9	+0,1%
Ile-de-France	2 486,1	2 581,2	+3,8%	1 866,8	1 957,6	+4,9%
Métropole	15 466,2	16 148,6	+4,4%	10 007,9	10 106,5	+1,0%
Guadeloupe	148,9	149,1	+0,2%	156,8	154,6	-1,4%
Guyane	61,0	69,7	+14,3%	70,5	57,3	-18,8%
Martinique	136,5	146,8	+7,6%	163,5	163,2	-0,2%
Réunion	264,6	284,2	+7,4%	570,8	466,3	-18,3%
Outre-mer	610,9	649,8	+6,4%	961,7	841,4	-12,5%
France	16 077,1	16 798,5	+4,5%	10 969,6	10 948,0	-0,2%

source : budgets primitifs 2009

hors gestion active de la dette
en euros par habitant en 2009

Régions	Dép. réel. fonction. 2009	Dép. réel. invest. 2009
Alsace	272,9	159,6
Aquitaine	212,5	166,6
Auvergne	276,3	177,9
Bourgogne	294,4	166,4
Bretagne	210,7	133,6
Centre	246,3	132,6
Champagne-Ardenne	299,3	129,0
Corse	1 302,5	853,7
Franche-Comté	270,9	158,5
Languedoc-Roussillon	238,3	184,4
Limousin	401,1	193,3
Lorraine	275,0	122,0
Midi-Pyrénées	234,4	192,2
Nord-Pas-de-Calais	298,3	176,5
Basse-Normandie	270,5	143,9
Haute-Normandie	271,3	219,9
Pays de la Loire	210,2	177,0
Picardie	337,6	179,2
Poitou-Charentes	250,9	134,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	255,2	122,4
Rhône-Alpes	258,6	126,1
Métropole sauf Ile-de-France	265,3	159,3
Ile-de-France	221,1	167,7
Métropole	257,1	160,9
Guadeloupe	365,8	379,3
Guyane	334,8	275,3
Martinique	363,6	404,1
Réunion	359,1	589,3
Outre-mer	358,8	464,6
France	259,9	169,4

source : budgets primitifs 2009

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

3 - Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau, évolution et structure

en millions d'euros

Régions	Charges à caractère général		Frais de personnel		Autres charges d'activité		Intérêts de la dette (1)		Autres
	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008	
Alsace	66,3	+28,1%	65,1	+1,1%	338,3	-1,6%	33,9	+30,4%	0,6
Aquitaine	61,7	-7,1%	131,0	+18,7%	463,0	+6,0%	12,2	-0,9%	13,4
Auvergne	33,6	+9,5%	62,9	+20,5%	258,3	-1,9%	21,2	+19,1%	5,0
Bourgogne	42,8	+13,5%	71,7	+13,7%	354,7	+0,2%	16,0	+68,1%	9,9
Bretagne	87,8	-2,9%	110,7	+8,4%	455,1	+5,1%	16,5	-7,4%	2,7
Centre	65,0	+13,0%	100,9	+14,6%	449,7	+4,2%	20,1	+6,3%	2,4
Champagne-Arde	39,1	+21,2%	58,8	+10,6%	296,3	+3,7%	17,3	-6,8%	1,0
Corse	32,2	+50,1%	47,7	+16,6%	297,6	-0,9%	12,2	+8,9%	0,5
Franche-Comté	16,3	-1,9%	62,5	+14,0%	235,1	+4,2%	7,2	+22,0%	0,5
Languedoc-Rouss	96,9	+0,6%	103,2	+15,1%	393,7	+5,0%	22,5	+29,9%	0,7
Limousin	21,3	-1,2%	54,1	+20,5%	214,8	-0,0%	11,3	+37,0%	0,7
Lorraine	70,6	+22,4%	121,8	+24,5%	444,9	+2,0%	19,5	+1,8%	0,9
Midi-Pyrénées	67,7	+2,0%	120,7	-1,0%	470,5	+5,2%	10,0	+164,0%	0,8
Nord-Pas-de-Cal	115,5	+9,6%	225,2	+11,9%	790,4	+1,2%	79,0	+13,4%	9,8
Basse-Normandie	61,3	+41,7%	66,8	+11,2%	268,0	-3,4%	9,6	+7,2%	0,5
Haute-Normandie	61,9	-3,5%	99,6	+17,1%	330,3	+5,2%	8,5	+51,8%	1,9
Pays de la Loire	95,9	+9,8%	113,6	+5,4%	493,3	-0,3%	40,0	+32,5%	4,1
Picardie	51,9	+43,0%	94,5	+18,4%	492,4	-8,0%	15,5	+43,5%	1,5
Poitou-Charentes	35,2	-0,1%	99,0	+12,1%	296,3	-3,8%	15,2	-13,1%	0,7
Provence-Alpes-C	157,2	+3,2%	194,5	+15,2%	795,7	+1,1%	71,6	+2,7%	30,8
Rhône-Alpes	147,1	+7,5%	218,1	+5,8%	1 151,4	+2,3%	70,0	+8,0%	9,9
Métropole sauf I	1 427,3	+9,2%	2 222,5	+12,2%	9 289,9	+1,3%	529,4	+14,1%	98,3
Ile-de-France	222,1	+2,7%	355,8	+17,3%	1 819,3	+0,2%	151,9	+31,8%	32,2
Métropole	1 649,4	+8,3%	2 578,3	+12,9%	11 109,1	+1,1%	681,3	+17,6%	130,4
Guadeloupe	31,9	+4,8%	37,9	+28,8%	69,1	+0,4%	10,0	+0,1%	0,2
Guyane	13,8	+27,3%	15,1	+24,9%	36,8	+5,0%	3,9	+36,2%	0,1
Martinique	20,9	+9,7%	37,4	+36,3%	87,4	-2,8%	0,0	-	1,1
Réunion	41,6	+6,7%	61,5	+83,4%	164,1	-3,5%	16,0	-17,2%	0,9
Outre-mer	108,2	+8,9%	151,9	+48,2%	357,4	-1,8%	30,0	-7,1%	2,3
France	1 757,6	+8,3%	2 730,2	+14,4%	11 466,6	+1,0%	711,3	+16,3%	132,8

source : budgets primitifs 2009

(1) dette à long, moyen et court terme

en euros par habitant en 2009

Régions	Charges à caractère général	Frais de personnel	Autres charges d'activité	Intérêts de la dette	Autres
Alsace	36	35	183	18	0
Aquitaine	19	41	144	4	4
Auvergne	24	46	187	15	4
Bourgogne	25	43	211	10	6
Bretagne	27	35	142	5	1
Centre	25	39	174	8	1
Champagne-Arde	28	43	215	13	1
Corse	107	159	993	41	2
Franche-Comté	14	53	198	6	0
Languedoc-Rouss	37	40	152	9	0
Limousin	28	72	285	15	1
Lorraine	30	51	186	8	0
Midi-Pyrénées	24	42	165	4	0
Nord-Pas-de-Cal	28	55	193	19	2
Basse-Normandie	41	44	179	6	0
Haute-Normandie	33	54	178	5	1
Pays de la Loire	27	32	139	11	1
Picardie	27	49	253	8	1
Poitou-Charentes	20	56	167	9	0
Provence-Alpes-C	32	40	162	15	6
Rhône-Alpes	24	35	187	11	2
Métropole sauf I	28	43	182	10	2
Ile-de-France	19	30	156	13	3
Métropole	26	41	177	11	2
Guadeloupe	78	93	170	25	1
Guyane	66	72	177	19	1
Martinique	52	93	216	0	3
Réunion	53	78	207	20	1
Outre-mer	60	84	197	17	1
France	27	42	177	11	2

source : budgets primitifs 2009

La Corse est une collectivité territoriale à statut particulier qui connaît des volumes budgétaires plus importants.

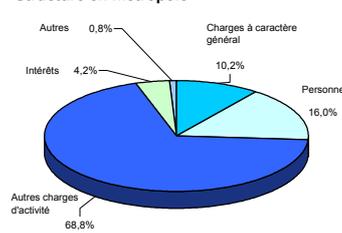
■ Volume budgétaire
3bis - Composantes des dépenses de fonctionnement : niveau et structure

[Retour sommaire](#)

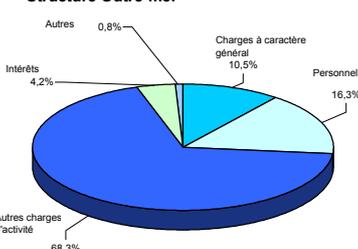
Régions	Structure des dépenses de fonctionnement				
	Charges à caractère général	Frais de personnel	Autres charges d'activité	Intérêts	Autres
Alsace	13,1%	12,9%	67,1%	6,7%	0,1%
Aquitaine	9,1%	19,2%	68,0%	1,8%	2,0%
Auvergne	8,8%	16,5%	67,8%	5,6%	1,3%
Bourgogne	8,6%	14,5%	71,6%	3,2%	2,0%
Bretagne	13,1%	16,4%	67,6%	2,5%	0,4%
Centre	10,2%	15,8%	70,5%	3,1%	0,4%
Champagne-Arde	9,5%	14,2%	71,8%	4,2%	0,2%
Corse	8,3%	12,2%	76,3%	3,1%	0,1%
Franche-Comté	5,1%	19,4%	73,1%	2,2%	0,2%
Languedoc-Rouss	15,7%	16,7%	63,8%	3,7%	0,1%
Limousin	7,1%	17,9%	71,1%	3,7%	0,2%
Lorraine	10,7%	18,5%	67,6%	3,0%	0,1%
Midi-Pyrénées	10,1%	18,0%	70,3%	1,5%	0,1%
Nord-Pas-de-Cal	9,5%	18,5%	64,8%	6,5%	0,8%
Basse-Normandie	15,1%	16,4%	66,0%	2,4%	0,1%
Haute-Normandie	12,3%	19,8%	65,8%	1,7%	0,4%
Pays de la Loire	12,8%	15,2%	66,0%	5,4%	0,6%
Picardie	7,9%	14,4%	75,1%	2,4%	0,2%
Poitou-Charentes	7,9%	22,2%	66,4%	3,4%	0,2%
Provence-Alpes-C	12,6%	15,6%	63,7%	5,7%	2,5%
Rhône-Alpes	9,2%	13,7%	72,1%	4,4%	0,6%
Métropole sauf I	10,5%	16,4%	68,5%	3,9%	0,7%
Ile-de-France	8,6%	13,8%	70,5%	5,9%	1,2%
Métropole	10,2%	16,0%	68,8%	4,2%	0,8%
Guadeloupe	21,4%	25,4%	46,4%	6,7%	0,1%
Guyane	19,8%	21,6%	52,8%	5,6%	0,2%
Martinique	14,3%	25,5%	59,5%	0,0%	0,7%
Réunion	14,6%	21,7%	57,7%	5,6%	0,3%
Outre-mer	16,6%	23,4%	55,0%	4,6%	0,4%
France	10,5%	16,3%	68,3%	4,2%	0,8%

source : budgets primitifs 2009

Structure en métropole

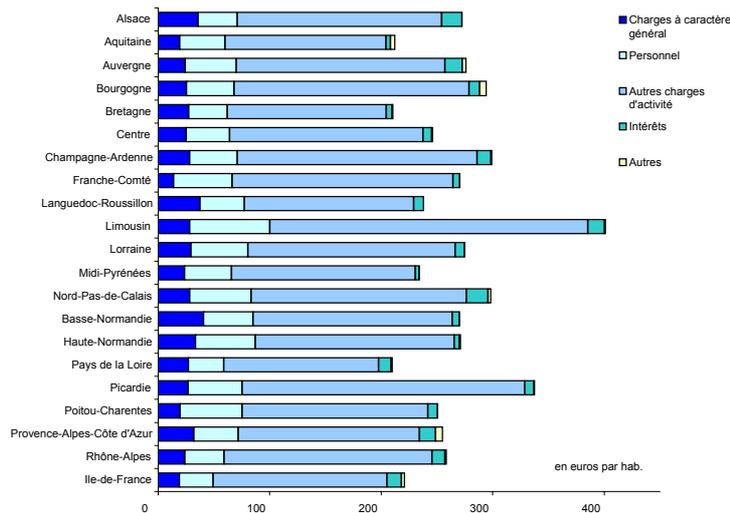


Structure Outre-mer



Composantes des dépenses de fonctionnement en euros par habitant en 2009

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

4 - Composantes des dépenses d'investissement : niveau, évolution et structure

hors gestion active de la dette
en millions d'euros

Régions	Subventions versées		Remboursement de dette hors gestion active de dette		Équipement brut (1)		Autres 2009
	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008	
Alsace	175,1	-3,3%	46,3	+4,6%	69,0	-16,6%	4,6
Aquitaine	313,2	+12,0%	46,0	+6,1%	168,9	+5,8%	6,0
Auvergne	109,7	-24,5%	41,9	+13,9%	86,8	-4,0%	6,8
Bourgogne	182,4	+9,9%	19,7	+31,0%	70,8	-0,6%	7,0
Bretagne	265,5	-1,1%	30,2	+11,8%	114,2	-0,4%	16,9
Centre	215,2	-7,3%	36,0	+1,1%	88,5	+0,3%	3,8
Champagne-Ardenne	87,9	-2,8%	28,3	+37,7%	57,7	-2,6%	4,0
Corse	96,4	+10,9%	7,2	+4,4%	152,1	+9,4%	0,0
Franche-Comté	122,8	+18,4%	11,5	-18,4%	52,5	+1,5%	1,5
Languedoc-Roussillon	195,4	-16,6%	38,3	+16,6%	223,9	-2,2%	20,0
Limousin	82,8	-9,4%	15,5	+22,0%	42,6	+7,7%	4,7
Lorraine	179,6	-6,5%	27,3	+18,7%	73,3	+27,8%	11,6
Midi-Pyrénées	376,5	+19,9%	7,0	+0,0%	163,1	-28,0%	2,5
Nord-Pas-de-Calais	376,4	+4,1%	119,5	-4,2%	222,5	-5,4%	3,4
Basse-Normandie	144,5	-8,3%	9,5	+9,7%	57,4	+46,5%	4,7
Haute-Normandie	207,5	-29,8%	15,9	-25,0%	174,5	+54,3%	9,1
Pays de la Loire	432,1	-4,7%	63,0	+28,6%	132,7	+11,6%	1,1
Picardie	216,9	+1,0%	21,2	+38,6%	100,7	+1,6%	9,4
Poitou-Charentes	116,3	-12,7%	25,0	+19,1%	94,4	+23,2%	2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	343,5	-2,0%	51,8	-36,0%	196,1	+3,9%	8,0
Rhône-Alpes	454,6	+2,7%	58,6	+4,1%	261,3	-1,1%	4,1
Métropole sauf Ile-de-France	4 694,2	-2,1%	719,5	+3,4%	2 603,1	+2,3%	132,1
Ile-de-France	1 034,8	-0,8%	202,5	+9,1%	697,8	+11,1%	22,5
Métropole	5 729,0	-1,9%	922,0	+4,6%	3 300,9	+4,1%	154,6
Guadeloupe	46,6	+4,5%	23,8	-4,4%	82,4	-2,8%	1,8
Guyane	13,4	-35,2%	5,3	-4,1%	38,5	-12,9%	0,2
Martinique	66,5	+11,9%	0,0	-	96,7	-7,1%	0,0
Réunion	100,6	+13,1%	27,6	+59,9%	333,6	-27,7%	4,5
Outre-mer	227,1	+6,3%	56,7	+18,9%	551,2	-20,6%	6,4
France	5 956,1	-1,6%	978,7	+5,3%	3 852,1	-0,4%	161,0

source : budgets primitifs 2009
hors gestion active de la dette
en euros par habitant en 2009

Régions	Subventions versées	Remboursement de dette	Équipement brut	Autres
Alsace	94,8	25,0	37,4	2,5
Aquitaine	97,7	14,3	52,7	1,9
Auvergne	79,6	30,4	63,0	5,0
Bourgogne	108,4	11,7	42,1	4,2
Bretagne	83,1	9,4	35,8	5,3
Centre	83,1	13,9	34,2	1,5
Champagne-Ardenne	63,7	20,5	41,9	2,9
Corse	321,9	24,0	507,8	0,0
Franche-Comté	103,4	9,7	44,2	1,3
Languedoc-Roussillon	75,5	14,8	86,4	7,7
Limousin	109,9	20,6	56,6	6,2
Lorraine	75,1	11,4	30,6	4,9
Midi-Pyrénées	131,8	2,5	57,1	0,9
Nord-Pas-de-Calais	92,0	29,2	54,4	0,8
Basse-Normandie	96,2	6,3	38,2	3,1
Haute-Normandie	112,1	8,6	94,3	4,9
Pays de la Loire	121,6	17,7	37,3	0,3
Picardie	111,7	10,9	51,8	4,8
Poitou-Charentes	65,4	14,1	53,1	1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	70,1	10,6	40,1	1,6
Rhône-Alpes	73,6	9,5	42,3	0,7
Métropole sauf Ile-de-France	91,8	14,1	50,9	2,6
Ile-de-France	88,6	17,3	59,8	1,9
Métropole	91,2	14,7	52,5	2,5
Guadeloupe	114,4	58,4	202,2	4,3
Guyane	64,4	25,4	184,8	0,7
Martinique	164,7	0,0	239,4	0,0
Réunion	127,1	34,9	421,6	5,7
Outre-mer	125,4	31,3	304,4	3,5
France	92,2	15,1	59,6	2,5

source : budgets primitifs 2009

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

4bis - Composantes des dépenses d'investissement par nature : niveau et structure

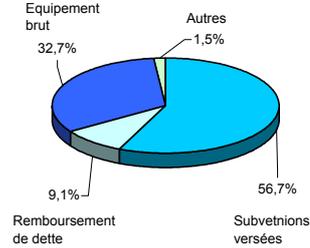
hors gestion active de la dette

en %

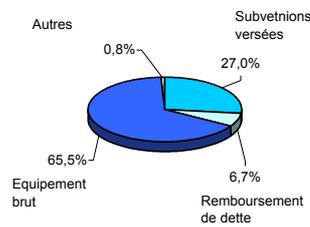
Régions	Structure des dépenses d'investissement :			
	Subventions versées	Rembours de dette	Équipement brut	Autres
Alsace	59,4%	15,7%	23,4%	1,5%
Aquitaine	58,6%	8,6%	31,6%	1,1%
Auvergne	44,7%	17,1%	35,4%	2,8%
Bourgogne	65,2%	7,0%	25,3%	2,5%
Bretagne	62,2%	7,1%	26,8%	4,0%
Centre	62,6%	10,5%	25,8%	1,1%
Champagne-Ardenne	49,4%	15,9%	32,4%	2,2%
Corse	37,7%	2,8%	59,5%	0,0%
Franche-Comté	65,2%	6,1%	27,9%	0,8%
Languedoc-Roussillon	40,9%	8,0%	46,9%	4,2%
Limousin	56,9%	10,6%	29,3%	3,2%
Lorraine	61,6%	9,4%	25,1%	4,0%
Midi-Pyrénées	68,6%	1,3%	29,7%	0,5%
Nord-Pas-de-Calais	52,1%	16,6%	30,8%	0,5%
Basse-Normandie	66,9%	4,4%	26,6%	2,2%
Haute-Normandie	51,0%	3,9%	42,9%	2,2%
Pays de la Loire	68,7%	10,0%	21,1%	0,2%
Picardie	62,3%	6,1%	28,9%	2,7%
Poitou-Charentes	48,7%	10,5%	39,6%	1,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	57,3%	8,6%	32,7%	1,3%
Rhône-Alpes	58,4%	7,5%	33,6%	0,5%
Métropole sauf Ile-de-France	57,6%	8,8%	31,9%	1,6%
Ile-de-France	52,9%	10,3%	35,6%	1,1%
Métropole	56,7%	9,1%	32,7%	1,5%
Guadeloupe	30,2%	15,4%	53,3%	1,1%
Guyane	23,4%	9,2%	67,1%	0,3%
Martinique	40,7%	0,0%	59,3%	0,0%
Réunion	21,6%	5,9%	71,5%	1,0%
Outre-mer	27,0%	6,7%	65,5%	0,8%
France	54,4%	8,9%	35,2%	1,5%

source : budgets primitifs 2009

Structure en métropole



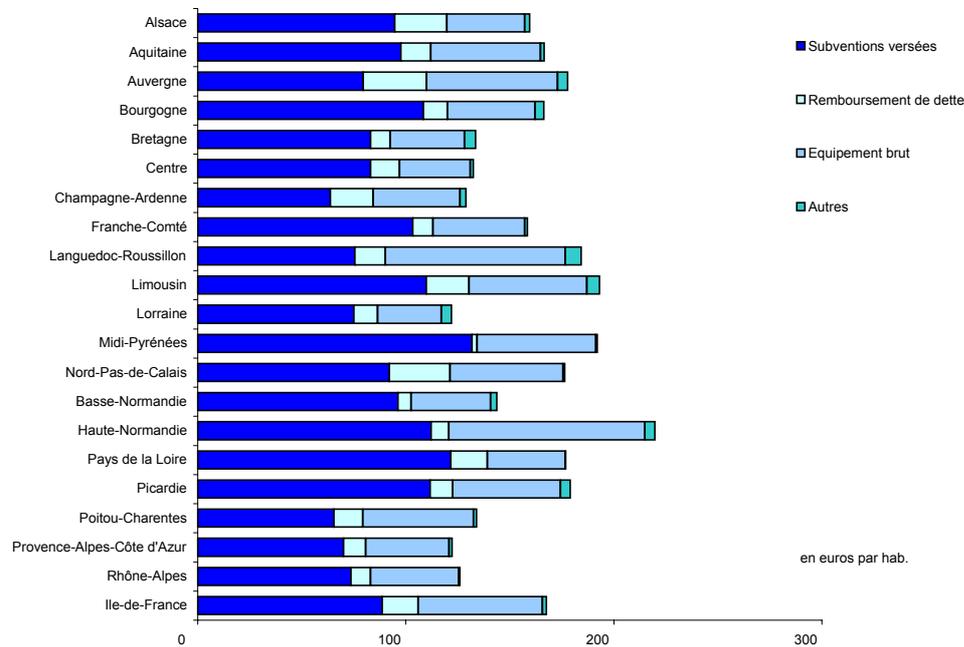
Structure Outre-mer



Composantes des dépenses d'investissement en euros par habitant en 2009

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

5 - Recettes totales : niveau et évolution par grands postes

hors gestion active de la dette
en millions d'euros

Régions	Recettes totales		Recettes fiscales		Transferts reçus		dont				Emprunts	
	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008	DGF*		Comp. 2009	fiscales 2009/2008	2009	2009/2008
							2009	2009/2008				
Alsace	799,1	+0,1%	313,9	+3,7%	333,4	+4,8%	187,3	+0,9%	2,9	-3,0%	99,2	-43,3%
Aquitaine	1 215,5	+8,9%	542,7	+4,7%	482,4	+2,9%	245,1	+1,6%	10,5	-6,4%	179,7	+63,4%
Auvergne	626,3	-3,5%	265,8	+8,1%	251,6	-14,8%	140,9	-7,9%	7,9	+27,1%	100,0	+0,3%
Bourgogne	774,9	+5,7%	282,3	-1,9%	308,5	+5,0%	171,3	+1,6%	8,2	-8,9%	174,6	+22,7%
Bretagne	1 099,6	+3,0%	504,7	+3,6%	434,6	+3,4%	250,9	+1,9%	12,3	-2,3%	150,8	-0,5%
Centre	981,7	+2,7%	438,6	+7,6%	447,0	-1,7%	242,2	+1,2%	19,4	+51,7%	80,5	-2,8%
Champagne-Ardenne	590,4	+3,9%	256,3	+8,6%	256,5	+6,3%	130,8	+1,6%	5,4	-12,3%	66,6	-18,5%
Corse	645,9	+6,3%	160,7	+21,8%	455,3	+7,7%	34,3	+24,7%	13,2	+6,6%	27,0	-46,0%
Franche-Comté	510,0	+7,5%	231,3	+8,3%	210,7	+4,7%	116,3	+1,7%	3,4	-5,6%	64,7	+9,4%
Languedoc-Roussillon	1 094,6	+0,7%	454,7	+3,0%	402,7	+7,9%	228,0	+3,9%	9,0	-13,5%	220,0	-15,0%
Limousin	447,9	+3,2%	158,9	+6,2%	194,9	-2,2%	111,7	-1,6%	4,6	-25,1%	86,0	+7,5%
Lorraine	949,5	+7,1%	416,3	+5,3%	389,4	+3,5%	217,0	+1,6%	4,9	-26,0%	142,0	+25,7%
Midi-Pyrénées	1 218,8	+2,3%	542,3	+6,6%	424,4	-0,0%	250,3	+3,4%	11,5	-10,5%	235,8	-4,3%
Nord-Pas-de-Calais	1 941,7	+3,0%	762,5	+2,9%	747,6	+3,6%	378,1	+2,4%	15,2	-12,9%	420,4	+1,8%
Basse-Normandie	622,2	+3,6%	289,4	+3,9%	236,3	+0,6%	116,3	+0,1%	5,3	-11,1%	88,0	+24,8%
Haute-Normandie	909,3	+0,4%	382,7	+0,7%	296,6	+0,3%	147,8	+1,5%	5,0	+0,0%	226,0	+0,2%
Pays de la Loire	1 376,9	+2,1%	531,8	+5,4%	523,4	+5,3%	261,7	+1,4%	12,6	-5,8%	293,4	-1,3%
Picardie	1 004,0	+0,1%	363,6	+8,2%	444,3	+3,0%	221,1	+1,6%	13,1	+21,7%	189,1	-16,0%
Poitou-Charentes	686,0	+0,0%	270,6	+4,0%	306,1	+1,5%	141,1	+3,0%	10,1	-22,0%	98,0	-14,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 849,2	+2,0%	843,9	+2,7%	711,9	-1,0%	407,4	+1,6%	17,5	+63,4%	281,3	+8,8%
Rhône-Alpes	2 375,0	+2,7%	1 048,1	+3,4%	922,8	+0,5%	566,3	-0,7%	8,3	-10,0%	377,9	+5,2%
Métropole sauf Ile-de-France	21 716,3	+2,8%	9 061,2	+4,6%	8 780,4	+2,0%	4 565,8	+1,3%	200,2	+0,9%	3 601,0	-0,4%
Ile-de-France	4 538,9	+4,3%	2 203,4	+2,8%	1 444,5	+3,2%	731,1	+1,5%	13,3	-13,7%	759,9	+6,9%
Métropole	26 255,2	+3,1%	11 264,6	+4,3%	10 224,9	+2,2%	5 296,9	+1,3%	213,5	-0,1%	4 360,8	+0,8%
Guadeloupe	303,8	-0,6%	183,9	+0,9%	117,5	-1,6%	14,8	+1,8%	0,4	+0,0%	0,0	-
Guyane	127,0	-3,4%	61,1	-0,2%	51,8	-2,4%	4,9	+3,2%	0,1	-20,8%	14,0	-17,6%
Martinique	310,0	+3,3%	168,6	+5,6%	110,6	+8,4%	20,2	-8,1%	0,6	-14,7%	30,0	-21,1%
Réunion	750,5	-10,2%	292,8	+4,9%	323,9	+11,5%	27,3	+5,9%	2,2	+16,1%	133,0	-49,8%
Outre-mer	1 491,3	-5,2%	706,3	+3,5%	603,7	+6,8%	67,2	+0,2%	3,3	+5,8%	177,0	-44,7%
France	27 746,4	+2,6%	11 970,9	+4,2%	10 828,5	+2,4%	5 364,2	+1,3%	216,8	-0,0%	4 537,8	-2,3%

source : budgets primitifs 2009
Le poste des transferts reçus comprend l'ensemble des dotations et subventions reçues en fonctionnement et en investissement (y compris les compensations fiscales).
DGF : Il s'agit du montant inscrit au budget primitif. L'évolution de la DGF des régions s'élève à 1,98% en 2009. (Source : DGCL, Bureau des concours de l'Etat)*
hors gestion active de la dette
en euros par habitant en 2009

Régions	Recettes totales	Recettes fiscales	Transferts reçus	dont		Emprunts	Autres
				DGF	comp. fiscales		
Alsace	432,5	169,9	180,4	101,4	1,6	53,7	28,4
Aquitaine	379,0	169,2	150,4	76,4	3,3	56,1	3,3
Auvergne	454,1	192,7	182,5	102,2	5,7	72,5	6,5
Bourgogne	460,8	167,9	183,5	101,9	4,9	103,8	5,6
Bretagne	344,3	158,0	136,1	78,6	3,9	47,2	3,0
Centre	378,9	169,2	172,5	93,5	7,5	31,1	6,0
Champagne-Ardenne	428,3	186,0	186,1	94,9	3,9	48,4	7,9
Corse	2 156,1	536,6	1 519,8	114,6	44,0	90,1	9,6
Franche-Comté	429,4	194,8	177,4	97,9	2,9	54,5	2,8
Languedoc-Roussillon	422,7	175,6	155,5	88,0	3,5	85,0	6,6
Limousin	594,4	210,8	258,6	148,2	6,1	114,1	10,9
Lorraine	397,0	174,1	162,8	90,7	2,0	59,4	0,7
Midi-Pyrénées	426,7	189,8	148,6	87,6	4,0	82,5	5,7
Nord-Pas-de-Calais	474,8	186,5	182,8	92,5	3,7	102,8	2,7
Basse-Normandie	414,4	192,8	157,4	77,5	3,6	58,6	5,6
Haute-Normandie	491,1	206,7	160,2	79,8	2,7	122,1	2,2
Pays de la Loire	387,2	149,7	147,3	73,6	3,5	82,6	7,7
Picardie	516,9	187,2	228,7	113,8	6,7	97,4	3,6
Poitou-Charentes	385,1	152,1	172,1	79,3	5,7	55,1	5,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	377,6	172,3	145,4	83,2	3,6	57,4	2,5
Rhône-Alpes	384,8	169,8	149,5	91,7	1,3	61,2	4,2
Métropole sauf Ile-de-France	424,6	177,2	171,7	89,3	3,9	70,4	5,4
Ile-de-France	388,8	188,7	123,7	62,6	1,1	65,1	11,2
Métropole	418,0	179,3	162,8	84,3	3,4	69,4	6,4
Guadeloupe	745,0	450,9	288,2	36,4	1,0	0,0	5,9
Guyane	610,1	293,4	248,7	23,5	0,4	67,3	0,8
Martinique	767,7	417,6	273,8	50,0	1,5	74,3	2,0
Réunion	948,4	370,0	409,3	34,5	2,8	168,1	1,1
Outre-mer	823,4	390,0	333,3	37,1	1,8	97,7	2,3
France	429,3	185,2	167,6	83,0	3,4	70,2	6,3

source : budgets primitifs 2009

■ Volume budgétaire

[Retour sommaire](#)

Structure des recettes par grands postes

hors gestion active de la dette

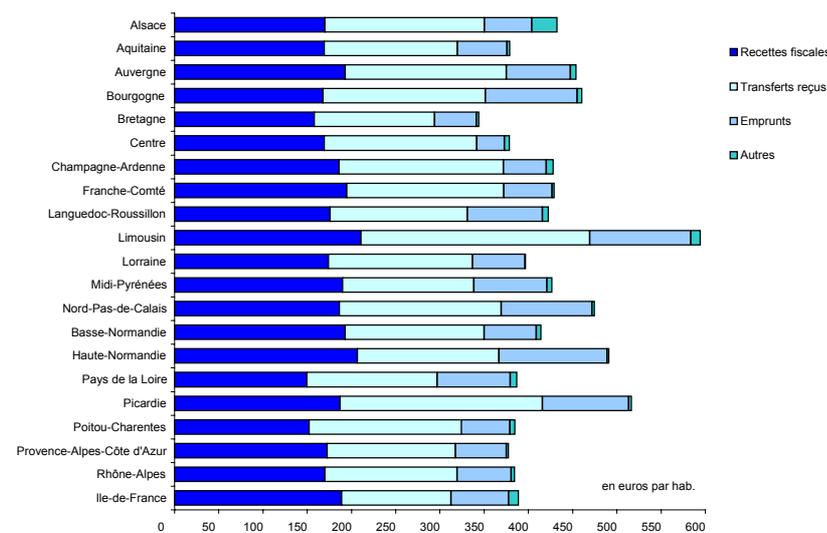
Régions	Structure des recettes totales :					Emprunts
	Recettes fiscales	Transferts reçus	dont DGF	Compens. fiscales	autres	
Alsace	39,3%	41,7%	23,4%	0,4%	17,9%	12,4%
Aquitaine	44,7%	39,7%	20,2%	0,9%	18,7%	14,8%
Auvergne	42,4%	40,2%	22,5%	1,3%	16,4%	16,0%
Bourgogne	36,4%	39,8%	22,1%	1,1%	16,7%	22,5%
Bretagne	45,9%	39,5%	22,8%	1,1%	15,6%	13,7%
Centre	44,7%	45,5%	24,7%	2,0%	18,9%	8,2%
Champagne-Ardenne	43,4%	43,4%	22,2%	0,9%	20,4%	11,3%
Corse	24,9%	70,5%	5,3%	2,0%	63,1%	4,2%
Franche-Comté	45,4%	41,3%	22,8%	0,7%	17,8%	12,7%
Languedoc-Roussillon	41,5%	36,8%	20,8%	0,8%	15,1%	20,1%
Limousin	35,5%	43,5%	24,9%	1,0%	17,5%	19,2%
Lorraine	43,8%	41,0%	22,8%	0,5%	17,6%	15,0%
Midi-Pyrénées	44,5%	34,8%	20,5%	0,9%	13,3%	19,3%
Nord-Pas-de-Calais	39,3%	38,5%	19,5%	0,8%	18,2%	21,6%
Basse-Normandie	46,5%	38,0%	18,7%	0,9%	18,4%	14,1%
Haute-Normandie	42,1%	32,6%	16,3%	0,5%	15,8%	24,9%
Pays de la Loire	38,7%	38,0%	19,0%	0,9%	18,1%	21,3%
Picardie	36,2%	44,3%	22,0%	1,3%	20,9%	18,8%
Poitou-Charentes	39,5%	44,7%	20,6%	1,5%	22,6%	14,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45,6%	38,5%	22,0%	0,9%	15,5%	15,2%
Rhône-Alpes	44,1%	38,9%	23,8%	0,3%	14,7%	15,9%
Métropole sauf Ile-de-France	41,7%	40,4%	21,0%	0,9%	18,5%	16,6%
Ile-de-France (1)	48,5%	31,8%	16,1%	0,3%	15,4%	16,7%
Métropole	42,9%	38,9%	20,2%	0,8%	18,0%	16,6%
Guadeloupe	60,5%	38,7%	4,9%	0,1%	33,7%	0,0%
Guyane	48,1%	40,8%	3,9%	0,1%	36,8%	11,0%
Martinique	54,4%	35,7%	6,5%	0,2%	29,0%	9,7%
Réunion	39,0%	43,2%	3,6%	0,3%	39,2%	17,7%
Outre-mer	47,4%	40,5%	4,5%	0,2%	35,8%	11,9%
France	43,1%	39,0%	19,3%	0,8%	18,9%	16,4%

source : budgets primitifs 2009

Composantes des recettes totales en euros par habitant en 2009

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

■ Volume budgétaire

6 - Recettes de fonctionnement et d'investissement : niveau et évolution

[Retour sommaire](#)

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

Régions	Recettes réelles de fonctionnement			Recettes réelles d'investissement		
	2008	2009	2009/ 2008	2008	2009	2009/ 2008
Alsace	585,0	598,9	+2,4%	213,3	200,1	-6,2%
Aquitaine	924,7	958,1	+3,6%	191,5	257,4	+34,4%
Auvergne	487,5	488,5	+0,2%	161,3	137,9	-14,5%
Bourgogne	562,1	559,3	-0,5%	170,8	215,6	+26,2%
Bretagne	860,4	885,6	+2,9%	207,3	214,0	+3,2%
Centre	798,2	835,1	+4,6%	158,1	146,6	-7,3%
Champagne-Ardenne	458,1	488,1	+6,5%	110,2	102,3	-7,2%
Corse	473,7	509,5	+7,6%	133,7	136,4	+2,0%
Franche-Comté	390,0	412,6	+5,8%	84,6	97,4	+15,2%
Languedoc-Roussillon	778,0	813,7	+4,6%	309,1	280,9	-9,1%
Limousin	338,6	336,5	-0,6%	95,5	111,4	+16,6%
Lorraine	737,4	758,3	+2,8%	149,0	191,2	+28,3%
Midi-Pyrénées	887,4	921,5	+3,8%	304,3	297,3	-2,3%
Nord-Pas-de-Calais	1 364,0	1 415,3	+3,8%	521,8	526,4	+0,9%
Basse-Normandie	493,0	496,3	+0,7%	107,8	125,9	+16,8%
Haute-Normandie	641,4	645,5	+0,6%	263,8	263,8	-0,0%
Pays de la Loire	952,9	987,7	+3,7%	394,3	388,2	-1,5%
Picardie	697,1	734,2	+5,3%	306,3	269,8	-11,9%
Poitou-Charentes	530,0	536,9	+1,3%	155,1	148,1	-4,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 463,2	1 493,7	+2,1%	348,9	355,5	+1,9%
Rhône-Alpes	1 853,1	1 887,0	+1,8%	458,9	488,0	+6,3%
Métropole sauf Ile-de-France	16 275,7	16 762,2	+3,0%	4 845,5	4 954,1	+2,2%
Ile-de-France	3 282,1	3 377,0	+2,9%	1 070,7	1 161,9	+8,5%
Métropole	19 557,8	20 139,2	+3,0%	5 916,2	6 115,9	+3,4%
Guadeloupe	261,0	258,9	-0,8%	44,7	44,8	+0,3%
Guyane	86,7	87,7	+1,1%	44,8	39,3	-12,2%
Martinique	219,1	238,0	+8,6%	80,9	72,0	-11,0%
Réunion	420,7	452,8	+7,6%	414,6	297,7	-28,2%
Outre-mer	987,6	1 037,4	+5,0%	585,0	453,8	-22,4%
France	20 545,4	21 176,7	+3,1%	6 501,3	6 569,8	+1,1%

source : budgets primitifs 2009

en euros par habitant en 2009

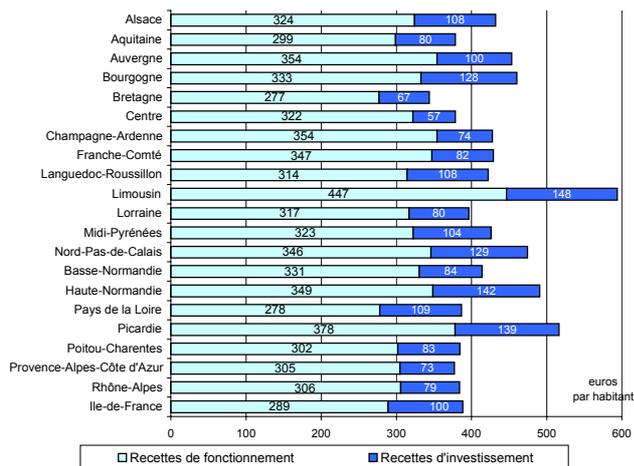
Régions	Rec. réel. fonction 2009	Rec. réel. invest. 2009
Alsace	324	108
Aquitaine	299	80
Auvergne	354	100
Bourgogne	333	128
Bretagne	277	67
Centre	322	57
Champagne-Ardenne	354	74
Corse	1 701	455
Franche-Comté	347	82
Languedoc-Roussillon	314	108
Limousin	447	148
Lorraine	317	80
Midi-Pyrénées	323	104
Nord-Pas-de-Calais	346	129
Basse-Normandie	331	84
Haute-Normandie	349	142
Pays de la Loire	278	109
Picardie	378	139
Poitou-Charentes	302	83
Provence-Alpes-Côte d'Azur	305	73
Rhône-Alpes	306	79
Métropole sauf Ile-de-France	328	97
Ile-de-France	289	100
Métropole	321	97
Guadeloupe	635	110
Guyane	421	189
Martinique	589	178
Réunion	572	376
Outre-mer	573	251
France	328	102

source : budgets primitifs 2009

Répartition des recettes totales en euros par habitant en 2009

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



* Corse : collectivité territoriale à statut particulier

□ Fiscalité régionale

[Retour sommaire](#)

7 - Recettes fiscales directes et indirectes (hors compensations de l'État) : niveau et évolution

en millions d'euros

Régions	Recettes fiscales		Recettes fiscales directes *		Recettes fiscales indirectes *		dont : cartes grises		TIPP	
	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008
Alsace	313,9	+3,7%	139,4	+8,4%	174,5	+0,3%	57,0	+10,1%	100,5	-
Aquitaine	542,7	+4,7%	252,0	+4,7%	290,7	+4,6%	84,0	+2,4%	173,3	+6,8%
Auvergne	265,8	+8,1%	120,5	+3,0%	145,3	+12,8%	45,0	+37,9%	85,2	+4,1%
Bourgogne	282,3	-1,9%	117,0	-2,6%	165,3	-1,5%	48,6	-5,8%	98,7	-1,7%
Bretagne	504,7	+3,6%	205,6	+3,7%	299,1	+3,5%	88,3	+2,8%	179,7	+3,4%
Centre	438,6	+7,6%	196,8	+4,0%	241,8	+10,7%	70,6	+2,0%	144,9	+13,6%
Champagne-Ar	256,3	+8,6%	102,8	+3,2%	153,5	+12,6%	38,4	-1,0%	101,1	+18,8%
Corse (1)	160,7	+21,8%	3,0	+4,8%	157,7	+22,2%	9,0	+0,0%	39,2	+2,0%
Franche-Comté	231,3	+8,3%	105,5	+3,8%	125,8	+12,3%	35,5	+2,9%	77,5	+14,8%
Languedoc-Rou	454,7	+3,0%	222,7	+5,7%	232,0	+0,0%	79,9	+0,0%	127,5	+0,0%
Limousin	158,9	+6,2%	66,3	+7,1%	92,6	+5,6%	20,0	-4,8%	72,3	+8,9%
Lorraine	416,3	+5,3%	161,2	+2,2%	255,1	+7,4%	67,0	+1,4%	158,1	+8,6%
Midi-Pyrénées	542,3	+6,6%	275,3	+6,4%	267,0	+6,8%	85,0	+13,3%	156,0	+4,7%
Nord-Pas-de-Ca	762,5	+2,9%	378,7	+2,7%	383,8	+3,0%	98,0	+1,0%	249,0	+3,7%
Basse-Normand	289,4	+3,9%	140,8	+3,9%	148,6	+3,9%	37,0	+2,8%	94,1	+4,6%
Haute-Normand	382,7	+0,7%	186,6	+3,4%	196,2	-1,8%	70,0	+0,0%	107,8	-2,9%
Pays de la Loire	531,8	+5,4%	230,2	+6,3%	301,6	+4,7%	88,0	+3,5%	174,6	+4,0%
Picardie	363,6	+8,2%	153,1	+2,5%	210,5	+12,7%	72,5	+11,5%	122,0	+13,0%
Poitou-Charente	270,6	+4,0%	108,0	+4,9%	162,6	+3,4%	51,6	+0,0%	85,0	+3,7%
Provence-Alpes	843,9	+2,7%	370,3	+2,4%	473,6	+3,0%	184,0	-3,2%	241,2	+7,9%
Rhône-Alpes	1 048,1	+3,4%	439,4	+2,0%	608,7	+4,5%	243,0	+4,3%	312,8	+3,0%
Métropole sau	9 061,2	+4,6%	3 975,3	+3,7%	5 085,9	+5,3%	1 572,4	+3,1%	2 900,5	+5,2%
Île-de-France	2 203,4	+2,8%	638,3	+0,8%	1 565,1	+3,7%	377,0	-3,3%	920,0	+6,0%
Métropole	11 264,6	+4,3%	4 613,6	+3,3%	6 651,0	+4,9%	1 949,4	+1,8%	3 820,5	+5,4%
Guadeloupe (1)	183,9	0,9%	17,9	-7,7%	166,0	1,9%	8,6	-14,0%	0,0	-
Guyane (1)	61,1	-0,2%	8,2	2,9%	52,9	-0,7%	3,8	-7,3%	0,0	-
Martinique (1)	168,6	5,6%	19,4	5,2%	149,2	5,7%	7,0	0,0%	0,0	-
Réunion (1)	292,8	4,9%	30,1	2,9%	262,6	5,1%	18,3	-12,6%	0,0	-
Outre-mer	706,3	3,5%	75,6	0,7%	630,7	3,9%	37,7	-10,3%	0,0	-
France	11 970,9	+4,2%	4 689,1	+3,2%	7 281,8	+4,8%	1 987,1	+1,5%	3 820,5	+5,4%

source : budgets primitifs 2009

(1) La Corse et les régions d'Outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques.

* Les recettes de fiscalité directe correspondent au produit 3 taxes perçu par les régions : article comptable 731. Les recettes de fiscalité indirectes sont notamment les tarifs des cartes grises, des permis de conduire et les montants de TIPP (taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) reçus pour financer les nouveaux transferts de compétences.

en euros par habitant en 2009

Régions	Recettes fiscales 2009	Recettes fiscales		dont :	
		directes 2009	indirectes 2009	cartes grises 2009	TIPP 2009
Alsace	169,9	75,5	94,4	30,9	54,4
Aquitaine	169,2	78,6	90,7	26,2	54,0
Auvergne	192,7	87,4	105,3	32,6	61,8
Bourgogne	167,9	69,6	98,3	28,9	58,7
Bretagne	158,0	64,4	93,6	27,6	56,3
Centre	169,2	75,9	93,3	27,2	55,9
Champagne-Ar	186,0	74,6	111,4	27,9	73,3
Corse (1)	536,6	10,0	526,5	30,0	130,8
Franche-Comté	194,8	88,8	105,9	29,9	65,3
Languedoc-Rou	175,6	86,0	89,6	30,9	49,2
Limousin	210,8	88,0	122,8	26,5	95,9
Lorraine	174,1	67,4	106,7	28,0	66,1
Midi-Pyrénées	189,8	96,4	93,5	29,8	54,6
Nord-Pas-de-Ca	186,5	92,6	93,8	24,0	60,9
Basse-Normand	192,8	93,8	99,0	24,6	62,7
Haute-Normand	206,7	100,8	106,0	37,8	58,2
Pays de la Loire	149,7	64,8	84,9	24,8	49,1
Picardie	187,2	78,8	108,4	37,3	62,8
Poitou-Charente	152,1	60,7	91,4	29,0	47,8
Provence-Alpes	172,3	75,6	96,7	37,6	49,3
Rhône-Alpes	169,8	71,2	98,6	39,4	50,7
Métropole sau	177,2	77,7	99,4	30,7	56,7
Île-de-France	188,7	54,7	134,1	32,3	78,8
Métropole	179,3	73,4	105,9	31,0	60,8
Guadeloupe (1)	450,9	43,9	407,1	21,1	0,0
Guyane (1)	293,4	39,2	254,1	18,3	0,0
Martinique (1)	417,6	48,0	369,5	17,3	0,0
Réunion (1)	370,0	38,1	331,9	23,2	0,0
Outre-mer	390,0	41,7	348,3	20,8	0,0
France	185,2	72,6	112,7	30,7	59,1

source : budgets primitifs 2009

(1) La Corse et les régions d'Outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques.

Fiscalité régionale

[Retour sommaire](#)

8- Fiscalité directe : niveau du produit et évolution des taux

Bases et taux d'imposition directs

Les bases d'imposition représentent l'assiette de l'impôt dont dispose chaque région pour chacune des trois taxes directes locales.

Régions	Bases d'imposition (en millions d'euros) :			Taux d'imposition directe (en %) :		
	Foncier bâti 2009	Foncier non bâti 2009	Taxe professionnelle 2009	Foncier bâti 2009	Foncier non bâti 2009	Taxe professionnelle 2009
Alsace	1 889,5	3,5	4 345,4	1,93%	9,22%	2,50%
Aquitaine	3 088,3	12,2	4 736,8	3,17%	9,31%	3,54%
Auvergne	1 249,3	3,1	2 238,2	4,77%	10,92%	3,76%
Bourgogne	1 504,6	4,4	2 676,1	3,65%	9,17%	3,14%
Bretagne	2 715,7	12,6	4 458,7	2,97%	4,13%	3,13%
Centre	2 214,7	9,4	4 611,9	3,47%	8,62%	2,83%
Champagne-Ardenne	1 119,8	4,4	2 720,3	3,63%	4,72%	2,62%
Corse (1)	294,9	1,5	-	1,02%	6,24%	-
Franche-Comté	1 039,2	2,5	2 314,6	3,92%	10,24%	3,11%
Languedoc-Roussillon	2 596,6	10,6	2 910,9	4,86%	5,37%	4,30%
Limousin	668,8	1,5	1 001,4	4,10%	15,98%	4,35%
Lorraine	2 073,6	5,5	4 745,6	2,73%	8,23%	2,59%
Midi-Pyrénées	2 672,4	4,8	4 204,3	4,72%	11,23%	4,12%
Nord-Pas-de-Calais	2 859,1	10,1	7 849,5	3,83%	13,00%	3,81%
Basse-Normandie	1 199,3	9,2	2 777,6	5,29%	7,16%	3,18%
Haute-Normandie	1 609,9	5,2	4 904,8	4,42%	9,20%	2,61%
Pays de la Loire	2 987,1	15,5	5 747,5	2,66%	5,07%	2,80%
Picardie	1 491,0	5,2	3 398,8	4,26%	7,11%	3,10%
Poitou-Charentes	1 463,2	5,0	2 537,2	3,32%	8,63%	2,51%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 947,2	26,7	7 656,7	2,36%	8,85%	3,84%
Rhône-Alpes	7 143,8	19,1	13 006,8	2,12%	5,28%	2,49%
Métropole sauf Ile-de-France	47 827,9	172,2	88 843,1	3,25%	7,74%	3,14%
Ile-de-France	20 750,9	42,5	24 838,8	1,27%	2,20%	1,72%
Métropole	68 578,8	214,7	113 681,9	2,65%	6,64%	2,83%
Guadeloupe	268,4	0,7	413,3	3,90%	0,00%	2,50%
Guyane	84,4	1,6	214,7	4,27%	3,25%	2,34%
Martinique	279,7	1,4	445,7	3,88%	3,71%	1,94%
Réunion	510,3	3,7	744,9	2,66%	0,90%	2,30%
Outre-mer	1 142,8	7,4	1 818,6	3,37%	1,84%	2,26%
France	69 721,6	222,1	115 500,5	2,66%	6,48%	2,82%

source : états fiscaux 1253

(1) statut de la Corse : suppression de la taxe professionnelle

Régions	Produit voté 3 taxes *		Produit 3 taxes *		Taux d'imposition directe (en %)		
	2009	2009/2008	2009	2009/2008	Foncier bâti 2009/2008	Foncier non bâti 2009/2008	Taxe professionnelle 2009/2008
	millions d'euros	%	millions d'euros	%			
Alsace	145,4	+10,7%	136,8	+8,4%	+6,6%	+6,6%	+6,4%
Aquitaine	266,7	+6,0%	259,0	+6,0%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Auvergne	144,1	+9,5%	127,6	+8,4%	+5,1%	+5,0%	+5,0%
Bourgogne	139,4	+5,2%	124,4	+4,9%	+1,4%	+1,6%	+1,6%
Bretagne	220,7	+4,9%	209,8	+5,1%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Centre	208,2	+4,6%	200,1	+4,8%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Champagne-Ardenne	112,1	+3,7%	104,2	+3,7%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Corse (1)	3,1	+4,5%	3,1	+4,5%	+0,0%	+0,0%	-
Franche-Comté	113,0	+3,3%	106,5	+2,4%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Languedoc-Roussillon	251,9	+7,5%	228,6	+7,4%	+1,9%	+0,0%	+1,9%
Limousin	71,2	+9,5%	66,8	+7,6%	+4,1%	+4,0%	+6,1%
Lorraine	180,0	+3,6%	165,7	+5,2%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Midi-Pyrénées	299,9	+8,6%	282,8	+7,8%	+2,8%	+2,8%	+2,7%
Nord-Pas-de-Calais	409,9	+4,9%	387,8	+4,6%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Basse-Normandie	152,4	+3,9%	146,6	+6,8%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Haute-Normandie	199,6	+4,2%	194,4	+4,2%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Pays de la Loire	241,2	+5,6%	231,0	+5,4%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Picardie	169,2	+3,5%	157,2	+4,0%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Poitou-Charentes	112,7	+5,0%	110,2	+5,2%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	436,7	+4,5%	386,0	+5,7%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Rhône-Alpes	476,3	+4,8%	449,0	+5,0%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Métropole sauf Ile-de-France	4 353,9	+5,5%	4 077,7	+5,6%	+0,8%	+0,7%	+0,8%
Ile-de-France	691,7	+4,4%	636,1	+4,3%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Métropole	5 045,6	+5,4%	4 713,9	+5,4%	+0,8%	+0,8%	+0,7%
Guadeloupe	20,8	+8,9%	19,2	+8,5%	+0,0%	-	+0,0%
Guyane	8,7	+9,6%	8,5	+8,9%	+1,9%	+1,9%	+2,2%
Martinique	19,5	+5,0%	19,5	+5,0%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Réunion	30,7	+6,9%	30,5	+7,1%	+0,0%	+0,0%	+0,0%
Outre-mer	79,8	+7,2%	77,7	+7,1%	-0,0%	+4,4%	+0,5%
France	5 125,3	+5,4%	4 077,7	+5,6%	+0,8%	+1,0%	+0,7%

source : budgets primitifs 2009 et états fiscaux 1253

(1) statut de la Corse : suppression de la taxe professionnelle

* Le produit 3 taxes voté correspond au produit des bases par le taux voté de fiscalité. Depuis 2007 et l'entrée en application de la réforme de la taxe professionnelle, les collectivités prennent en charge une partie du coût du dégrèvement fiscal en fonction de la valeur ajoutée sous la forme d'une participation nommée plafond de participation. Le produit prévisionnel 3 taxes après soustraction du plafond de participation correspond au produit prévisible réellement perçu par les régions après application de la réforme de la taxe professionnelle.

❑ Fiscalité régionale

9 - Fiscalité indirecte : tarifs et évolution

[Retour sommaire](#)

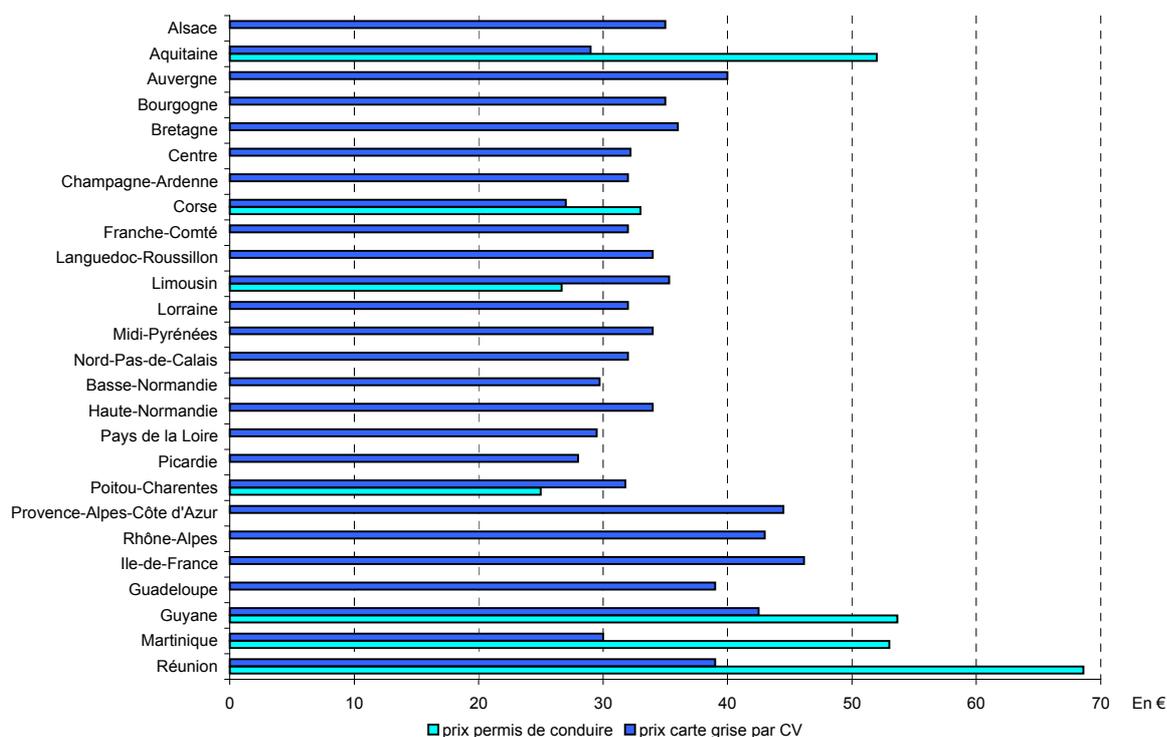
en euros

Régions	Tarif permis de conduire			Tarif carte grise *		
	2008	2009	2009/2008	2008	2009	2009/2008
Alsace	0,0	0,0	-	33,6	35,0	+4,2%
Aquitaine	52,0	52,0	+0,0%	29,0	29,0	+0,0%
Auvergne	0,0	0,0	-	30,0	40,0	+33,3%
Bourgogne	0,0	0,0	-	35,0	35,0	+0,0%
Bretagne	0,0	0,0	-	36,0	36,0	+0,0%
Centre	0,0	0,0	-	31,6	32,2	+2,0%
Champagne-Ardenne	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Corse	33,0	33,0	+0,0%	27,0	27,0	+0,0%
Franche-Comté	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Languedoc-Roussillon	0,0	0,0	-	34,0	34,0	+0,0%
Limousin	28,4	26,7	-5,9%	33,3	35,3	+6,1%
Lorraine	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Midi-Pyrénées	0,0	0,0	-	30,0	34,0	+13,3%
Nord-Pas-de-Calais	0,0	0,0	-	32,0	32,0	+0,0%
Basse-Normandie	0,0	0,0	-	29,7	29,7	+0,0%
Haute-Normandie	0,0	0,0	-	34,0	34,0	+0,0%
Pays de la Loire	0,0	0,0	-	28,5	29,5	+3,5%
Picardie	0,0	0,0	-	27,0	28,0	+3,7%
Poitou-Charentes	25,0	25,0	+0,0%	31,8	31,8	+0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	0,0	-	44,5	44,5	+0,0%
Rhône-Alpes	0,0	0,0	-	43,0	43,0	+0,0%
Métropole sauf Ile-de-France	-	-	-	34,1	34,8	+2,0%
Ile-de-France	0,0	0,0	-	46,2	46,2	+0,0%
Métropole	-	-	-	36,0	36,5	+1,4%
Guadeloupe	0,0	0,0	-	39,0	39,0	+0,0%
Guyane	53,7	53,7	+0,0%	42,5	42,5	+0,0%
Martinique	53,0	53,0	+0,0%	30,0	30,0	+0,0%
Réunion	68,6	68,6	+0,0%	39,0	39,0	+0,0%
Outre-mer	-	-	-	37,4	37,2	-0,5%
France	-	-	-	36,1	36,6	+1,3%

source : budgets primitifs 2009

* : par cheval-vapeur

Répartition des tarifs de fiscalité indirecte



□ Fiscalité régionale

[Retour sommaire](#)

10 - Potentiel fiscal et composantes, pression fiscale globale en 2009

en euros par habitant en 2009

Régions	Potentiel fiscal total	dont :		Pression fiscale globale (1)	dont :	
		indirect	direct		indirecte	directe
Alsace	125,84	32,22	93,62	0,87	0,96	0,84
Aquitaine	100,53	33,02	67,51	1,09	0,79	1,23
Auvergne	99,81	29,82	69,99	1,37	1,09	1,49
Bourgogne	99,03	30,19	68,83	1,13	0,96	1,20
Bretagne	90,29	28,06	62,23	1,07	0,98	1,11
Centre	104,05	30,91	73,14	1,03	0,88	1,10
Champagne-Ardenne	109,27	31,82	77,45	1,00	0,88	1,05
Corse	67,22	40,67	26,54	0,60	0,74	0,39
Franche-Comté	112,49	34,14	78,35	1,11	0,88	1,21
Languedoc-Roussillon	91,80	33,17	58,64	1,40	0,93	1,66
Limousin	88,69	27,48	61,21	1,36	0,97	1,54
Lorraine	111,15	32,00	79,15	0,93	0,88	0,95
Midi-Pyrénées	98,48	31,99	66,49	1,37	0,93	1,58
Nord-Pas-de-Calais	100,24	27,38	72,87	1,24	0,88	1,38
Basse-Normandie	104,10	30,30	73,80	1,21	0,81	1,38
Haute-Normandie	138,63	40,65	97,98	1,05	0,93	1,10
Pays de la Loire	98,93	30,68	68,24	0,94	0,81	0,99
Picardie	118,63	48,72	69,91	1,05	0,77	1,25
Poitou-Charentes	95,62	33,34	62,27	0,97	0,87	1,02
Provence-Alpes-Côte d'Azur	107,61	30,86	76,75	1,18	1,22	1,16
Rhône-Alpes	123,86	33,46	90,39	0,94	1,18	0,85
Métropole sauf Ile-de-France	106,36	32,29	74,07	1,09	0,95	1,15
Ile-de-France	133,10	25,58	107,52	0,69	1,26	0,55
Métropole	111,33	31,04	80,28	1,00	1,00	1,00
Guadeloupe	65,97	19,77	46,21	1,09	1,07	1,10
Guyane	54,17	15,70	38,47	1,11	1,16	1,08
Martinique	69,04	21,12	47,92	0,95	0,82	1,01
Réunion	65,72	21,73	43,99	0,94	1,07	0,88
Outre-mer	65,82	20,46	45,36	0,99	1,02	0,97
France	110,05	30,75	79,31	1,00	1,00	1,00

source : budgets primitifs 2009 et états fiscaux 1253

Potentiel fiscal total : Total du potentiel fiscal direct et du potentiel fiscal indirect.

Le potentiel fiscal indirect est calculé sur les seuls impôts indirects communs à toutes les régions (en 2007, le seul impôt indirect commun est la carte grise)

(1) Un rapport inférieur à 1 traduit le fait que la région exerce globalement des taux ou des tarifs inférieurs à la moyenne

Potentiel fiscal direct : Le potentiel fiscal direct d'une région est obtenu en multipliant les bases d'imposition des trois taxes directes estimées lors de la préparation des budgets, par les taux moyens nationaux. Ces taux moyens résultent du rapport entre le total des recettes attendues pour chaque taxe et le total des bases estimées pour cette taxe. Le potentiel fiscal direct est le produit qu'on obtiendrait pour une région, si on substituait les taux moyens d'imposition aux taux propres de la région. En 2001, la part régionale de la taxe d'habitation a été supprimée. Ces calculs sont effectués à partir des données figurant dans les états de notification des taux d'imposition votés par les régions.

Potentiel fiscal indirect : Le potentiel fiscal indirect d'une région est obtenu en multipliant les bases d'imposition de la taxe sur les cartes grises par le tarif moyen national d'imposition de cette taxe. Les bases d'imposition sont recalculées en faisant le rapport entre le produit voté et le tarif voté. Le tarif moyen national est obtenu en faisant le rapport entre le produit total attendu et les bases totales de la même taxe. Depuis 1998, la taxe sur les permis de conduire est exclue du calcul du fait du renoncement progressif des régions à cet impôt et depuis 1999, il convient aussi de supprimer de ce calcul la taxe additionnelle aux droits de mutation. Les taxes spécifiques à la Corse et aux régions d'outre-mer n'ont pas été prises en compte. Comme pour le potentiel fiscal direct, il est calculé à partir des données figurant dans les états de notification des taux d'imposition votés par les régions.

Pression fiscale globale : Recettes fiscales totales/potentiel fiscal total. Ce critère de pression fiscale constitue un indicateur synthétique des différents éléments constitutifs de la pression fiscale (tarifs et taux). Si le rapport est égal à 1 alors la région consent une pression fiscale identique à la moyenne des régions. Si il est inférieur à 1 alors la région a une pression fiscale inférieure à celle des autres régions. Si il est supérieur à 1 alors la région a une pression fiscale supérieure à celle des autres régions. Ainsi pour obtenir un montant d'impôts identiques, une région « pauvre » en bases doit consentir une pression fiscale supérieure à celle d'une région « riche » en bases.

■ Volume budgétaire

11 - Dotations et subventions reçues : niveau et structure

[Retour sommaire](#)

en millions d'euros					
Régions	Total 2009	Fonctionnement	Investissement	Structure	
				Fonct.	Invest.
Alsace	333,4	284,2	49,1	85,3%	14,7%
Aquitaine	482,4	413,6	68,8	85,7%	14,3%
Auvergne	251,6	219,6	32,1	87,3%	12,7%
Bourgogne	308,5	274,7	33,8	89,0%	11,0%
Bretagne	434,6	378,2	56,5	87,0%	13,0%
Centre	447,0	394,5	52,5	88,3%	11,7%
Champagne-Ardenne	256,5	225,7	30,8	88,0%	12,0%
Corse **	455,3	347,4	107,9	76,3%	23,7%
Franche-Comté	210,7	180,6	30,1	85,7%	14,3%
Languedoc-Roussillon	402,7	344,0	58,8	85,4%	14,6%
Limousin	194,9	172,7	22,2	88,6%	11,4%
Lorraine	389,4	340,9	48,5	87,5%	12,5%
Midi-Pyrénées	424,4	370,1	54,3	87,2%	12,8%
Nord-Pas-de-Calais	747,6	644,4	103,2	86,2%	13,8%
Basse-Normandie	236,3	205,5	30,8	86,9%	13,1%
Haute-Normandie	296,6	262,6	34,0	88,5%	11,5%
Pays de la Loire	523,4	453,4	70,1	86,6%	13,4%
Picardie	444,3	369,6	74,7	83,2%	16,8%
Poitou-Charentes	306,1	264,9	41,1	86,6%	13,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	711,9	643,3	68,6	90,4%	9,6%
Rhône-Alpes	922,8	834,9	87,9	90,5%	9,5%
Métropole sauf Ile-de-France	8 780,4	7 624,6	1 155,7	86,8%	13,2%
Ile-de-France	1 444,5	1 092,8	351,7	75,7%	24,3%
Métropole	10 224,9	8 717,5	1 507,4	85,3%	14,7%
Guadeloupe	117,5	74,5	43,0	63,4%	36,6%
Guyane	51,8	26,5	25,3	51,1%	48,9%
Martinique	110,6	69,1	41,5	62,5%	37,5%
Réunion	323,9	159,2	164,7	49,2%	50,8%
Outre-mer	603,7	329,2	274,5	54,5%	45,5%
France	10 828,5	9 046,7	1 781,9	83,5%	16,5%

source : budgets primitifs 2009 ** statut particulier de la Corse

Le poste des dotations et subventions reçues en fonctionnement comprend les compensations fiscales

en euros par habitant en 2009			
Régions	Total des dotations et subventions reçues		
	2009	dont :	
		Fonctionnement	Investissement
Alsace	180,4	153,8	26,6
Aquitaine	150,4	129,0	21,5
Auvergne	182,5	159,2	23,2
Bourgogne	183,5	163,3	20,1
Bretagne	136,1	118,4	17,7
Centre	172,5	152,2	20,3
Champagne-Ardenne	186,1	163,7	22,3
Corse **	1 519,8	1 159,7	360,1
Franche-Comté	177,4	152,1	25,3
Languedoc-Roussillon	155,5	132,8	22,7
Limousin	258,6	229,2	29,5
Lorraine	162,8	142,5	20,3
Midi-Pyrénées	148,6	129,5	19,0
Nord-Pas-de-Calais	182,8	157,6	25,2
Basse-Normandie	157,4	136,9	20,5
Haute-Normandie	160,2	141,8	18,4
Pays de la Loire	147,3	127,6	19,7
Picardie	228,7	190,3	38,4
Poitou-Charentes	172,1	148,9	23,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	145,4	131,4	14,0
Rhône-Alpes	149,5	135,3	14,2
Métropole sauf Ile-de-France	171,7	149,1	22,6
Ile-de-France	123,7	93,6	30,1
Métropole	162,8	138,8	24,0
Guadeloupe	288,2	182,7	105,5
Guyane	248,7	127,1	121,6
Martinique	273,8	171,0	102,8
Réunion	409,3	201,2	208,1
Outre-mer	333,3	181,8	151,6
France	167,6	140,0	27,6

source : budgets primitifs 2009

** statut particulier de la Corse

■ Volume budgétaire

11bis - Principales dotations et subventions reçues de l'État en 2009

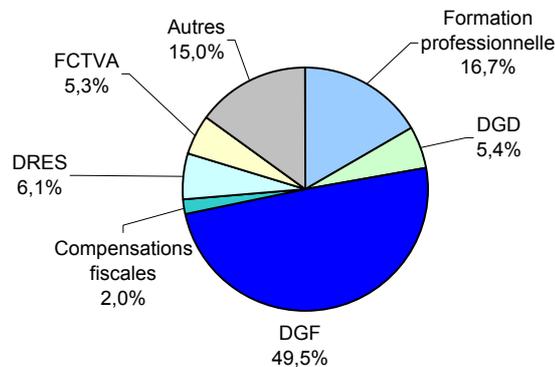
[Retour sommaire](#)

Régions	Principales dotations et subventions reçues de l'État						
	en fonctionnement				en investissement		
	form. prof.	DGD	DGF	comp.fisc.	DRES	FCTVA	
Alsace	53,5	29,8	187,3	2,9	24,0		12,3
Aquitaine	43,9	15,7	245,1	10,5	24,6		20,3
Auvergne	47,9	13,1	140,9	7,9	11,1		11,5
Bourgogne	58,3	16,7	171,3	8,2	15,2		9,2
Bretagne	71,8	14,7	250,9	12,3	20,9		17,0
Centre	94,1	20,6	242,2	19,4	22,8		16,1
Champagne-Ardenne	41,7	23,2	130,8	5,4	17,8		4,6
Corse	12,5	89,9	34,3	13,2	0,0		37,2
Franche-Comté	43,6	8,8	116,3	3,4	16,2		8,4
Languedoc-Roussillon	81,1	15,0	228,0	9,0	19,2		30,6
Limousin	28,0	6,9	111,7	4,6	6,8		4,0
Lorraine	9,0	26,1	217,0	4,9	22,7		20,1
Midi-Pyrénées	81,1	12,7	250,3	11,5	20,7		30,0
Nord-Pas-de-Calais	118,1	51,8	378,1	15,2	41,9		30,1
Basse-Normandie	48,8	4,8	116,3	5,3	12,8		12,0
Haute-Normandie	73,0	9,5	147,8	5,0	19,7		12,9
Pays de la Loire	140,4	13,7	261,7	12,6	23,1		21,0
Picardie	59,7	34,1	221,1	13,1	51,7		13,0
Poitou-Charentes	54,7	5,0	141,1	10,1	15,7		12,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	132,7	24,4	407,4	17,5	31,5		28,8
Rhône-Alpes	136,9	52,0	566,3	8,3	45,1		42,0
Métropole sauf Ile-de-France	1 430,6	488,7	4 565,8	200,2	463,5		393,1
Ile-de-France	304,0	8,5	731,1	13,3	86,1		101,5
Métropole	1 734,6	497,2	5 296,9	213,5	549,6		494,6
Guadeloupe	15,5	11,1	14,8	0,4	27,9		3,8
Guyane	8,5	3,4	4,9	0,1	10,5		2,5
Martinique	17,0	27,9	20,2	0,6	26,3		12,0
Réunion	37,9	45,5	27,3	2,2	46,9		56,0
Outre-mer	78,9	87,8	67,2	3,3	111,7		74,3
France	1 813,5	585,0	5 364,2	216,8	661,3		568,9

source : budgets primitifs 2009

Principales dotations et subventions reçues

France



Formation professionnelle : dotation au titre de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (et formation qualifiante et préqualifiante des jeunes de moins de 26 ans).

DGF : dotation globale de fonctionnement créée en 2004 pour les régions. Elle regroupe 95% de la DGD et les compensations fiscales.

DGD : la dotation générale de décentralisation est transférée à 95% dans la DGF à partir de 2004. Le reliquat de DGD comporte notamment le supplément de dotation de l'État pour les péages des services régionaux ferroviaires de voyageurs.

DRES : dotation régionale pour les équipements scolaires (partie investissement).

FCTVA : fonds de compensation de la TVA

● Formation de l'épargne et financement de l'investissement

[Retour sommaire](#)

12 - Financement des opérations de fonctionnement et d'investissement en 2009

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

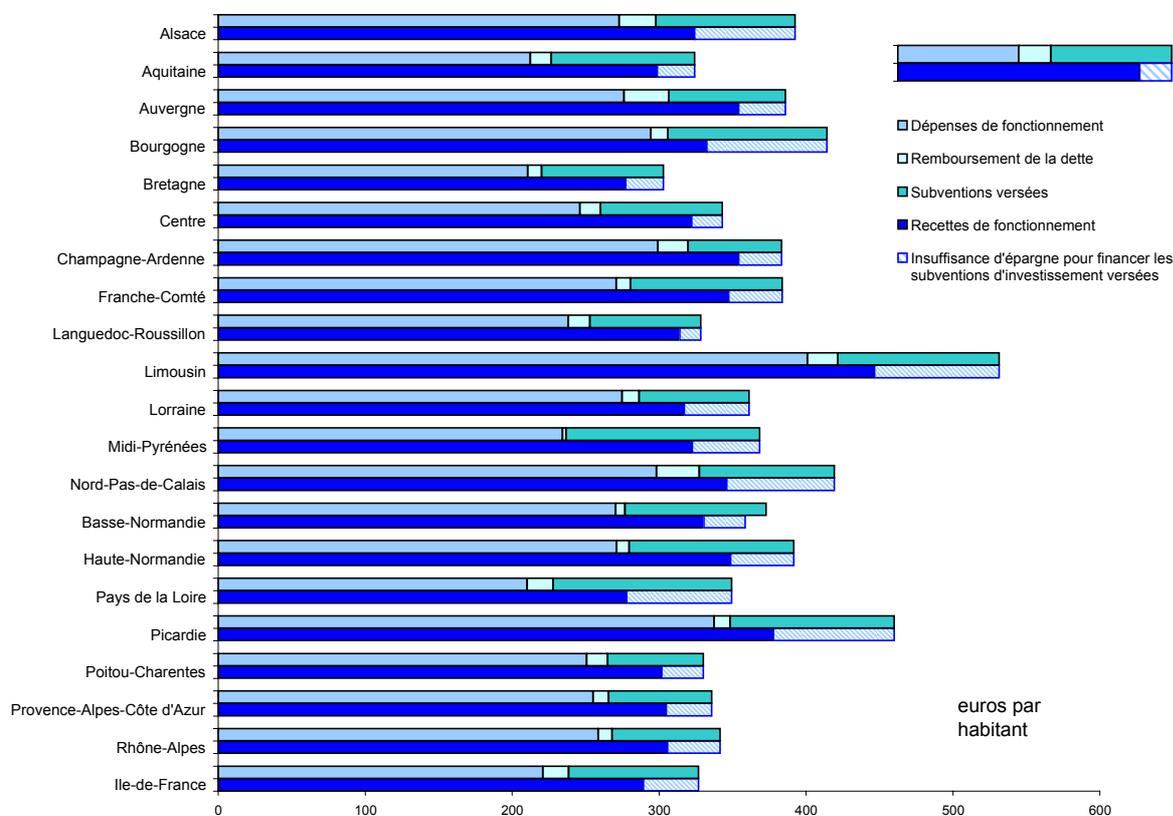
Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionn. (2)	Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	Intérêts de dette (4)	Épargne brute (5)=(3)-(4)	Remboursemen de dette (6)	Épargne nette (7)=(5)-(6)	Subventions versées (8)	Épargne disponible (7)-(8)
Alsace	470,3	598,9	128,7	33,9	94,8	46,3	48,5	175,1	-126,6
Aquitaine	669,1	958,1	289,0	12,2	276,7	46,0	230,8	313,2	-82,5
Auvergne	359,8	488,5	128,6	21,2	107,4	41,9	65,5	109,7	-44,2
Bourgogne	479,1	559,3	80,2	16,0	64,2	19,7	44,6	182,4	-137,8
Bretagne	656,3	885,6	229,3	16,5	212,8	30,2	182,6	265,5	-82,9
Centre	618,0	835,1	217,0	20,1	196,9	36,0	160,9	215,2	-54,3
Champagne-Ardenne	395,2	488,1	92,9	17,3	75,6	28,3	47,3	87,9	-40,6
Corse	378,0	509,5	131,5	12,2	119,3	7,2	112,1	96,4	15,7
Franche-Comté	314,5	412,6	98,1	7,2	90,9	11,5	79,4	122,8	-43,3
Languedoc-Roussillon	594,5	813,7	219,2	22,5	196,7	38,3	158,4	195,4	-37,0
Limousin	291,0	336,5	45,5	11,3	34,2	15,5	18,7	82,8	-64,1
Lorraine	638,2	758,3	120,2	19,5	100,6	27,3	73,3	179,6	-106,3
Midi-Pyrénées	659,7	921,5	261,8	10,0	251,8	7,0	244,8	376,5	-131,7
Nord-Pas-de-Calais	1 140,9	1 415,3	274,4	79,0	195,4	119,5	75,9	376,4	-300,5
Basse-Normandie	396,5	496,3	99,7	9,6	90,1	9,5	80,6	144,5	-63,8
Haute-Normandie	493,7	645,5	151,8	8,5	143,3	15,9	127,4	207,5	-80,1
Pays de la Loire	707,0	987,7	280,7	40,0	240,7	63,0	177,7	432,1	-254,3
Picardie	640,4	734,2	93,8	15,5	78,3	21,2	57,1	216,9	-159,8
Poitou-Charentes	431,2	536,9	105,8	15,2	90,6	25,0	65,5	116,3	-50,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 178,2	1 493,7	315,5	71,6	243,9	51,8	192,1	343,5	-151,4
Rhône-Alpes	1 526,4	1 887,0	360,5	70,0	290,5	58,6	231,9	454,6	-222,6
Métropole sauf Ile-de-France	13 038,0	16 762,2	3 724,3	529,4	3 194,8	719,5	2 475,3	4 694,2	-2 218,9
Ile-de-France	2 429,3	3 377,0	947,7	151,9	795,8	202,5	593,3	1 034,8	-441,5
Métropole	15 467,3	20 139,2	4 671,9	681,3	3 990,6	922,0	3 068,6	5 729,0	-2 660,4
Guadeloupe	139,1	258,9	119,8	10,0	109,8	23,8	86,0	46,6	39,3
Guyane	65,8	87,7	21,9	3,9	18,0	5,3	12,7	13,4	-0,7
Martinique	146,8	238,0	91,2	0,0	91,2	0,0	91,2	66,5	24,7
Réunion	268,1	452,8	184,7	16,0	168,6	27,6	141,0	100,6	40,5
Outre-mer	619,9	1 037,4	417,5	30,0	387,6	56,7	330,9	227,1	103,8
France	16 087,2	21 176,7	5 089,5	711,3	4 378,2	978,7	3 399,5	5 956,1	-2 556,6

source : budgets primitifs 2009

Financement des opérations de fonctionnement et d'investissement

hors gestion active de la dette

Métropole (hors Corse)*



● Formation de l'épargne et financement de l'investissement

[Retour sommaire](#)

12bis - Épargne et financement de l'investissement en 2009

hors gestion active de la dette

en euros par habitant

Régions	Épargne brute	Taux d'autofinancement en %	Épargne nette	Subv. versées	Épargne disponible	Emprunts contractés
Alsace	51,3	15,8%	26,2	94,8	-68,5	53,7
Aquitaine	86,3	28,9%	72,0	97,7	-25,7	56,1
Auvergne	77,9	22,0%	47,5	79,6	-32,1	72,5
Bourgogne	38,2	11,5%	26,5	108,4	-81,9	103,8
Bretagne	66,6	24,0%	57,2	83,1	-26,0	47,2
Centre	76,0	23,6%	62,1	83,1	-21,0	31,1
Champagne-Ardenne	54,8	15,5%	34,3	63,7	-29,5	48,4
Corse	398,3	23,4%	374,3	321,9	52,4	90,1
Franche-Comté	76,5	22,0%	66,9	103,4	-36,5	54,5
Languedoc-Roussillon	75,9	24,2%	61,2	75,5	-14,3	85,0
Limousin	45,4	10,2%	24,8	109,9	-85,1	114,1
Lorraine	42,1	13,3%	30,7	75,1	-44,4	59,4
Midi-Pyrénées	88,1	27,3%	85,7	131,8	-46,1	82,5
Nord-Pas-de-Calais	47,8	13,8%	18,6	92,0	-73,5	102,8
Basse-Normandie	60,0	18,2%	53,7	96,2	-42,5	58,6
Haute-Normandie	77,4	22,2%	68,8	112,1	-43,3	122,1
Pays de la Loire	67,7	24,4%	50,0	121,6	-71,6	82,6
Picardie	40,3	10,7%	29,4	111,7	-82,3	97,4
Poitou-Charentes	50,9	16,9%	36,8	65,4	-28,5	55,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	49,8	16,3%	39,2	70,1	-30,9	57,4
Rhône-Alpes	47,1	15,4%	37,6	73,6	-36,1	61,2
Métropole sauf Ile-de-France	62,5	19,1%	48,4	91,8	-43,4	70,4
Ile-de-France	68,2	23,6%	50,8	88,6	-37,8	65,1
Métropole	63,5	19,8%	48,9	91,2	-42,4	69,4
Guadeloupe	269,3	42,4%	210,9	114,4	96,5	0,0
Guyane	86,5	20,5%	61,1	64,4	-3,4	67,3
Martinique	225,7	38,3%	225,7	164,7	61,1	74,3
Réunion	213,1	37,2%	178,2	127,1	51,1	168,1
Outre-mer	214,0	37,4%	182,7	125,4	57,3	97,7
France	67,7	20,7%	52,6	92,2	-39,6	70,2

source : budgets primitifs 2009

Taux d'épargne : part des recettes réelles de fonctionnement affectée aux dépenses d'investissement. Ce taux permet de mesurer l'effort de gestion des régions au bénéfice des réalisations d'équipement ou du désendettement.

◆ **Endettement et marge de manœuvre**[Retour sommaire](#)**13 - Dette et annuité de la dette en 2009****hors gestion active de la dette****en millions d'euros**

Régions	Dette		Annuité de la dette :			
	au 01/01/2009	2009/2008	intérêts	remboursst	total	2009/2008
Alsace	586,7	+19,1%	33,9	46,3	80,2	+14,1%
Aquitaine	276,2	-17,9%	12,2	46,0	58,2	+4,6%
Auvergne	453,9	+2,7%	21,2	41,9	63,1	+15,6%
Bourgogne	192,0	+163,7%	16,0	19,7	35,7	+45,4%
Bretagne	382,0	+7,3%	16,5	30,2	46,7	+4,2%
Centre	500,1	+19,9%	20,1	36,0	56,1	+2,9%
Champagne-Ardenne	209,9	-18,7%	17,3	28,3	45,6	+16,6%
Corse	332,6	+11,6%	12,2	7,2	19,4	+7,2%
Franche-Comté	142,9	+13,1%	7,2	11,5	18,7	-6,5%
Languedoc-Roussillon	483,2	+44,2%	22,5	38,3	60,8	+21,2%
Limousin	206,0	+31,0%	11,3	15,5	26,8	+27,9%
Lorraine	507,0	+17,2%	19,5	27,3	46,8	+11,0%
Midi-Pyrénées	192,7	+143,1%	10,0	7,0	17,0	+57,6%
Nord-Pas-de-Calais	1 438,4	+2,5%	79,0	119,5	198,5	+2,1%
Basse-Normandie	166,0	-10,1%	9,6	9,5	19,1	+8,4%
Haute-Normandie	136,9	+27,9%	8,5	15,9	24,4	-8,9%
Pays de la Loire	795,3	+23,0%	40,0	63,0	103,0	+30,1%
Picardie	272,6	+102,9%	15,5	21,2	36,7	+40,6%
Poitou-Charentes	291,3	-2,2%	15,2	25,0	40,2	+4,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 149,3	+11,5%	71,6	51,8	123,4	-18,1%
Rhône-Alpes	1 234,1	+4,1%	70,0	58,6	128,6	+6,2%
Métropole sauf Ile-de-France	9 949,1	+13,1%	529,4	719,5	1 249,0	+7,7%
Ile-de-France	2 714,6	+9,8%	151,9	202,5	354,3	+17,8%
Métropole	12 663,7	+12,4%	681,3	922,0	1 603,3	+9,7%
Guadeloupe	169,2	-12,8%	10,0	23,8	33,8	-3,1%
Guyane	90,2	+14,6%	3,9	5,3	9,2	+9,7%
Martinique	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-
Réunion	533,6	+834,0%	16,0	27,6	43,6	+19,1%
Outre-mer	793,1	+140,4%	30,0	56,7	86,7	+8,4%
France	13 456,8	+16,1%	711,3	978,7	1 690,0	+9,7%

source : budgets primitifs 2009

La dette au 1^{er} janvier 2009 de la Réunion augmente fortement du fait des emprunts à long terme pour financer la construction de la Route des Tamarins.**hors gestion active de la dette****en euros par habitant en 2009**

Régions	Dette au 01/01/2009	Annuité
Alsace	317,5	43,4
Aquitaine	86,1	18,1
Auvergne	329,2	45,8
Bourgogne	114,2	21,2
Bretagne	119,6	14,6
Centre	193,0	21,6
Champagne-Ardenne	152,3	33,1
Corse	1 110,4	64,8
Franche-Comté	120,3	15,7
Languedoc-Roussillon	186,6	23,5
Limousin	273,3	35,6
Lorraine	212,0	19,6
Midi-Pyrénées	67,5	6,0
Nord-Pas-de-Calais	351,8	48,5
Basse-Normandie	110,6	12,7
Haute-Normandie	73,9	13,2
Pays de la Loire	223,8	29,0
Picardie	140,3	18,9
Poitou-Charentes	163,7	22,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	234,7	25,2
Rhône-Alpes	199,9	20,8
Métropole sauf Ile-de-France	194,5	24,4
Ile-de-France	232,5	30,4
Métropole	201,6	25,5
Guadeloupe	415,0	83,0
Guyane	433,5	44,1
Martinique	0,0	0,0
Réunion	674,4	55,2
Outre-mer	437,9	47,8
France	208,2	26,1

source : budgets primitifs 2009

◆ Endettement et marge de manœuvre

[Retour sommaire](#)

13bis - Taux d'endettement en 2009

hors gestion active de la dette

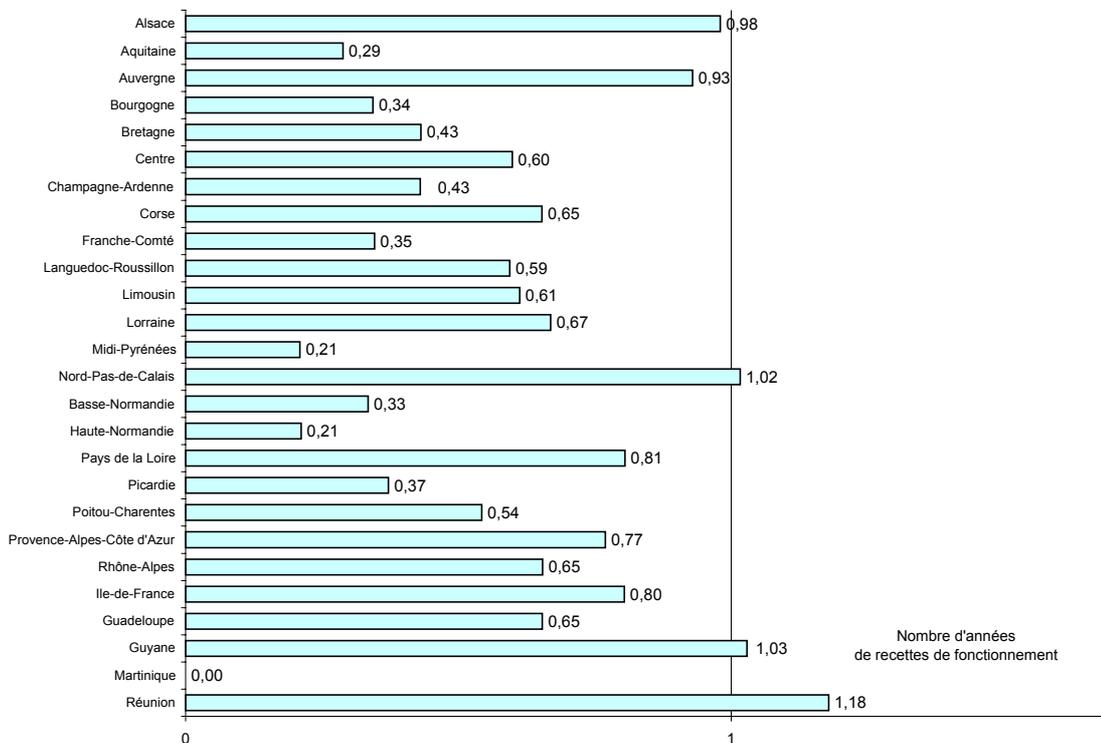
Régions	Dettes au 01/01/2009 /recettes de fonct.	Annuité de dette /recettes de fonct.	Dép. de fonct. et remb. de dette /recettes de fonct.	Emprunts en euros/hab.	Emprunts /équipement brut
Alsace	98,0%	13,4%	91,9%	53,7	143,8%
Aquitaine	28,8%	6,1%	75,9%	56,1	106,4%
Auvergne	92,9%	12,9%	86,6%	72,5	115,2%
Bourgogne	34,3%	6,4%	92,0%	103,8	246,7%
Bretagne	43,1%	5,3%	79,4%	47,2	132,0%
Centre	59,9%	6,7%	80,7%	31,1	90,9%
Champagne-Ardenne	43,0%	9,3%	90,3%	48,4	115,5%
Corse	65,3%	3,8%	78,0%	90,1	17,8%
Franche-Comté	34,6%	4,5%	80,8%	54,5	123,3%
Languedoc-Roussillon	59,4%	7,5%	80,5%	85,0	98,3%
Limousin	61,2%	8,0%	94,4%	114,1	201,6%
Lorraine	66,9%	6,2%	90,3%	59,4	193,8%
Midi-Pyrénées	20,9%	1,8%	73,4%	82,5	144,6%
Nord-Pas-de-Calais	101,6%	14,0%	94,6%	102,8	188,9%
Basse-Normandie	33,5%	3,8%	83,8%	58,6	153,3%
Haute-Normandie	21,2%	3,8%	80,3%	122,1	129,5%
Pays de la Loire	80,5%	10,4%	82,0%	82,6	221,1%
Picardie	37,1%	5,0%	92,2%	97,4	187,9%
Poitou-Charentes	54,2%	7,5%	87,8%	55,1	103,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	76,9%	8,3%	87,1%	57,4	143,4%
Rhône-Alpes	65,4%	6,8%	87,7%	61,2	144,6%
Métropole sauf Ile-de-France	59,4%	7,5%	85,2%	70,4	138,3%
Ile-de-France	80,4%	10,5%	82,4%	65,1	108,9%
Métropole	62,9%	8,0%	84,8%	69,4	132,1%
Guadeloupe	65,3%	13,1%	66,8%	0,0	0,0%
Guyane	102,9%	10,5%	85,5%	67,3	36,4%
Martinique	0,0%	0,0%	61,7%	74,3	31,0%
Réunion	117,8%	9,6%	68,9%	168,1	39,9%
Outre-mer	76,4%	8,4%	68,1%	97,7	32,1%
France	63,5%	8,0%	83,9%	70,2	117,8%

source : budgets primitifs 2009

Dettes / recettes réelles de fonctionnement

(Nombre d'année de recettes de fonctionnement nécessaire pour rembourser l'encours de dette)

hors gestion active de la dette



*** Présentation fonctionnelle**

[Retour sommaire](#)

14 - Montants des dépenses totales par grands domaines (groupes fonctionnels)

en millions d'euros

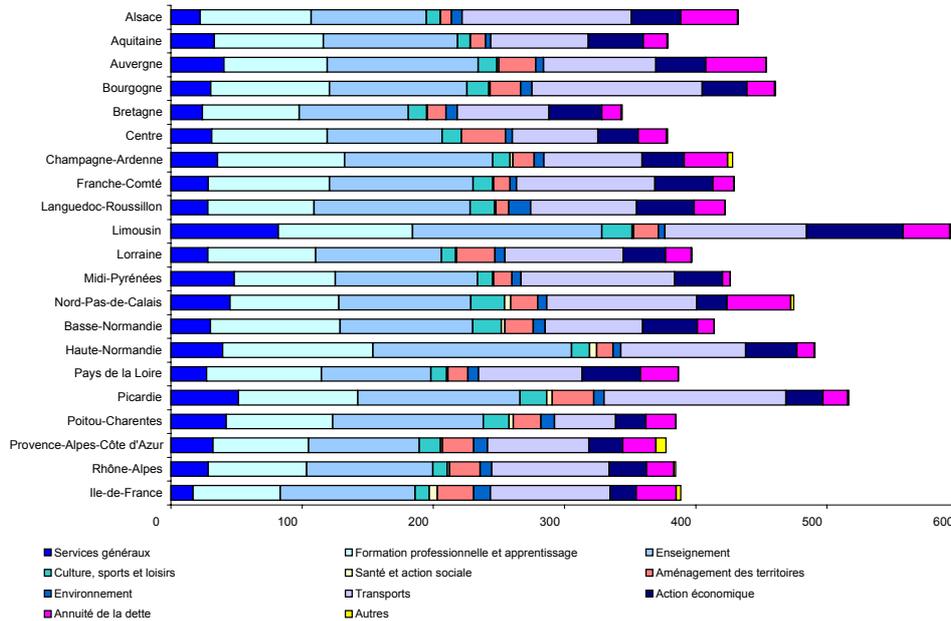
Régions	Services généraux	Formation profess. et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Environnement	Transports	Action économique	Annuité de la dette	Autres	Dépenses totales
Alsace	41,2	156,6	162,1	19,6	0,3	15,5	15,1	238,4	69,3	80,2	1,0	799,1
Aquitaine	105,9	267,0	327,9	31,0	0,3	37,0	13,1	238,3	134,1	58,2	2,7	1 215,5
Auvergne	56,0	108,3	158,7	19,7	2,1	38,8	7,9	118,1	52,6	63,1	0,8	626,3
Bourgogne	51,0	152,3	176,1	28,4	1,5	39,3	14,1	218,5	57,2	35,7	0,9	774,9
Bretagne	76,7	236,1	265,6	44,8	1,0	45,4	27,9	222,8	129,1	46,7	3,6	1 099,6
Centre	81,0	227,7	227,4	37,7	0,0	87,6	13,3	168,7	79,6	56,1	2,6	981,7
Champagne-Ardenne	48,9	133,7	155,4	18,3	3,0	22,3	10,1	103,4	44,3	45,6	5,4	590,4
Corse	79,3	24,3	41,6	32,4	1,1	25,4	35,8	334,6	51,6	19,4	0,5	645,9
Franche-Comté	33,9	109,6	130,2	17,7	0,7	14,9	5,9	125,3	52,6	18,7	0,5	510,0
Languedoc-Roussillon	73,1	209,8	307,7	48,4	2,5	25,7	43,4	208,6	114,0	60,8	0,7	1 094,6
Limousin	61,8	77,1	108,5	17,4	0,9	14,3	3,7	81,5	55,4	26,8	0,6	447,9
Lorraine	67,4	196,7	229,5	25,3	1,7	70,4	17,9	215,6	77,2	46,8	0,9	949,5
Midi-Pyrénées	137,9	219,9	310,2	32,9	2,1	39,5	20,2	333,8	104,5	17,0	0,8	1 218,8
Nord-Pas-de-Calais	184,8	338,3	412,1	104,7	19,0	84,9	27,4	467,8	94,2	198,5	10,0	1 941,7
Basse-Normandie	45,2	148,4	151,7	33,0	3,9	32,6	13,6	111,4	62,8	19,1	0,5	622,2
Haute-Normandie	73,2	211,8	280,4	25,3	9,9	23,1	11,2	176,0	72,2	24,4	1,7	909,3
Pays de la Loire	97,0	310,5	296,8	42,6	3,4	54,4	28,4	280,6	157,9	103,0	1,2	1 375,9
Picardie	99,9	177,1	240,2	39,2	8,4	61,1	15,7	269,2	54,6	36,7	1,9	1 004,0
Poitou-Charentes	75,1	144,6	204,1	34,9	5,5	37,5	18,3	83,0	41,3	40,2	0,5	685,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	157,7	356,1	413,6	79,7	7,0	115,8	52,0	377,9	126,7	123,4	39,2	1 849,2
Rhône-Alpes	175,0	464,7	593,2	67,1	11,4	143,4	54,3	553,0	176,5	128,6	7,9	2 375,0
Métropole sauf Ile-de-France	1 821,9	4 270,6	5 193,0	800,1	85,5	1 029,0	449,3	4 926,4	1 807,5	1 249,0	83,9	21 716,3
Ile-de-France	196,6	777,1	1 199,9	125,8	71,5	324,5	147,3	1 065,3	233,5	354,3	43,1	4 538,9
Métropole	2 018,5	5 047,7	6 392,9	925,9	157,0	1 353,6	596,5	5 991,7	2 041,0	1 603,3	127,0	26 255,2
Guadeloupe	60,8	36,8	56,3	9,8	1,8	14,5	20,1	39,5	30,5	33,8	0,0	303,8
Guyane	22,4	17,5	35,6	6,7	0,8	8,6	1,3	15,9	8,9	9,2	0,1	127,0
Martinique	44,2	56,5	50,2	12,5	6,8	18,3	6,4	77,6	36,6	0,0	1,1	310,0
Réunion	87,7	88,7	109,2	33,7	0,0	14,3	16,7	297,4	58,3	43,6	0,7	750,5
Outre-mer	215,0	199,4	251,3	62,7	9,4	55,6	44,5	430,4	134,3	86,7	2,0	1 491,3
France	2 233,5	5 247,2	6 644,2	988,6	166,4	1 409,2	641,1	6 422,1	2 175,3	1 690,0	129,0	27 746,4

source : budgets primitifs 2009

Répartition des dépenses affectées aux domaines de compétences

Dépenses totales hors gestion active de la dette en euros par habitant en 2009 par groupe fonctionnel

Métropole hors Corse



* Présentation fonctionnelle

[Retour sommaire](#)

14bis - Montants des dépenses de fonctionnement par grands domaines (groupes fonctionnels)

en millions d'euros

Régions	Services généraux	Formation profess. et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Environnement	Transports	Action économique	Intérêts de la dette	Dépenses totales fonctionnement
Alsace	39,8	154,2	82,6	14,2	0,0	3,1	4,9	136,5	34,0	33,9	504,2
Aquitaine	78,4	248,7	157,1	22,0	0,3	8,6	3,4	116,5	31,3	12,2	681,4
Auvergne	35,1	107,1	82,2	10,5	2,0	13,4	4,4	86,4	18,0	21,2	381,0
Bourgogne	39,9	149,1	93,6	14,8	1,0	7,6	7,1	134,9	30,2	16,0	495,1
Bretagne	67,1	230,4	147,2	28,2	1,0	9,3	11,7	82,4	75,6	16,5	672,8
Centre	65,0	217,5	130,1	28,4	0,0	8,1	6,0	127,4	33,0	20,1	638,1
Champagne-Ardenne	38,2	127,9	88,0	13,9	1,5	4,1	4,1	88,7	23,5	17,3	412,5
Corse	63,5	22,3	14,3	14,6	0,3	0,9	19,4	221,6	20,8	12,2	390,2
Franche-Comté	31,0	106,3	73,5	10,7	0,5	1,6	2,3	63,8	24,4	7,2	321,7
Languedoc-Roussillon	67,3	198,2	112,9	34,5	2,0	7,0	9,6	115,1	47,4	22,5	617,0
Limousin	47,2	74,4	63,9	10,7	0,6	4,9	1,6	57,0	30,0	11,3	302,3
Lorraine	58,3	189,7	157,8	19,2	0,7	4,1	6,1	164,7	36,8	19,5	657,7
Midi-Pyrénées	89,6	210,2	139,0	21,0	0,6	13,4	7,9	139,1	38,2	10,0	669,7
Nord-Pas-de-Calais	155,8	314,2	240,9	54,1	6,2	25,8	11,5	275,7	46,9	79,0	1 219,9
Basse-Normandie	38,5	143,6	88,3	24,8	0,2	6,1	5,1	57,1	32,3	9,6	406,2
Haute-Normandie	51,7	201,3	120,7	20,3	0,5	1,8	3,8	61,9	30,0	8,5	502,2
Pays de la Loire	73,0	298,2	157,0	27,7	1,2	1,0	4,8	105,5	37,4	40,0	747,0
Picardie	85,5	171,3	136,2	34,1	5,8	9,5	6,3	164,0	25,9	15,5	655,9
Poitou-Charentes	63,2	136,0	98,4	26,1	4,4	18,4	10,5	50,6	23,0	15,2	446,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	149,4	347,9	216,7	61,1	5,3	39,4	18,0	245,5	64,1	71,6	1 249,8
Rhône-Alpes	119,5	450,3	327,2	48,4	5,4	43,8	22,5	404,6	97,0	70,0	1 596,4
Métropole sauf Ile-de-France	1 456,9	4 098,8	2 727,5	539,3	39,3	231,6	170,7	2 898,7	799,8	529,4	13 567,4
Ile-de-France	182,7	741,5	499,2	63,2	14,3	42,5	26,4	685,6	136,0	151,9	2 581,2
Métropole	1 639,5	4 840,2	3 226,7	602,5	53,6	274,1	197,1	3 584,3	935,9	681,3	16 148,6
Guadeloupe	48,6	31,2	25,6	5,1	0,4	1,3	4,1	9,9	13,0	10,0	149,1
Guyane	19,1	16,7	15,3	5,2	0,7	0,7	0,8	4,4	2,7	3,9	69,7
Martinique	28,5	51,0	28,9	8,8	3,5	1,5	2,7	8,4	12,5	0,0	146,8
Réunion	78,3	66,5	47,5	19,6	0,0	2,7	6,1	12,1	34,6	16,0	284,2
Outre-mer	174,4	165,4	117,2	38,7	4,7	6,2	13,6	34,8	62,8	30,0	649,8
France	1 814,0	5 005,6	3 343,9	641,2	58,3	280,3	210,7	3 619,1	998,7	711,3	16 798,5

source : budgets primitifs 2009

* Présentation fonctionnelle

14bis - Montants des dépenses d'investissement par grands domaines (groupes fonctionnels)

hors gestion active de la dette

en millions d'euros

Régions	Services généraux	Formation profess. et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Environnement	Transports	Action économique	Remb. de la dette	Dépenses totales investissement
Alsace	1,4	2,4	79,5	5,3	0,3	12,4	10,2	101,9	35,3	46,3	294,9
Aquitaine	27,5	18,3	170,7	9,0	0,0	28,3	9,7	121,8	102,8	46,0	534,1
Auvergne	20,9	1,3	76,6	9,2	0,1	25,4	3,5	31,8	34,6	41,9	245,3
Bourgogne	11,0	3,2	82,5	13,6	0,5	31,8	7,0	83,6	26,9	19,7	279,8
Bretagne	9,6	5,6	118,5	16,6	0,0	36,1	16,3	140,4	53,5	30,2	426,8
Centre	16,0	10,2	97,3	9,3	0,0	79,5	7,4	41,3	46,6	36,0	343,6
Champagne-Ardenne	10,7	5,8	67,4	4,4	1,5	18,2	6,0	14,7	20,8	28,3	177,8
Corse	15,9	2,0	27,3	17,8	0,8	24,5	16,4	113,0	30,9	7,2	255,7
Franche-Comté	2,9	3,4	56,7	6,9	0,2	13,3	3,6	61,6	28,2	11,5	188,3
Languedoc-Roussillon	5,8	11,7	194,8	13,9	0,5	18,7	33,8	93,5	66,6	38,3	477,6
Limousin	14,6	2,7	44,6	6,7	0,3	9,3	2,1	24,5	25,3	15,5	145,6
Lorraine	9,1	7,0	71,7	6,1	1,0	66,3	11,8	51,0	40,5	27,3	291,8
Midi-Pyrénées	48,3	9,7	171,2	11,9	1,5	26,2	12,3	194,7	66,3	7,0	549,1
Nord-Pas-de-Calais	29,1	24,1	171,2	50,5	12,8	59,1	15,9	192,1	47,3	119,5	721,8
Basse-Normandie	6,7	4,8	63,4	8,2	3,6	26,5	8,5	54,4	30,5	9,5	216,0
Haute-Normandie	21,5	10,5	159,6	5,1	9,5	21,4	7,4	114,1	42,1	15,9	407,1
Pays de la Loire	24,0	12,3	139,8	14,9	2,2	53,5	23,6	175,1	120,6	63,0	628,9
Picardie	14,4	5,8	104,0	5,1	2,6	51,6	9,4	105,3	28,7	21,2	348,1
Poitou-Charentes	11,9	8,6	105,7	8,8	1,1	19,1	7,8	32,4	18,2	25,0	238,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,3	8,2	196,9	18,6	1,7	76,5	34,0	132,4	62,6	51,8	599,4
Rhône-Alpes	55,4	14,4	266,1	18,7	6,0	99,6	31,8	148,4	79,5	58,6	778,6
Métropole sauf Ile-de-France	365,0	171,9	2 465,5	260,8	46,2	797,4	278,6	2 027,7	1 007,7	719,5	8 148,9
Ile-de-France	13,9	35,6	700,7	62,7	57,2	282,1	120,9	379,7	97,5	202,5	1 957,6
Métropole	378,9	207,5	3 166,2	323,4	103,4	1 079,5	399,5	2 407,4	1 105,1	922,0	10 106,5
Guadeloupe	12,2	5,5	30,8	4,7	1,3	13,2	16,0	29,6	17,5	23,8	154,6
Guyane	3,3	0,8	20,3	1,5	0,1	7,8	0,5	11,5	6,2	5,3	57,3
Martinique	15,7	5,5	21,3	3,7	3,3	16,8	3,7	69,2	24,1	0,0	163,2
Réunion	9,4	22,2	61,7	14,1	0,0	11,6	10,6	285,3	23,8	27,6	466,3
Outre-mer	40,6	34,1	134,1	24,0	4,7	49,4	30,9	395,5	71,5	56,7	841,4
France	419,5	241,5	3 300,3	347,4	108,1	1 128,9	430,3	2 803,0	1 176,6	978,7	10 948,0

source : budgets primitifs 2009

* Présentation fonctionnelle

[Retour sommaire](#)

14ter - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaines

en euros par habitant en 2009

Régions	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage			Enseignement			Culture, sports et loisirs			
		Total	Formation profess.	Apprentissage	Total	Lycées publics	Lycées privés	Enseignement supérieur	Total	Culture	Sports Loisirs
Alsace	22,3	84,7	32,3	34,4	87,7	75,4	3,5	3,4	10,6	8,3	2,3
Aquitaine	33,0	83,3	32,0	36,5	102,2	74,7	7,2	7,7	9,7	7,3	2,4
Auvergne	40,6	78,5	34,3	30,5	115,1	91,4	7,3	2,8	14,3	8,4	5,9
Bourgogne	30,3	90,6	40,1	33,6	104,7	85,1	6,8	11,2	16,9	10,5	6,4
Bretagne	24,0	73,9	30,9	26,4	83,2	63,1	14,3	2,9	14,0	12,2	1,8
Centre	31,3	87,9	30,6	40,8	87,8	73,7	5,2	4,3	14,5	11,9	2,7
Champagne-Ardenne	35,5	97,0	46,8	34,8	112,8	95,0	6,6	5,8	13,3	10,1	3,0
Corse	264,8	81,0	50,6	20,3	138,8	24,4	12,9	48,9	108,2	76,7	31,5
Franche-Comté	28,5	92,3	33,4	41,0	109,6	54,8	6,6	3,4	14,9	12,0	2,7
Languedoc-Roussillon	28,2	81,0	41,0	28,1	118,8	109,3	4,9	2,1	18,7	13,5	5,1
Limousin	82,0	102,3	58,2	27,7	144,1	118,7	2,3	17,1	23,1	15,5	7,7
Lorraine	28,2	82,3	34,8	28,9	96,0	76,3	5,2	7,1	10,6	7,4	3,2
Midi-Pyrénées	48,3	77,0	32,4	27,7	108,6	92,1	5,0	7,3	11,5	7,0	4,3
Nord-Pas-de-Calais	45,2	82,7	41,9	26,7	100,8	82,5	10,2	2,6	25,6	16,5	9,1
Basse-Normandie	30,1	98,9	43,2	37,4	101,1	84,4	6,7	5,5	22,0	15,3	6,2
Haute-Normandie	39,5	114,4	47,1	46,6	151,4	131,2	4,4	7,4	13,7	9,4	4,2
Pays de la Loire	27,3	87,4	32,5	42,0	83,5	60,3	15,9	4,3	12,0	9,2	2,7
Picardie	51,4	91,2	42,5	30,0	123,6	91,2	6,6	9,0	20,2	9,4	10,4
Poitou-Charentes	42,2	81,3	23,5	41,2	114,8	99,8	4,1	4,6	19,6	15,6	4,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	32,2	72,7	48,1	24,4	84,5	76,1	5,5	2,6	16,3	11,0	3,1
Rhône-Alpes	28,3	75,3	29,6	29,7	96,1	50,2	5,4	7,3	10,9	7,1	3,7
Métropole sauf Ile-de-France	35,6	83,5	36,8	32,2	101,5	78,6	7,2	5,6	15,6	10,9	4,5
Ile-de-France	16,8	66,6	23,1	28,8	102,8	83,6	5,2	6,8	10,8	7,3	2,0
Métropole*	32,1	80,4	34,2	31,6	101,8	79,5	6,8	5,8	14,7	10,2	4,0
Guadeloupe	149,1	89,9	46,5	27,8	138,2	103,2	4,5	21,7	24,0	16,5	6,9
Guyane	107,6	84,2	35,9	24,0	170,9	158,2	1,0	3,8	32,4	21,7	9,5
Martinique	109,3	140,0	113,0	18,6	124,2	109,6	3,6	7,8	30,9	17,2	13,7
Réunion	110,8	112,1	47,8	21,7	138,1	117,7	1,8	11,8	42,6	30,7	11,8
Outre-mer	118,7	110,1	60,7	22,6	138,8	117,3	2,7	12,2	34,6	23,5	10,9
France	34,6	81,2	35,0	31,3	102,8	80,6	6,7	6,0	15,3	10,6	4,2

source : budgets primitifs 2009

* Présentation fonctionnelle

14ter - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaines

hors gestion active de la dette

en euros par habitant en 2009

Régions	Total	Aménagement des territoires					Environnement					
		Politique de la ville	Agglomérations et villes	Espace rural	Habitats Logements	Total	Actions en matière de déchets	Politique de l'air	Politique de l'eau	Politique de l'énergie	Patrimoine naturel	
Alsace	8,4	1,8	2,6	2,6	2,0	8,2	0,3	0,2	0,3	4,3	1,2	
Aquitaine	11,5	0,0	3,4	3,4	0,0	4,1	0,2	0,1	0,7	1,2	1,3	
Auvergne	28,1	0,0	8,8	8,8	3,3	5,8	0,0	0,0	0,6	2,2	2,7	
Bourgogne	23,4	4,1	4,3	4,3	6,0	8,4	0,2	0,0	1,0	2,9	1,5	
Bretagne	14,2	0,0	10,7	10,7	3,4	8,7	0,1	0,1	3,2	1,7	1,1	
Centre	33,8	9,6	10,6	10,6	8,8	5,1	0,0	0,1	0,5	1,5	1,4	
Champagne-Ardenne	16,1	3,0	7,3	7,3	0,7	7,3	0,3	0,2	2,0	2,1	1,5	
Corse	84,7	26,7	34,4	34,4	7,1	119,5	0,0	0,0	48,6	6,7	0,0	
Franche-Comté	12,5	7,1	1,6	1,6	0,4	4,9	0,0	0,1	0,6	3,0	0,6	
Languedoc-Roussillon	9,9	1,3	2,8	2,8	3,5	16,7	0,0	0,0	5,7	6,3	2,7	
Limousin	18,9	3,2	9,8	9,8	5,0	4,9	0,0	0,1	1,2	2,1	0,4	
Lorraine	29,4	2,6	20,2	20,2	0,0	7,5	0,4	0,0	0,0	3,6	0,5	
Midi-Pyrénées	13,8	3,3	4,8	4,8	0,3	7,1	0,0	0,3	2,0	1,3	0,6	
Nord-Pas-de-Calais	20,8	0,4	6,8	6,8	0,0	6,7	0,1	0,0	0,1	1,3	1,3	
Basse-Normandie	21,7	4,4	5,2	5,2	0,7	9,0	0,0	0,1	1,6	3,5	2,8	
Haute-Normandie	12,5	3,6	3,7	3,7	1,3	6,1	0,0	0,6	1,0	1,8	1,0	
Pays de la Loire	15,3	4,8	5,1	5,1	5,3	8,0	0,0	0,0	1,6	2,7	3,6	
Picardie	31,5	9,6	10,1	10,1	7,3	8,1	0,6	0,1	0,4	3,9	0,7	
Poitou-Charentes	21,1	7,5	7,4	7,4	0,6	10,3	0,0	0,0	1,2	0,0	2,7	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,7	0,5	6,3	6,3	1,8	10,6	0,9	0,0	2,1	4,4	1,8	
Rhône-Alpes	23,2	0,0	9,9	9,9	4,8	8,8	0,2	0,0	2,1	3,4	0,5	
Métropole sauf Ile-de-France	20,1	2,8	7,4	7,4	2,8	8,8	0,2	0,1	1,8	2,8	1,5	
Ile-de-France	27,8	6,2	0,8	0,8	13,2	12,6	0,4	0,2	3,9	1,6	3,3	
Métropole*	21,5	3,4	6,2	6,2	4,8	9,5	0,2	0,1	2,2	2,6	1,8	
Guadeloupe	35,4	11,5	3,3	3,3	7,8	49,3	4,5	0,0	1,6	6,0	3,7	
Guyane	41,1	0,0	7,5	7,5	2,7	6,2	0,1	0,1	0,4	1,1	0,2	
Martinique	45,3	12,4	1,5	1,5	11,0	15,9	3,0	0,0	2,5	2,4	2,3	
Réunion	18,1	2,0	1,9	1,9	0,0	21,1	1,2	0,1	1,4	12,0	0,7	
Outre-mer	30,7	6,2	2,8	2,8	4,5	24,6	2,2	0,1	1,6	7,3	1,7	
France	21,8	3,5	6,1	6,1	4,8	9,9	0,3	0,1	2,2	2,7	1,8	

source : budgets primitifs 2009

* Présentation fonctionnelle

[Retour sommaire](#)

14quater - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaines

en euros par habitant en 2009

Régions	Total	Transports						
		Ferroviaires de voyageurs	Gares et infrastructures	Autres transport en commun	Voirie départementale	Voirie nationale	Transports fluviaux	Infrastructures portuaires et aéroportuaires
Alsace	129,0	75,8	40,2	0,0	0,0	11,5	0,0	0,5
Aquitaine	74,3	43,3	2,9	0,8	4,1	3,9	0,0	3,8
Auvergne	85,7	66,9	4,0	0,1	5,2	4,4	0,0	0,0
Bourgogne	129,9	105,4	15,9	0,6	2,2	2,2	1,0	0,0
Bretagne	69,8	37,4	14,1	0,0	6,0	0,7	0,0	11,1
Centre	65,1	49,1	6,5	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0
Champagne-Ardenne	75,0	63,4	2,9	0,0	0,7	4,4	1,1	0,9
Corse	1 116,9	81,4	121,1	0,0	3,3	251,7	0,0	32,3
Franche-Comté	105,5	56,4	37,3	1,9	0,0	8,4	0,0	0,1
Languedoc-Roussillon	80,6	44,0	4,9	4,2	7,1	4,2	1,1	12,2
Limousin	108,1	83,8	1,4	0,0	7,6	7,0	0,0	2,8
Lorraine	90,2	79,9	4,0	0,0	0,0	5,2	0,2	0,6
Midi-Pyrénées	116,9	59,9	36,3	3,8	1,8	14,1	0,0	0,0
Nord-Pas-de-Calais	114,4	69,9	8,4	2,5	0,0	3,7	3,0	13,9
Basse-Normandie	74,2	38,0	17,6	0,0	0,0	10,3	0,0	7,8
Haute-Normandie	95,0	61,1	2,2	1,3	8,7	6,9	0,1	9,4
Pays de la Loire	79,0	54,9	15,9	1,4	0,0	2,6	0,0	0,9
Picardie	138,6	117,5	11,0	1,3	4,1	3,2	0,0	1,0
Poitou-Charentes	46,6	31,6	6,9	0,2	0,0	5,1	0,0	0,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	77,2	47,0	6,0	4,3	1,6	7,9	0,0	3,0
Rhône-Alpes	89,6	69,2	14,7	0,0	2,3	1,7	0,0	0,4
Métropole sauf Ile-de-France	96,3	60,7	13,0	1,4	2,4	6,4	0,4	4,0
Ile-de-France	91,3	12,4	2,1	5,3	1,5	3,9	0,4	0,0
Métropole*	95,4	51,7	11,0	2,1	2,2	5,9	0,4	3,2
Guadeloupe	97,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guyane	76,4	0,0	0,0	0,9	0,0	55,7	0,4	0,0
Martinique	192,1	0,0	0,0	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Réunion	375,8	44,2	0,0	0,0	0,0	13,9	0,0	0,0
Outre-mer	237,6	19,3	0,0	1,1	0,0	12,5	0,0	0,2
France	99,4	50,8	10,7	2,1	2,2	6,1	0,4	3,2

source : budgets primitifs 2009

* Présentation fonctionnelle

14quater - Montants des dépenses totales hors gestion active de la dette par domaines

hors gestion active de la dette

en euros par habitant en 2009

Régions	Total	Action économique				Santé et action sociale
		Recherche et innovation	Agriculture, pêche	Industrie, artisanat, commerce	Tourisme et thermalisme	
Alsace	37,5	12,7	3,3	10,7	7,2	0,1
Aquitaine	41,8	14,2	10,7	12,9	4,0	0,1
Auvergne	38,2	5,4	7,5	14,8	9,1	1,5
Bourgogne	34,0	7,1	4,5	0,4	4,1	0,9
Bretagne	40,4	15,0	8,7	0,0	5,3	0,3
Centre	30,7	9,5	2,5	4,3	4,3	0,0
Champagne-Ardenne	32,1	9,5	6,0	0,0	5,5	2,2
Corse	172,3	19,1	65,8	34,3	35,1	3,5
Franche-Comté	44,3	5,3	4,3	0,0	7,1	0,6
Languedoc-Roussillon	44,0	11,5	13,0	13,5	5,6	1,0
Limousin	73,5	0,2	10,6	26,1	9,2	1,1
Lorraine	32,3	4,9	4,7	14,6	4,3	0,7
Midi-Pyrénées	36,6	9,2	7,0	12,3	7,3	0,7
Nord-Pas-de-Calais	23,0	6,2	2,4	12,1	1,5	4,6
Basse-Normandie	41,8	11,6	9,3	17,7	3,2	2,6
Haute-Normandie	39,0	9,7	2,9	7,0	3,5	5,4
Pays de la Loire	44,4	17,4	7,0	14,8	4,5	1,0
Picardie	28,1	5,8	4,3	0,2	4,9	4,3
Poitou-Charentes	23,2	6,2	6,5	2,4	3,2	3,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25,9	6,3	6,2	2,3	2,7	1,4
Rhône-Alpes	28,6	9,9	3,5	2,3	4,7	1,8
Métropole sauf Ile-de-France	35,3	9,6	6,3	7,8	4,8	1,7
Ile-de-France	20,0	8,8	0,7	1,5	2,5	6,1
Métropole*	32,5	9,5	5,3	6,6	4,3	2,5
Guadeloupe	74,7	2,5	20,8	9,0	21,4	4,4
Guyane	42,9	12,6	11,0	4,4	9,5	3,8
Martinique	90,5	2,3	27,6	29,7	31,0	16,8
Réunion	73,7	1,7	11,1	7,8	19,3	0,1
Outre-mer	74,1	3,3	17,0	12,6	21,3	5,2
France	33,7	9,3	5,6	6,8	4,8	2,6

source : budgets primitifs 2009

* Incidence de la décentralisation

[Retour sommaire](#)

15 - Parts du budget régional consacrées aux lycées, à la formation professionnelle et aux transports ferroviaires dans les dépenses en 2009

en millions d'euros

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires
Alsace	145,8	156,6	140,1	69,6	154,2	135,6	76,2	2,4	4,5
Aquitaine	262,6	267,0	138,7	140,1	248,7	111,8	122,5	18,3	26,9
Auvergne	136,2	108,3	92,2	76,0	107,1	83,7	60,2	1,3	8,5
Bourgogne	154,5	152,3	177,2	86,0	149,1	132,5	68,5	3,2	44,7
Bretagne	247,2	236,1	119,4	137,1	230,4	77,9	110,1	5,6	41,5
Centre	204,4	227,7	127,1	118,0	217,5	126,3	86,4	10,2	0,8
Champagne-Ardenne	140,1	133,7	87,4	77,7	127,9	87,4	62,4	5,8	0,0
Corse	11,2	24,3	24,4	4,1	22,3	20,9	7,1	2,0	3,5
Franche-Comté	72,9	109,6	67,0	20,0	106,3	61,0	52,9	3,4	6,0
Languedoc-Roussillon	295,9	209,8	114,0	103,8	198,2	105,4	192,1	11,7	8,6
Limousin	91,2	77,1	63,2	54,7	74,4	54,8	36,5	2,7	8,4
Lorraine	195,0	196,7	191,1	139,8	189,7	163,1	55,2	7,0	28,0
Midi-Pyrénées	277,5	219,9	171,3	127,8	210,2	128,5	149,7	9,7	42,7
Nord-Pas-de-Calais	379,3	338,3	286,0	221,4	314,2	210,1	157,9	24,1	75,9
Basse-Normandie	136,7	148,4	57,1	79,8	143,6	55,9	56,9	4,8	1,3
Haute-Normandie	250,9	211,8	113,1	114,8	201,3	55,3	136,1	10,5	57,8
Pays de la Loire	270,7	310,5	195,2	139,8	298,2	105,2	130,8	12,3	90,0
Picardie	190,0	177,1	228,2	102,0	171,3	160,8	88,0	5,8	67,4
Poitou-Charentes	184,9	144,6	56,3	85,1	136,0	49,9	99,7	8,6	6,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	399,6	356,1	230,0	214,6	347,9	203,7	185,0	8,2	26,3
Rhône-Alpes	343,1	464,7	427,1	91,1	450,3	400,5	252,1	14,4	26,6
Métropole sauf Ile-de-France	4 389,6	4 270,6	3 105,7	2 203,2	4 098,8	2 530,3	2 186,4	171,9	575,4
Ile-de-France	1 036,3	777,1	145,0	436,7	741,5	0,0	599,6	35,6	145,0
Métropole	5 425,9	5 047,7	3 250,7	2 639,9	4 840,2	2 530,3	2 786,0	207,5	720,4
Guadeloupe	43,9	36,6	0,0	22,8	31,2	0,0	21,2	5,5	0,0
Guyane	33,1	17,5	0,0	12,9	16,7	0,0	20,2	0,8	0,0
Martinique	45,7	56,5	0,0	26,2	51,0	0,0	19,6	5,5	0,0
Réunion	94,6	88,7	35,0	40,4	66,5	3,8	54,2	22,2	31,2
Outre-mer	217,4	199,4	35,0	102,2	165,4	3,8	115,1	34,1	31,2
France	5 643,3	5 247,2	3 285,7	2 742,1	5 005,6	2 534,1	2 901,1	241,5	751,6

source : budgets primitifs 2009

en %

Régions	Part des dépenses totales			Part des dépenses de fonctionnement			Part des dépenses d'investissement		
	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires	Lycées	Formation professionnelle	Transports ferroviaires
Alsace	18,2%	19,6%	17,5%	13,8%	30,6%	26,9%	25,8%	0,8%	1,5%
Aquitaine	21,6%	22,0%	11,4%	20,6%	36,5%	16,4%	22,9%	3,4%	5,0%
Auvergne	21,7%	17,3%	14,7%	19,9%	28,1%	22,0%	24,5%	0,5%	3,5%
Bourgogne	19,9%	19,7%	22,9%	17,4%	30,1%	26,8%	24,5%	1,1%	16,0%
Bretagne	22,5%	21,5%	10,9%	20,4%	34,2%	11,6%	25,8%	1,3%	9,7%
Centre	20,8%	23,2%	12,9%	18,5%	34,1%	19,8%	25,2%	3,0%	0,2%
Champagne-Ardenne	23,7%	22,6%	14,8%	18,8%	31,0%	21,2%	35,1%	3,2%	0,0%
Corse	1,7%	3,8%	3,8%	1,0%	5,7%	5,4%	2,8%	0,8%	1,4%
Franche-Comté	14,3%	21,5%	13,1%	6,2%	33,0%	19,0%	28,1%	1,8%	3,2%
Languedoc-Roussillon	27,0%	19,2%	10,4%	16,8%	32,1%	17,1%	40,2%	2,4%	1,8%
Limousin	20,4%	17,2%	14,1%	18,1%	24,6%	18,1%	25,1%	1,9%	5,8%
Lorraine	20,5%	20,7%	20,1%	21,3%	28,8%	24,8%	18,9%	2,4%	9,6%
Midi-Pyrénées	22,8%	18,0%	14,1%	19,1%	31,4%	19,2%	27,3%	1,8%	7,8%
Nord-Pas-de-Calais	19,5%	17,4%	14,7%	18,2%	25,8%	17,2%	21,9%	3,3%	10,5%
Basse-Normandie	22,0%	23,9%	9,2%	19,6%	35,4%	13,8%	26,3%	2,2%	0,6%
Haute-Normandie	27,6%	23,3%	12,4%	22,9%	40,1%	11,0%	33,4%	2,6%	14,2%
Pays de la Loire	19,7%	22,6%	14,2%	18,7%	39,9%	14,1%	20,8%	2,0%	14,3%
Picardie	18,9%	17,6%	22,7%	15,5%	26,1%	24,5%	25,3%	1,7%	19,3%
Poitou-Charentes	27,0%	21,1%	8,2%	19,1%	30,5%	11,2%	41,8%	3,6%	2,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21,6%	19,3%	12,4%	17,2%	27,8%	16,3%	30,9%	1,4%	4,4%
Rhône-Alpes	14,4%	19,6%	18,0%	5,7%	28,2%	25,1%	32,4%	1,8%	3,4%
Métropole sauf Ile-de-France	20,2%	19,7%	14,3%	16,2%	30,2%	18,6%	26,8%	2,1%	7,1%
Ile-de-France	22,8%	17,1%	3,2%	16,9%	28,7%	0,0%	30,6%	1,8%	7,4%
Métropole	20,7%	19,2%	12,4%	16,3%	30,0%	15,7%	27,6%	2,1%	7,1%
Guadeloupe	14,5%	12,1%	0,0%	15,3%	20,9%	0,0%	13,7%	3,5%	0,0%
Guyane	26,1%	13,8%	0,0%	18,5%	24,0%	0,0%	35,3%	1,4%	0,0%
Martinique	14,7%	18,2%	0,0%	17,8%	34,7%	0,0%	12,0%	3,4%	0,0%
Réunion	12,6%	11,8%	4,7%	14,2%	23,4%	1,3%	11,6%	4,8%	6,7%
Outre-mer	14,6%	13,4%	2,3%	15,7%	25,4%	0,6%	13,7%	4,0%	3,7%
France	20,3%	18,9%	11,8%	9,9%	29,8%	15,1%	26,5%	2,2%	6,9%

source : budgets primitifs 2009

*** Incidence de la décentralisation**
15bis - Dépenses pour les lycées en 2009

[Retour sommaire](#)

Les régions assurent, depuis 2005, l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général et technique des lycées ainsi que le fonctionnement et l'investissement dans les lycées à section binationales ou internationales et du lycée d'Etat de Font-Romeu. Pour répondre à ces nouvelles compétences, les régions se voient transférer les personnels exerçant ces missions, notamment les techniciens et ouvriers de service (TOS).

en millions d'euros

Régions	Dépenses totales		dont :			
	2009	2009/2008	fonctionnement		investissement*	
			2009	2009/2008	2009	2009/2008
Alsace	145,8	-4,7%	69,6	+0,1%	76,2	-8,7%
Aquitaine	262,6	+8,8%	140,1	+14,2%	122,5	+3,3%
Auvergne	136,2	+3,7%	76,0	+19,6%	60,2	-11,1%
Bourgogne	154,5	+9,0%	86,0	+9,1%	68,5	+9,0%
Bretagne	247,2	+2,7%	137,1	+2,8%	110,1	+2,6%
Centre	204,4	+9,0%	118,0	+12,6%	86,4	+4,4%
Champagne-Ardenne	140,1	+4,9%	77,7	+9,0%	62,4	+0,3%
Corse	11,2	+47,6%	4,1	+18,9%	7,1	+71,0%
Franche-Comté	72,9	+5,5%	20,0	+1,8%	52,9	+6,9%
Languedoc-Roussillon	295,9	-1,8%	103,8	+6,8%	192,1	-5,9%
Limousin	91,2	+10,8%	54,7	+21,3%	36,5	-2,0%
Lorraine	195,0	+11,5%	139,8	+12,3%	55,2	+9,6%
Midi-Pyrénées	277,5	-12,9%	127,8	-1,6%	149,7	-20,6%
Nord-Pas-de-Calais	379,3	+1,6%	221,4	+5,8%	157,9	-3,7%
Basse-Normandie	136,7	+19,9%	79,8	+8,8%	56,9	+40,0%
Haute-Normandie	250,9	+36,1%	114,8	+13,6%	136,1	+63,5%
Pays de la Loire	270,7	+14,2%	139,8	+3,2%	130,8	+28,8%
Picardie	190,0	+3,5%	102,0	+6,5%	88,0	+0,2%
Poitou-Charentes	184,9	+7,0%	85,1	-3,0%	99,7	+17,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	399,6	+7,3%	214,6	+9,2%	185,0	+5,1%
Rhône-Alpes	343,1	+0,3%	91,1	+5,5%	252,1	-1,5%
Métropole sauf Ile-de-France	4 389,6	+5,5%	2 203,2	+7,5%	2 186,4	+3,5%
Ile-de-France	1 036,3	+13,2%	436,7	+15,7%	599,6	+11,5%
Métropole	5 425,9	+6,9%	2 639,9	+8,8%	2 786,0	+5,1%
Guadeloupe	43,9	-20,4%	22,8	+66,1%	21,2	-49,0%
Guyane	33,1	+12,2%	12,9	+75,4%	20,2	-8,7%
Martinique	45,7	+16,4%	26,2	+42,7%	19,6	-6,6%
Réunion	94,6	+44,0%	40,4	+146,2%	54,2	+9,9%
Outre-mer	217,4	+14,6%	102,2	+83,2%	115,1	-14,0%
France	5 643,3	+7,1%	2 742,1	+10,5%	2 901,1	+4,2%

source : budgets primitifs 2009

*dépenses d'investissement en crédits de paiement

Dépenses d'équipement scolaires en 2009

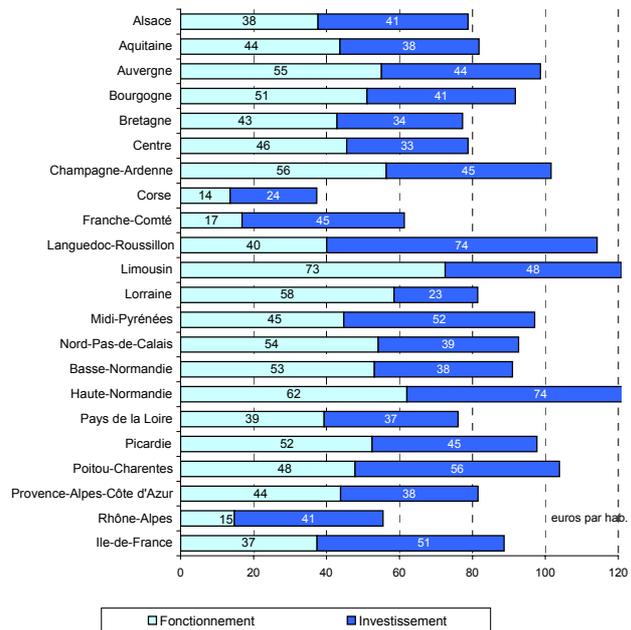
en euros par habitant

en euros par habitant en 2009

Régions	Dépenses totales	dont :	
		fonct.	invest.*
Alsace	78,9	37,7	41,3
Aquitaine	81,9	43,7	38,2
Auvergne	98,8	55,1	43,7
Bourgogne	91,9	51,1	40,8
Bretagne	77,4	42,9	34,5
Centre	78,9	45,5	33,4
Champagne-Ardenne	101,6	56,4	45,3
Corse	37,4	13,6	23,8
Franche-Comté	61,4	16,8	44,6
Languedoc-Roussillon	114,2	40,1	74,2
Limousin	121,0	72,5	48,4
Lorraine	81,5	58,5	23,1
Midi-Pyrénées	97,2	44,7	52,4
Nord-Pas-de-Calais	92,8	54,2	38,6
Basse-Normandie	91,0	53,1	37,9
Haute-Normandie	135,5	62,0	73,5
Pays de la Loire	76,2	39,4	36,8
Picardie	97,8	52,5	45,3
Poitou-Charentes	103,9	47,9	56,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	81,6	43,8	37,8
Rhône-Alpes	55,6	14,8	40,8
Métropole sauf Ile-de-France	88,8	43,1	42,8
Ile-de-France	88,8	37,4	51,4
Métropole	86,4	42,0	44,4
Guadeloupe	107,8	55,8	52,0
Guyane	159,1	62,0	97,2
Martinique	113,2	64,8	48,4
Réunion	119,5	51,1	68,5
Outre-mer	120,0	56,4	63,6
France	87,3	42,4	44,9

source : budgets primitifs 2009

*dépenses d'investissement en crédits de paiement



* Incidence de la décentralisation

[Retour sommaire](#)**15ter - Formation professionnelle continue et apprentissage en 2009**

Les régions ont renforcé et élargi leurs compétences en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Depuis 2005, les régions assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

en millions d'euros

Régions	Dépenses totales		dont :			
	2009	2009/2008	fonctionnement		investissement*	
	2009	2009/2008	2009	2009/2008	2009	2009/2008
Alsace	156,6	+1,1%	154,2	+1,3%	2,4	-6,0%
Aquitaine	267,0	+8,0%	248,7	+6,4%	18,3	+35,7%
Auvergne	108,3	-3,0%	107,1	-2,7%	1,3	-21,1%
Bourgogne	152,3	-3,8%	149,1	-2,9%	3,2	-32,2%
Bretagne	236,1	+2,4%	230,4	+2,0%	5,6	+21,0%
Centre	227,7	+5,5%	217,5	+6,2%	10,2	-7,7%
Champagne-Ardenne	133,7	+1,4%	127,9	+1,4%	5,8	+1,4%
Corse	24,3	+19,1%	22,3	+20,0%	2,0	+9,9%
Franche-Comté	109,6	+3,5%	106,3	+5,6%	3,4	-36,4%
Languedoc-Roussillon	209,8	+4,2%	198,2	+0,7%	11,7	+148,9%
Limousin	77,1	+0,2%	74,4	+0,2%	2,7	+0,0%
Lorraine	196,7	+8,2%	189,7	+10,6%	7,0	-31,7%
Midi-Pyrénées	219,9	+6,7%	210,2	+6,2%	9,7	+18,2%
Nord-Pas-de-Calais	338,3	+8,3%	314,2	+4,1%	24,1	+130,4%
Basse-Normandie	148,4	+0,4%	143,6	-0,6%	4,8	+41,9%
Haute-Normandie	211,8	+2,0%	201,3	+1,1%	10,5	+22,0%
Pays de la Loire	310,5	+2,3%	298,2	+0,9%	12,3	+53,8%
Picardie	177,1	-9,4%	171,3	-9,4%	5,8	-9,0%
Poitou-Charentes	144,6	+4,6%	136,0	+5,7%	8,6	-10,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	356,1	-1,1%	347,9	-0,3%	8,2	-24,3%
Rhône-Alpes	464,7	+3,5%	450,3	+3,0%	14,4	+19,0%
Métropole sauf Ile-de-France	4 270,6	+2,7%	4 098,8	+2,2%	171,9	+17,8%
Ile-de-France	777,1	-3,6%	741,5	-4,4%	35,6	+15,2%
Métropole	5 047,7	+1,7%	4 840,2	+1,1%	207,5	+17,3%
Guadeloupe	36,6	+6,5%	31,2	+6,5%	5,5	+6,2%
Guyane	17,5	+4,7%	16,7	+4,6%	0,8	+5,4%
Martinique	56,5	+8,6%	51,0	+6,1%	5,5	+37,5%
Réunion	88,7	-31,9%	66,5	-36,1%	22,2	-14,8%
Outre-mer	199,4	-14,6%	165,4	-16,2%	34,1	-5,5%
France	5 247,2	+1,0%	5 005,6	+0,4%	241,5	+13,5%

source : budgets primitifs 2009

*dépenses d'investissement en crédits de paiement

Formation professionnelle continue et apprentissage en 2009

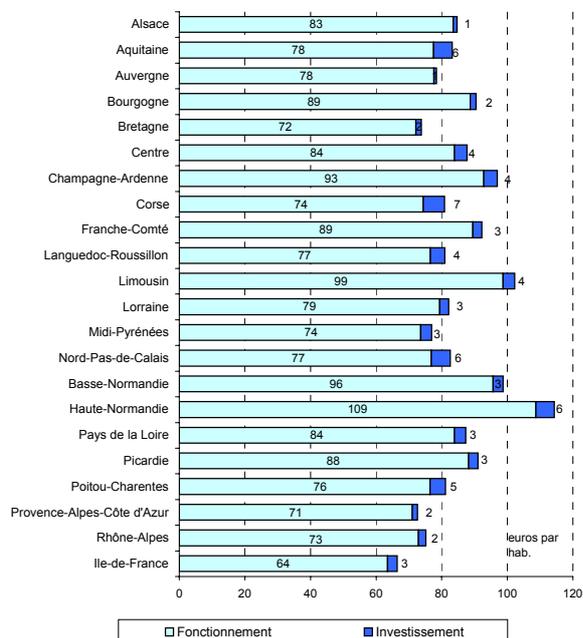
en euros par habitant

en euros par habitant en 2009

Régions	Dépenses totales:	dont :	
		fonct.	invest.*
Alsace	84,7	83,5	1,3
Aquitaine	83,3	77,6	5,7
Auvergne	78,5	77,6	0,9
Bourgogne	90,6	88,7	1,9
Bretagne	73,9	72,1	1,8
Centre	87,9	83,9	3,9
Champagne-Ardenne	97,0	92,8	4,2
Corse	81,0	74,4	6,6
Franche-Comté	92,3	89,5	2,8
Languedoc-Roussillon	81,0	76,5	4,5
Limousin	102,3	98,7	3,6
Lorraine	82,3	79,3	2,9
Midi-Pyrénées	77,0	73,6	3,4
Nord-Pas-de-Calais	82,7	76,8	5,9
Basse-Normandie	98,9	95,6	3,2
Haute-Normandie	114,4	108,7	5,7
Pays de la Loire	87,4	83,9	3,5
Picardie	91,2	88,2	3,0
Poitou-Charentes	81,3	76,5	4,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	72,7	71,0	1,7
Rhône-Alpes	75,3	72,9	2,3
Métropole sauf Ile-de-France	83,5	80,1	3,4
Ile-de-France	66,6	63,5	3,1
Métropole	80,4	77,1	3,3
Guadeloupe	89,9	76,4	13,5
Guyane	84,2	80,3	3,9
Martinique	140,0	126,3	13,7
Réunion	112,1	84,0	28,1
Outre-mer	110,1	91,3	18,8
France	81,2	77,5	3,7

source : budgets primitifs 2009

*dépenses d'investissement en crédits de paiement



➔ Indicateurs démographiques et géographiques

[Retour sommaire](#)

16 - Population, structure par âge, population active en 2006, taux de chômage 2008

Régions	Population* totale 2009 (Année de référence 2006)	Population** municipale 2009 (Année de référence 2006)	Population 1999	Population Evolution 2006/1999	Population active en 2006***	Taux de chômage**** 2008
Alsace	1 847 604	1 815 493	1 734 145	6,5%	730 847	6,7%
Aquitaine	3 206 667	3 119 778	2 908 359	10,3%	1 213 721	7,7%
Auvergne	1 379 138	1 335 938	1 308 878	5,4%	526 762	7,3%
Bourgogne	1 681 649	1 628 837	1 610 067	4,4%	650 746	6,8%
Bretagne	3 194 026	3 094 534	2 906 197	9,9%	1 238 137	6,6%
Centre	2 591 265	2 519 567	2 440 329	6,2%	992 004	6,9%
Champagne-Ardenne	1 378 356	1 338 850	1 342 363	2,7%	527 144	8,4%
Corse	299 552	294 118	260 196	15,1%	106 809	8,0%
Franche-Comté	1 187 665	1 150 624	1 117 059	6,3%	451 376	7,6%
Languedoc-Roussillon	2 589 704	2 534 144	2 295 648	12,8%	886 361	11,2%
Limousin	753 537	730 920	710 939	6,0%	287 492	6,5%
Lorraine	2 391 518	2 335 749	2 310 376	3,5%	838 907	8,1%
Midi-Pyrénées	2 856 643	2 776 822	2 551 687	12,0%	1 113 653	7,9%
Nord-Pas-de-Calais	4 089 079	4 018 644	3 996 588	2,3%	1 450 822	11,1%
Basse-Normandie	1 501 308	1 456 793	1 422 193	5,6%	572 332	7,7%
Haute-Normandie	1 851 344	1 811 055	1 780 192	4,0%	705 324	8,6%
Pays de la Loire	3 553 437	3 450 413	3 222 061	10,3%	1 425 863	6,7%
Picardie	1 942 567	1 894 355	1 857 481	4,6%	667 015	9,0%
Poitou-Charentes	1 778 856	1 724 123	1 640 068	8,5%	665 500	7,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 896 850	4 815 232	4 506 151	8,7%	1 840 580	9,3%
Rhône-Alpes	6 172 436	6 021 346	5 645 407	9,3%	2 490 780	7,0%
Métropole sauf Ile-de-France	51 143 201	49 867 335	47 566 384	7,5%	19 382 175	7,9%
Ile-de-France	11 673 919	11 532 398	10 952 011	6,6%	5 495 074	6,8%
Métropole	62 817 120	61 399 733	58 518 395	7,3%	24 877 249	7,9%
Guadeloupe	407 719	400 736	422 496	-3,5%	140 266	22,0%
Guyane	208 171	205 954	157 213	32,4%	53 048	21,8%
Martinique	403 820	397 732	381 427	5,9%	132 114	22,4%
Réunion	791 321	781 962	706 300	12,0%	220 686	24,5%
Outre-mer	1 811 031	1 786 384	1 667 436	8,6%	546 114	22,7%
France	64 628 151	63 186 117	60 185 831	7,4%	25 423 363	10,2%

source: INSEE

*Population totale ayant valeur légale au 1er janvier 2009 (année de référence 2006)

**Population municipale ayant valeur légale au 1er janvier 2009 (année de référence 2006)

*** Données issues des enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2008 ; date de référence au 1er janvier 2006

**** Estimations 4e trimestre 2008, données provisoires pour la métropole ; données issues de l'Enquête-Emploi pour l'Outre-mer

Produit intérieur brut des régions françaises en 2007

Régions	PIB en millions d'euros	PIB en euros par habitant	PIB en euros par emploi (1)
Alsace	49 824	27 148	67 886
Aquitaine	85 861	27 396	70 233
Auvergne	33 069	24 715	62 529
Bourgogne	35 681	24 526	61 893
Bretagne	42 422	26 075	64 667
Centre	81 952	26 322	65 747
Champagne-Ardenne	66 339	26 328	66 320
Corse	36 648	27 421	69 208
Franche-Comté	7 039	24 970	65 080
Languedoc-Roussillon	28 469	24 696	63 104
Limousin	49 365	27 135	69 520
Lorraine	60 250	23 507	67 382
Midi-Pyrénées	17 840	24 518	61 888
Nord-Pas-de-Calais	56 397	24 065	67 111
Basse-Normandie	76 610	27 419	68 292
Haute-Normandie	96 505	23 822	65 991
Pays de la Loire	94 160	27 146	65 472
Picardie	44 664	23 603	66 586
Poitou-Charentes	43 220	25 035	64 399
Provence-Alpes-Côte d'Azur	137 085	28 347	74 109
Rhône-Alpes	182 681	30 043	72 894
Métropole sauf Ile-de-France	1 326 080	26 471	67 982
Ile-de-France	533 564	45 982	96 285
Métropole	1 859 644	30 140	74 243
Guadeloupe	n.d.	n.d.	n.d.
Guyane	n.d.	n.d.	n.d.
Martinique	n.d.	n.d.	n.d.
Réunion	n.d.	n.d.	n.d.
Outre-mer	31 800	17 069	58 327
France	1 892 241	29 770	73 935

source : INSEE - comptes régionaux en base 2000, données provisoires

(1) : salarié et non salarié

➔ **Indicateurs démographiques et géographiques** [Retour sommaire](#)
16bis - Superficie, densité de population et nombre de communes

Régions	Superficie km ²	Nombre d'habitants au km ²	Nombre de communes	Part de la population des communes de plus de 10 000 habitants
Alsace	8 280	223	904	42,5%
Aquitaine	41 308	78	2 296	40,1%
Auvergne	26 013	53	1 310	31,6%
Bourgogne	31 582	53	2 046	28,5%
Bretagne	27 208	117	1 270	33,3%
Centre	39 151	66	1 842	36,4%
Champagne-Ardenne	25 606	54	1 949	38,4%
Corse	8 680	35	360	36,4%
Franche-Comté	16 202	73	1 785	27,9%
Languedoc-Roussillon	27 376	95	1 545	40,8%
Limousin	16 942	44	747	33,8%
Lorraine	23 547	102	2 339	30,9%
Midi-Pyrénées	45 348	63	3 020	38,9%
Nord-Pas-de-Calais	12 414	329	1 547	50,0%
Basse-Normandie	17 589	85	1 812	26,3%
Haute-Normandie	12 317	150	1 420	40,2%
Pays de la Loire	32 082	111	1 502	39,4%
Picardie	19 399	100	2 291	31,1%
Poitou-Charentes	25 810	69	1 462	25,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	156	963	72,1%
Rhône-Alpes	43 698	141	2 879	43,2%
Métropole sauf Ile-de-France	531 953	96	35 289	41,0%
Ile-de-France	12 012	972	1 281	83,8%
Métropole	543 965	115	36 570	48,9%
Guadeloupe	1 703	239	32	76,5%
Guyane	83 534	2	34	75,1%
Martinique	1 128	358	22	76,6%
Réunion	2 504	315	24	93,5%
Outre-mer	88 869	20	112	83,6%
France	632 834	102	36 682	49,9%

source: INSEE

FICHES FINANCIERES

PAR REGION



Régions, budgets primitifs, 2009

Alsace	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 847 604 habitants.	
Taux de chômage (2008) : 6,7%.	
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 32,4.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Alsace	Métropole		
Dépenses réelles totales *	799 074	0,1%		100,0%	432	418		
Dépenses de fonctionnement (1)	504 168	3,6%		100,0%	273	257		
- Charges à caractère général	66 265	28,1%	13,1%		36	26		
- Frais de personnel	65 148	1,1%	12,9%		35	41		
- Autres charges d'activité	338 304	-1,6%	67,1%		183	177		
- Intérêts de la dette	33 900	30,4%	6,7%		18	11		
- Autres	551	0,8%	0,1%		0	2		
Dépenses d'investissement *	294 906	-5,4%	100,0%	36,9%	160	161		
- Subventions versées (6)	175 074	-3,3%	59,4%		95	91		
- Remboursement de dette * (4)	46 270	4,6%	15,7%		25	15		
- Dépenses d'équipement brut	69 011	-16,6%	23,4%		37	53		
- Autres	4 551	31,6%	1,5%		2	2		
Recettes réelles totales *	799 074	0,1%		100,0%	432	418		
Recettes de fonctionnement (2)	598 936	2,4%	100,0%	75%	324	321		
- Recettes fiscales	313 938	3,7%	52,4%		170	179		
- Produit 3 taxes	139 439	8,4%	23,3%		75	73		
- Cartes grises	57 000	10,1%	9,5%		31	31		
- Permis de conduire	0	s.o%	0%		0	0		
- TIPP	100 499	-0,8%	16,8%		54	61		
- CDA	17 000	-1%	2,8%		9	10		
- Autres	0	s.o%	0%		0	4		
- Dotations et subventions reçues	284 222	0,9%	47,5%		154	139		
- DGF	187 304	0,9%	31,3%		101	84		
- Dotation formation professionnelle	53 458	-0,1%	8,9%		29	29		
- DGD	29 788	1,7%	5%		16	8		
- Compensations fiscales	2 910	-3%	0,5%		2	3		
- Autres	777	15,6%	0,1%		0	3		
Recettes d'investissement *	200 138	-6,2%	100,0%	25%	108	97		
- Dotations et subventions reçues	49 136	34,3%	24,6%		27	24		
- FCTVA	12 341	24,4%	6,2%		7	8		
- DRES	23 999	2,2%	12%		13	9		
- Emprunts *	99 239	-43,3%	49,6%		54	69		
- Autres	51 764	2979,3%	25,9%		28	4		

Financement par l'épargne	Alsace	Alsace (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Alsace	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	128 667	21,5%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	318	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	94 767	15,8%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	19,1%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	48 497	8,1%	15,2%	Annuité de la dette	43	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-126 576	-21,1%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	14,1%	9,7%

Fiscalité	Alsace	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Alsace	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	125,8	111,3
- Taux foncier bâti	1,93%	6,6%	2,65%	- dont direct	93,6	80,3
- Taux foncier non bâti	9,22%	6,6%	6,64%	- dont indirect	32,2	31
- Taux taxe professionnelle	2,5%	6,4%	2,83%	Pression fiscale globale	0,87	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	35	4,2%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Alsace

Définitions

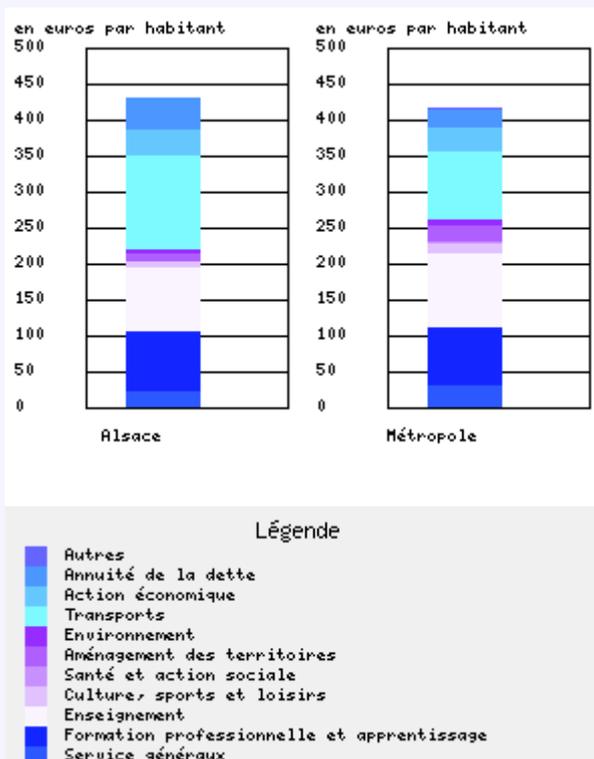


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 847 604 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Alsace	Métropole	Alsace	Métropole	
Services généraux	22,3	32,1	5,2%	7,7%	+0,1%
Formation professionnelle et apprentissage	84,7	80,4	19,6%	19,2%	+1,1%
- dont formation professionnelle	32,3	34,2	7,5%	8,2%	-8,1%
- dont apprentissage	34,4	31,6	8,0%	7,6%	+7,4%
Enseignement	87,7	101,8	20,3%	24,3%	-4,6%
- dont lycées publics	75,4	79,5	17,4%	19,0%	-4,1%
- dont lycées privés	3,5	6,8	0,8%	1,6%	-15,3%
- dont enseignement supérieur	3,4	5,8	0,8%	1,4%	-7,5%
Culture, sport et loisirs	10,6	14,7	2,4%	3,5%	-7,5%
Santé et action sociale	0,1	2,5	0,0%	0,6%	+0,0%
Aménagement des territoires	8,4	21,5	1,9%	5,2%	-2,6%
- dont agglomérations et villes	1,8	3,4	0,4%	0,8%	-8,7%
- dont espace rural	2,6	6,2	0,6%	1,5%	+4,8%
- dont habitat	2,0	4,8	0,5%	1,1%	-5,7%
Environnement	8,2	9,5	1,9%	2,3%	+9,8%
- dont politique de l'eau	0,3	2,2	0,1%	0,5%	+33,4%
- dont politique de l'énergie	4,3	2,6	1,0%	0,6%	+11,9%
- dont patrimoine naturel	1,2	1,8	0,3%	0,4%	+50,2%
Transports	129,0	95,4	29,8%	22,8%	-1,1%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	75,8	51,7	17,5%	12,4%	-7,6%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	40,2	11,0	9,3%	2,6%	+4,0%
Action économique	37,5	32,5	8,7%	7,8%	+0,3%
Annuité de la dette *	43,4	25,5	10,0%	6,1%	+14,1%
Autres	0,5	2,0	0,1%	0,5%	+0,2%
Total	432,5	418,0	100,0%	100,0%	+0,1%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Alsace en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Aquitaine

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 3 206 667 habitants.

Taux de chômage (2008) : 7,7%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 28,8.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en % 2009 / 2008	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008				Aquitaine	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 215 458	8,9%		100,0%	100,0%	379	418
Dépenses de fonctionnement (1)	681 353	8,4%		100,0%	56,1%	212	257
- Charges à caractère général	61 692	-7,1%		9,1%		19	26
- Frais de personnel	131 031	18,7%		19,2%		41	41
- Autres charges d'activité	463 001	6%		68%		144	177
- Intérêts de la dette	12 239	-0,9%		1,8%		4	11
- Autres	13 390	392,2%		2%		4	2
Dépenses d'investissement *	534 105	9,6%		100,0%	43,9%	167	161
- Subventions versées (6)	313 243	12%		58,6%		98	91
- Remboursement de dette * (4)	45 957	6,1%		8,6%		14	15
- Dépenses d'équipement brut	168 940	5,8%		31,6%		53	53
- Autres	5 965	24,7%		1,1%		2	2
Recettes réelles totales *	1 215 458	8,9%		100,0%	100,0%	379	418
Recettes de fonctionnement (2)	958 101	3,6%		100,0%	78,8%	299	321
- Recettes fiscales	542 711	4,7%		56,6%		169	179
- Produit 3 taxes	251 966	4,7%		26,3%		79	73
- Cartes grises	84 000	2,4%		8,8%		26	31
- Permis de conduire	200	-90,9%		0%		0	0
- TIPP	173 301	6,8%		18,1%		54	61
- CDA	33 245	5,7%		3,5%		10	10
- Autres	0	s.o.		0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	413 589	3%		43,2%		129	139
- DGF	245 069	1,6%		25,6%		76	84
- Dotation formation professionnelle	82 479	-0,1%		8,6%		26	29
- DGD	15 650	-21,8%		1,6%		5	8
- Compensations fiscales	10 468	-6,4%		1,1%		3	3
- Autres	1 800	-60,1%		0,2%		1	3
Recettes d'investissement *	257 358	34,4%		100,0%	21,2%	80	97
- Dotations et subventions reçues	68 847	2,8%		26,8%		21	24
- FCTVA	20 300	-13,6%		7,9%		6	8
- DRES	24 602	0,6%		9,6%		8	9
- Emprunts *	179 744	63,4%		69,8%		56	69
- Autres	8 767	-39,6%		3,4%		3	4

Financement par l'épargne	Aquitaine	Aquitaine (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Aquitaine	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	288 987	30,2%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	86	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	276 748	28,9%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	-17,9%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	230 791	24,1%	15,2%	Annuité de la dette	18	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-82 453	-8,6%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	4,6%	9,7%

Fiscalité	Aquitaine	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Aquitaine	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	100,5	111,3
- Taux foncier bâti	3,17%	0%	2,65%	- dont direct	67,5	80,3
- Taux foncier non bâti	9,31%	0%	6,64%	- dont indirect	33	31
- Taux taxe professionnelle	3,54%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,09	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	52	0%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	29	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Aquitaine

[Définitions](#)

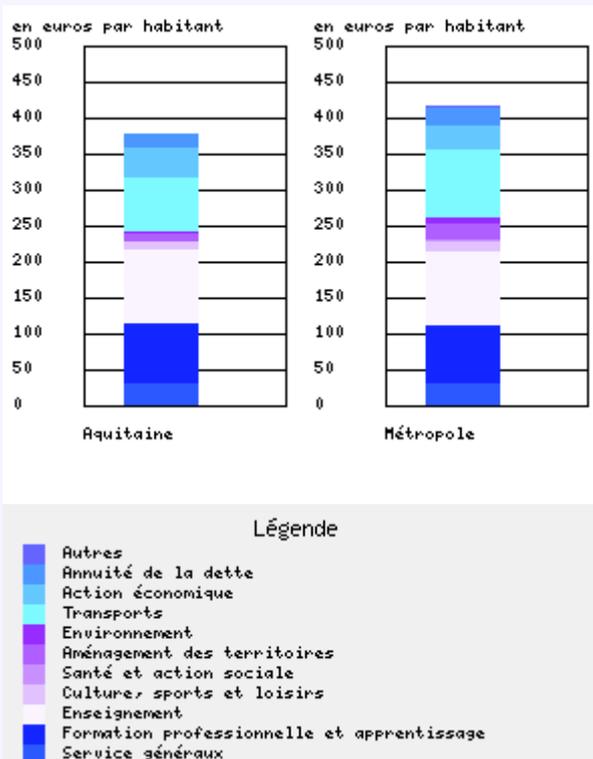


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 3 206 667 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Aquitaine	Métropole	Aquitaine	Métropole	
Services généraux	33,0	32,1	8,7%	7,7%	+26,2%
Formation professionnelle et apprentissage	83,3	80,4	22,0%	19,2%	+8,0%
- dont formation professionnelle	32,0	34,2	8,5%	8,2%	+6,5%
- dont apprentissage	36,5	31,6	9,6%	7,6%	+9,5%
Enseignement	102,2	101,8	27,0%	24,3%	+13,0%
- dont lycées publics	74,7	79,5	19,7%	19,0%	+9,5%
- dont lycées privés	7,2	6,8	1,9%	1,6%	+2,7%
- dont enseignement supérieur	7,7	5,8	2,0%	1,4%	+57,6%
Culture, sport et loisirs	9,7	14,7	2,6%	3,5%	+2,6%
Santé et action sociale	0,1	2,5	0,0%	0,6%	-13,5%
Aménagement des territoires	11,5	21,5	3,0%	5,2%	+27,4%
- dont agglomérations et villes	0,0	3,4	0,0%	0,8%	s.o%
- dont espace rural	3,4	6,2	0,9%	1,5%	+3,8%
- dont habitat	0,0	4,8	0,0%	1,1%	s.o%
Environnement	4,1	9,5	1,1%	2,3%	+40,3%
- dont politique de l'eau	0,7	2,2	0,2%	0,5%	+30,5%
- dont politique de l'énergie	1,2	2,6	0,3%	0,6%	+90,1%
- dont patrimoine naturel	1,3	1,8	0,3%	0,4%	+19,7%
Transports	74,3	95,4	19,6%	22,8%	+7,6%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	43,3	51,7	11,4%	12,4%	+0,2%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	2,9	11,0	0,8%	2,6%	+110,2%
Action économique	41,8	32,5	11,0%	7,8%	-8,1%
Annuité de la dette *	18,1	25,5	4,8%	6,1%	+4,6%
Autres	0,8	2,0	0,2%	0,5%	s.o%
Total	379,0	418,0	100,0%	100,0%	+8,9%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Aquitaine en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Auvergne

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 379 138 habitants.

Taux de chômage (2008) : 7,3%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 26.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Auvergne	Métropole
Dépenses réelles totales *	626 330	-3,5%			100,0%	100,0%	454	418
Dépenses de fonctionnement (1)	381 039	3,2%			100,0%	60,8%	276	257
- Charges à caractère général	33 626	9,5%			8,8%		24	26
- Frais de personnel	62 936	20,5%			16,5%		46	41
- Autres charges d'activité	258 263	-1,9%			67,8%		187	177
- Intérêts de la dette	21 200	19,1%			5,6%		15	11
- Autres	5 014	0%			1,3%		4	2
Dépenses d'investissement *	245 291	-12,3%			100,0%	39,2%	178	161
- Subventions versées (6)	109 739	-24,5%			44,7%		80	91
- Remboursement de dette * (4)	41 900	13,9%			17,1%		30	15
- Dépenses d'équipement brut	86 824	-4%			35,4%		63	53
- Autres	6 828	-3,3%			2,8%		5	2
Recettes réelles totales *	626 330	-3,5%				100,0%	454	418
Recettes de fonctionnement (2)	488 474	0,2%			100,0%	78%	354	321
- Recettes fiscales	265 750	8,1%			54,4%		193	179
- Produit 3 taxes	120 500	3%			24,7%		87	73
- Cartes grises	45 000	37,9%			9,2%		33	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	85 200	4,1%			17,4%		62	61
- CDA	15 050	5,8%			3,1%		11	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	219 573	-7,9%			45%		159	139
- DGF	140 922	-7,9%			28,8%		102	84
- Dotation formation professionnelle	47 894	0%			9,8%		35	29
- DGD	13 149	-0,3%			2,7%		10	8
- Compensations fiscales	7 904	27,1%			1,6%		6	3
- Autres	3 151	-9,9%			0,6%		2	3
Recettes d'investissement *	137 856	-14,5%			100,0%	22%	100	97
- Dotations et subventions reçues	32 052	-43,8%			23,3%		23	24
- FCTVA	11 500	25%			8,3%		8	8
- DRES	11 100	0,4%			8,1%		8	9
- Emprunts *	100 000	0,3%			72,5%		73	69
- Autres	5 804	27,6%			4,2%		4	4

Financement par l'épargne	Auvergne	Auvergne (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Auvergne	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	128 635	26,3%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	329	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	107 435	22%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	2,7%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	65 535	13,4%	15,2%	Annuité de la dette	46	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-44 204	-9%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	15,6%	9,7%

Fiscalité	Auvergne	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Auvergne	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	99,8	111,3
- Taux foncier bâti	4,77%	5,1%	2,65%	- dont direct	70	80,3
- Taux foncier non bâti	10,92%	5%	6,64%	- dont indirect	29,8	31
- Taux taxe professionnelle	3,76%	5%	2,83%	Pression fiscale globale	1,37	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	40	33,3%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Auvergne

Définitions

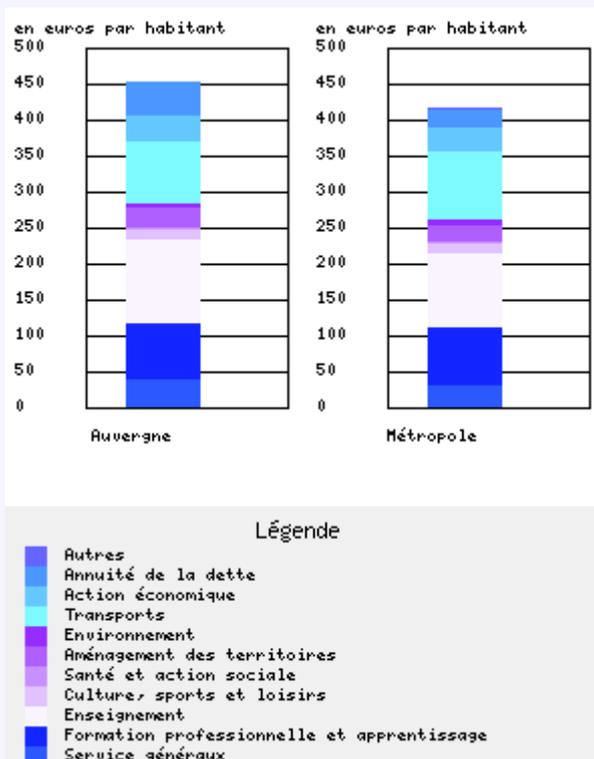


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 379 138 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Auvergne	Métropole	Auvergne	Métropole	
Services généraux	40,6	32,1	8,9%	7,7%	-32,3%
Formation professionnelle et apprentissage	78,5	80,4	17,3%	19,2%	-3,0%
- dont formation professionnelle	34,3	34,2	7,6%	8,2%	-7,2%
- dont apprentissage	30,5	31,6	6,7%	7,6%	+0,2%
Enseignement	115,1	101,8	25,3%	24,3%	+4,5%
- dont lycées publics	91,4	79,5	20,1%	19,0%	+0,5%
- dont lycées privés	7,3	6,8	1,6%	1,6%	+73,8%
- dont enseignement supérieur	2,8	5,8	0,6%	1,4%	+66,8%
Culture, sport et loisirs	14,3	14,7	3,1%	3,5%	-7,1%
Santé et action sociale	1,5	2,5	0,3%	0,6%	-18,4%
Aménagement des territoires	28,1	21,5	6,2%	5,2%	-3,1%
- dont agglomérations et villes	0,0	3,4	0,0%	0,8%	-100,0%
- dont espace rural	8,8	6,2	1,9%	1,5%	+5,6%
- dont habitat	3,3	4,8	0,7%	1,1%	-8,4%
Environnement	5,8	9,5	1,3%	2,3%	-1,9%
- dont politique de l'eau	0,6	2,2	0,1%	0,5%	+4,0%
- dont politique de l'énergie	2,2	2,6	0,5%	0,6%	+2,6%
- dont patrimoine naturel	2,7	1,8	0,6%	0,4%	-2,7%
Transports	85,7	95,4	18,9%	22,8%	-1,6%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	66,9	51,7	14,7%	12,4%	+1,1%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	4,0	11,0	0,9%	2,6%	+95,4%
Action économique	38,2	32,5	8,4%	7,8%	-4,5%
Annuité de la dette *	45,8	25,5	10,1%	6,1%	+15,6%
Autres	0,6	2,0	0,1%	0,5%	+2,9%
Total	454,1	418,0	100,0%	100,0%	-3,5%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Auvergne en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Bourgogne	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 681 649 habitants.	
Taux de chômage (2008) : 6,8%.	
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 28,7.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Bourgogne	Métropole		
Dépenses réelles totales *	774 896	5,7%			100,0%	100,0%	461	418
Dépenses de fonctionnement (1)	495 063	4,6%			100,0%	63,9%	294	257
- Charges à caractère général	42 793	13,5%			8,6%		25	26
- Frais de personnel	71 682	13,7%			14,5%		43	41
- Autres charges d'activité	354 656	0,2%			71,6%		211	177
- Intérêts de la dette	16 000	68,1%			3,2%		10	11
- Autres	9 932	9,9%			2%		6	2
Dépenses d'investissement *	279 833	7,8%			100,0%	36,1%	166	161
- Subventions versées (6)	182 359	9,9%			65,2%		108	91
- Remboursement de dette * (4)	19 650	31%			7%		12	15
- Dépenses d'équipement brut	70 779	-0,6%			25,3%		42	53
- Autres	7 046	-5,4%			2,5%		4	2
Recettes réelles totales *	774 896	5,7%				100,0%	461	418
Recettes de fonctionnement (2)	559 276	-0,5%			100,0%	72,2%	333	321
- Recettes fiscales	282 297	-1,9%			50,5%		168	179
- Produit 3 taxes	117 034	-2,6%			20,9%		70	73
- Cartes grises	48 618	-5,8%			8,7%		29	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	98 744	-1,7%			17,7%		59	61
- CDA	17 901	14,1%			3,2%		11	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	274 673	0,9%			49,1%		163	139
- DGF	171 285	1,6%			30,6%		102	84
- Dotation formation professionnelle	58 255	2,8%			10,4%		35	29
- DGD	16 692	-21,5%			3%		10	8
- Compensations fiscales	8 158	-8,9%			1,5%		5	3
- Autres	2 307	18,8%			0,4%		1	3
Recettes d'investissement *	215 620	26,2%			100,0%	27,8%	128	97
- Dotations et subventions reçues	33 845	58,3%			15,7%		20	24
- FCTVA	9 160	55,3%			4,2%		5	8
- DRES	15 217	0%			7,1%		9	9
- Emprunts *	174 588	22,7%			81%		104	69
- Autres	7 186	1%			3,3%		4	4

Financement par l'épargne	Bourgogne	Bourgogne (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Bourgogne	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	80 213	14,3%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	114	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	64 213	11,5%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	163,7%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	44 563	8%	15,2%	Annuité de la dette	21	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-137 795	-24,6%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	45,4%	9,7%

Fiscalité	Bourgogne	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Bourgogne	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	99	111,3
- Taux foncier bâti	3,65%	1,4%	2,65%	- dont direct	68,8	80,3
- Taux foncier non bâti	9,17%	1,6%	6,64%	- dont indirect	30,2	31
- Taux taxe professionnelle	3,14%	1,6%	2,83%	Pression fiscale globale	1,13	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	35	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Bourgogne

Définitions

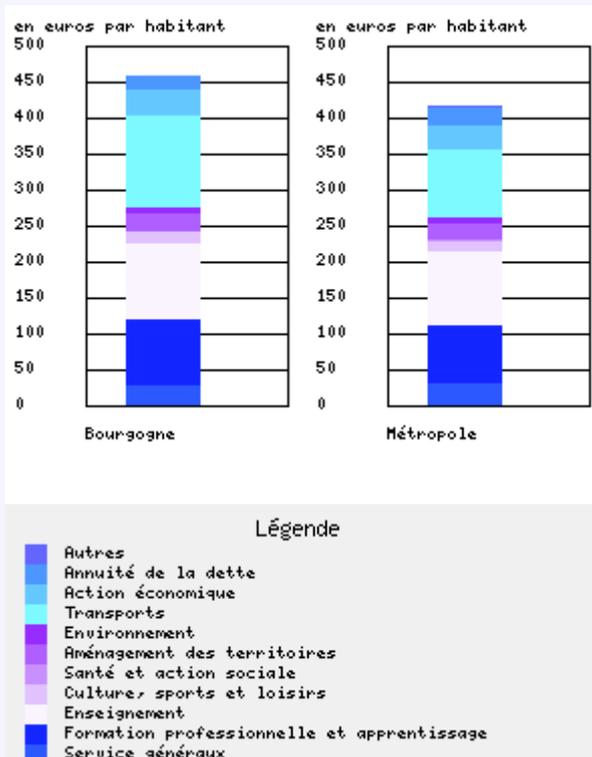


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 681 649 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en %
	Bourgogne	Métropole	Bourgogne	Métropole	2009 / 2008
Services généraux	30,3	32,1	6,6%	7,7%	+20,6%
Formation professionnelle et apprentissage	90,6	80,4	19,7%	19,2%	-3,8%
- dont formation professionnelle	40,1	34,2	8,7%	8,2%	-5,9%
- dont apprentissage	33,6	31,6	7,3%	7,6%	-1,8%
Enseignement	104,7	101,8	22,7%	24,3%	+7,1%
- dont lycées publics	85,1	79,5	18,5%	19,0%	+8,3%
- dont lycées privés	6,8	6,8	1,5%	1,6%	+19,1%
- dont enseignement supérieur	11,2	5,8	2,4%	1,4%	-7,4%
Culture, sport et loisirs	16,9	14,7	3,7%	3,5%	+8,3%
Santé et action sociale	0,9	2,5	0,2%	0,6%	-1,1%
Aménagement des territoires	23,4	21,5	5,1%	5,2%	+7,8%
- dont agglomérations et villes	4,1	3,4	0,9%	0,8%	+143,4%
- dont espace rural	4,3	6,2	0,9%	1,5%	+2,1%
- dont habitat	6,0	4,8	1,3%	1,1%	-3,5%
Environnement	8,4	9,5	1,8%	2,3%	+6,2%
- dont politique de l'eau	1,0	2,2	0,2%	0,5%	+10,6%
- dont politique de l'énergie	2,9	2,6	0,6%	0,6%	+12,3%
- dont patrimoine naturel	1,5	1,8	0,3%	0,4%	-8,8%
Transports	129,9	95,4	28,2%	22,8%	+4,1%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	105,4	51,7	22,9%	12,4%	+3,3%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	15,9	11,0	3,4%	2,6%	+30,2%
Action économique	34,0	32,5	7,4%	7,8%	+3,7%
Annuité de la dette *	21,2	25,5	4,6%	6,1%	+45,4%
Autres	0,5	2,0	0,1%	0,5%	-6,1%
Total	460,8	418,0	100,0%	100,0%	+5,7%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Bourgogne en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Bretagne

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 3 194 026 habitants.

Taux de chômage (2008) : 6,6%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 22,4.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Bretagne	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 099 600	3%			100,0%	100,0%	344	418
Dépenses de fonctionnement (1)	672 824	4,1%			100,0%	61,2%	211	257
- Charges à caractère général	87 825	-2,9%			13,1%		27	26
- Frais de personnel	110 660	8,4%			16,4%		35	41
- Autres charges d'activité	455 091	5,1%			67,6%		142	177
- Intérêts de la dette	16 546	-7,4%			2,5%		5	11
- Autres	2 703	-0,6%			0,4%		1	2
Dépenses d'investissement *	426 776	1,3%			100,0%	38,8%	134	161
- Subventions versées (6)	265 489	-1,1%			62,2%		83	91
- Remboursement de dette * (4)	30 167	11,8%			7,1%		9	15
- Dépenses d'équipement brut	114 205	-0,4%			26,8%		36	53
- Autres	16 914	49,9%			4%		5	2
Recettes réelles totales *	1 099 600	3%			100,0%	100,0%	344	418
Recettes de fonctionnement (2)	885 594	2,9%			100,0%	80,5%	277	321
- Recettes fiscales	504 716	3,6%			57%		158	179
- Produit 3 taxes	205 643	3,7%			23,2%		64	73
- Cartes grises	88 273	2,8%			10%		28	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	179 700	3,4%			20,3%		56	61
- CDA	31 100	6%			3,5%		10	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	378 157	2%			42,7%		118	139
- DGF	250 910	1,9%			28,3%		79	84
- Dotation formation professionnelle	71 783	-0,3%			8,1%		22	29
- DGD	14 740	-6,4%			1,7%		5	8
- Compensations fiscales	12 307	-2,3%			1,4%		4	3
- Autres	2 721	9,9%			0,3%		1	3
Recettes d'investissement *	214 006	3,2%			100,0%	19,5%	67	97
- Dotations et subventions reçues	56 458	14%			26,4%		18	24
- FCTVA	17 000	42%			7,9%		5	8
- DRES	20 858	-0,5%			9,7%		7	9
- Emprunts *	150 800	-0,5%			70,5%		47	69
- Autres	6 748	7,9%			3,2%		2	4

Financement par l'épargne	Bretagne	Bretagne (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Bretagne	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	229 316	25,9%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	120	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	212 770	24%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	7,3%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	182 603	20,6%	15,2%	Annuité de la dette	15	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-82 887	-9,4%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	4,2%	9,7%

Fiscalité	Bretagne	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Bretagne	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	90,3	111,3
- Taux foncier bâti	2,97%	0%	2,65%	- dont direct	62,2	80,3
- Taux foncier non bâti	4,13%	0%	6,64%	- dont indirect	28,1	31
- Taux taxe professionnelle	3,13%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,07	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	36	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Bretagne

Définitions

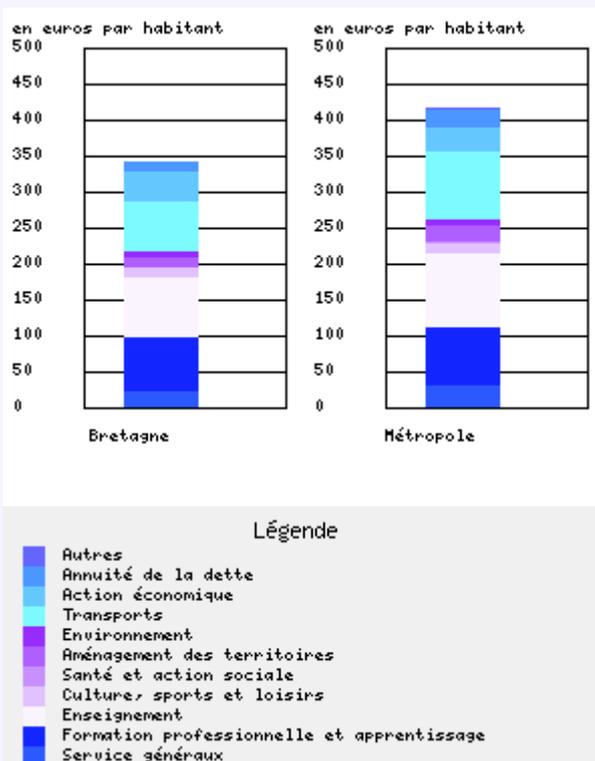


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 3 194 026 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Bretagne	Métropole	Bretagne	Métropole	
Services généraux	24,0	32,1	7,0%	7,7%	+23,4%
Formation professionnelle et apprentissage	73,9	80,4	21,5%	19,2%	+2,4%
- dont formation professionnelle	30,9	34,2	9,0%	8,2%	+3,1%
- dont apprentissage	26,4	31,6	7,7%	7,6%	+1,9%
Enseignement	83,2	101,8	24,2%	24,3%	+3,5%
- dont lycées publics	63,1	79,5	18,3%	19,0%	+3,2%
- dont lycées privés	14,3	6,8	4,2%	1,6%	+0,8%
- dont enseignement supérieur	2,9	5,8	0,8%	1,4%	+47,6%
Culture, sport et loisirs	14,0	14,7	4,1%	3,5%	+1,6%
Santé et action sociale	0,3	2,5	0,1%	0,6%	+0,0%
Aménagement des territoires	14,2	21,5	4,1%	5,2%	-12,8%
- dont agglomérations et villes	0,0	3,4	0,0%	0,8%	-97,8%
- dont espace rural	10,7	6,2	3,1%	1,5%	-15,9%
- dont habitat	3,4	4,8	1,0%	1,1%	+39,0%
Environnement	8,7	9,5	2,5%	2,3%	+2,2%
- dont politique de l'eau	3,2	2,2	0,9%	0,5%	-4,3%
- dont politique de l'énergie	1,7	2,6	0,5%	0,6%	+52,3%
- dont patrimoine naturel	1,1	1,8	0,3%	0,4%	+1,8%
Transports	69,8	95,4	20,3%	22,8%	+0,0%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	37,4	51,7	10,9%	12,4%	+0,6%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	14,1	11,0	4,1%	2,6%	-10,6%
Action économique	40,4	32,5	11,7%	7,8%	+5,2%
Annuité de la dette *	14,6	25,5	4,2%	6,1%	+4,2%
Autres	1,1	2,0	0,3%	0,5%	-0,4%
Total	344,3	418,0	100,0%	100,0%	+3,0%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Bretagne en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Centre	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 591 265 habitants.	
Taux de chômage (2008) : 6,9%.	
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 29,5.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Centre	Métropole		
Dépenses réelles totales *	981 702	2,7%		100,0%			379	418
Dépenses de fonctionnement (1)	638 141	6,5%		100,0%	65%		246	257
- Charges à caractère général	65 037	13%		10,2%			25	26
- Frais de personnel	100 923	14,6%		15,8%			39	41
- Autres charges d'activité	449 706	4,2%		70,5%			174	177
- Intérêts de la dette	20 100	6,3%		3,1%			8	11
- Autres	2 375	-23,4%		0,4%			1	2
Dépenses d'investissement *	343 561	-3,9%		100,0%	35%		133	161
- Subventions versées (6)	215 208	-7,3%		62,6%			83	91
- Remboursement de dette * (4)	36 000	1,1%		10,5%			14	15
- Dépenses d'équipement brut	88 533	0,3%		25,8%			34	53
- Autres	3 820	198,9%		1,1%			1	2
Recettes réelles totales *	981 702	2,7%		100,0%			379	418
Recettes de fonctionnement (2)	835 058	4,6%		100,0%	85,1%		322	321
- Recettes fiscales	438 562	7,6%		52,5%			169	179
- Produit 3 taxes	196 768	4%		23,6%			76	73
- Cartes grises	70 584	2%		8,5%			27	31
- Permis de conduire	0	s.o%		0%			0	0
- TIPP	144 900	13,6%		17,4%			56	61
- CDA	26 310	20,9%		3,2%			10	10
- Autres	0	s.o%		0%			0	4
- Dotations et subventions reçues	394 485	1,4%		47,2%			152	139
- DGF	242 158	1,2%		29%			93	84
- Dotation formation professionnelle	94 052	4,4%		11,3%			36	29
- DGD	20 613	-9,3%		2,5%			8	8
- Compensations fiscales	19 356	51,7%		2,3%			7	3
- Autres	2 010	41,6%		0,2%			1	3
Recettes d'investissement *	146 644	-7,3%		100,0%	14,9%		57	97
- Dotations et subventions reçues	52 497	-19,9%		35,8%			20	24
- FCTVA	16 100	15%		11%			6	8
- DRES	22 767	0%		15,5%			9	9
- Emprunts *	80 500	-2,8%		54,9%			31	69
- Autres	13 648	39,6%		9,3%			5	4

Financement par l'épargne	Centre	Centre (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Centre	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	217 016	26%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	193	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	196 916	23,6%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	19,9%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	160 916	19,3%	15,2%	Annuité de la dette	22	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-54 292	-6,5%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	2,9%	9,7%

Fiscalité	Centre	Croissance en % : 2009 /2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Centre	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	104,1	111,3
- Taux foncier bâti	3,47%	0%	2,65%	- dont direct	73,1	80,3
- Taux foncier non bâti	8,62%	0%	6,64%	- dont indirect	30,9	31
- Taux taxe professionnelle	2,83%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,03	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en €par cheval-vapeur)	32,2	2%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Centre

Définitions

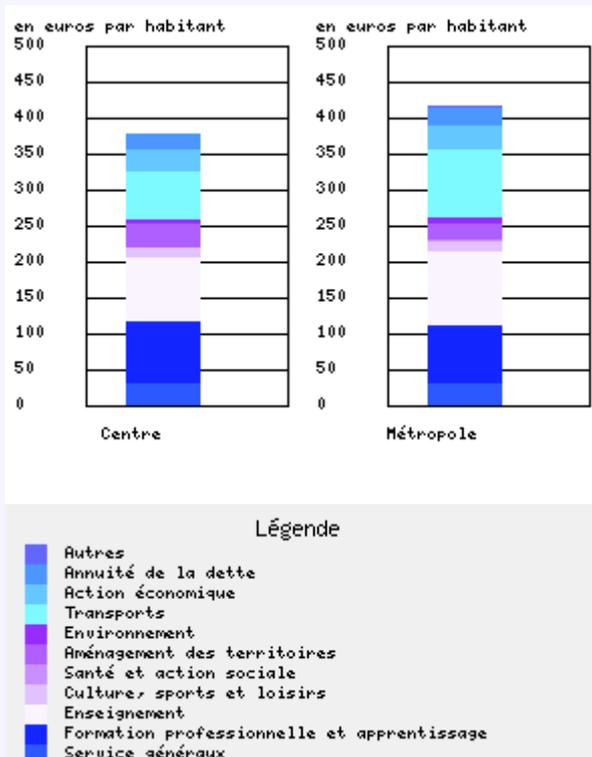


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 591 265 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en %
	Centre	Métropole	Centre	Métropole	2009 / 2008
Services généraux	31,3	32,1	8,2%	7,7%	-8,0%
Formation professionnelle et apprentissage	87,9	80,4	23,2%	19,2%	+5,5%
- dont formation professionnelle	30,6	34,2	8,1%	8,2%	+1,2%
- dont apprentissage	40,8	31,6	10,8%	7,6%	+9,3%
Enseignement	87,8	101,8	23,2%	24,3%	+6,3%
- dont lycées publics	73,7	79,5	19,5%	19,0%	+8,6%
- dont lycées privés	5,2	6,8	1,4%	1,6%	+15,4%
- dont enseignement supérieur	4,3	5,8	1,1%	1,4%	-8,9%
Culture, sport et loisirs	14,5	14,7	3,8%	3,5%	-6,3%
Santé et action sociale	0,0	2,5	0,0%	0,6%	s.o%
Aménagement des territoires	33,8	21,5	8,9%	5,2%	+3,7%
- dont agglomérations et villes	9,6	3,4	2,5%	0,8%	+4,3%
- dont espace rural	10,6	6,2	2,8%	1,5%	+6,7%
- dont habitat	8,8	4,8	2,3%	1,1%	+2,6%
Environnement	5,1	9,5	1,4%	2,3%	+3,0%
- dont politique de l'eau	0,5	2,2	0,1%	0,5%	-1,8%
- dont politique de l'énergie	1,5	2,6	0,4%	0,6%	+6,3%
- dont patrimoine naturel	1,4	1,8	0,4%	0,4%	-19,5%
Transports	65,1	95,4	17,2%	22,8%	+1,9%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	49,1	51,7	12,9%	12,4%	+9,5%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	6,5	11,0	1,7%	2,6%	-9,8%
Action économique	30,7	32,5	8,1%	7,8%	+1,8%
Annuité de la dette *	21,6	25,5	5,7%	6,1%	+2,9%
Autres	1,0	2,0	0,3%	0,5%	-2,4%
Total	378,9	418,0	100,0%	100,0%	+2,7%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Centre en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Champagne-Ardenne

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 378 356 habitants.

Taux de chômage (2008) : 8,4%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 33,2.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Champagne- Ardenne	Métropole
Dépenses réelles totales *	590 377	3,9%	100,0%	100,0%	428	418
Dépenses de fonctionnement (1)	412 545	4,9%	100,0%	69,9%	299	257
- Charges à caractère général	39 139	21,2%		9,5%	28	26
- Frais de personnel	58 761	10,6%		14,2%	43	41
- Autres charges d'activité	296 346	3,7%		71,8%	215	177
- Intérêts de la dette	17 300	-6,8%		4,2%	13	11
- Autres	999	-73,2%		0,2%	1	2
Dépenses d'investissement *	177 832	1,6%	100,0%	30,1%	129	161
- Subventions versées (6)	87 868	-2,8%		49,4%	64	91
- Remboursement de dette * (4)	28 300	37,7%		15,9%	21	15
- Dépenses d'équipement brut	57 704	-2,6%		32,4%	42	53
- Autres	3 960	-17,5%		2,2%	3	2
Recettes réelles totales *	590 377	3,9%	100,0%	100,0%	428	418
Recettes de fonctionnement (2)	488 099	6,5%	100,0%	82,7%	354	321
- Recettes fiscales	256 346	8,6%		52,5%	186	179
- Produit 3 taxes	102 821	3,2%		21,1%	75	73
- Cartes grises	38 400	-1%		7,9%	28	31
- Permis de conduire	0	s.o%		0%	0	0
- TIPP	101 075	18,8%		20,7%	73	61
- CDA	14 000	13,5%		2,9%	10	10
- Autres	50	0%		0%	0	4
- Dotations et subventions reçues	225 699	4%		46,2%	164	139
- DGF	130 796	1,6%		26,8%	95	84
- Dotation formation professionnelle	41 721	54,2%		8,5%	30	29
- DGD	23 234	-3,7%		4,8%	17	8
- Compensations fiscales	5 412	-12,3%		1,1%	4	3
- Autres	6 054	17,4%		1,2%	4	3
Recettes d'investissement *	102 277	-7,2%	100,0%	17,3%	74	97
- Dotations et subventions reçues	30 760	27,3%		30,1%	22	24
- FCTVA	4 600	47,3%		4,5%	3	8
- DRES	17 835	-0,9%		17,4%	13	9
- Emprunts *	66 649	-18,5%		65,2%	48	69
- Autres	4 868	13,4%		4,8%	4	4

Financement par l'épargne	Champagne- Ardenne	Champagne- Ardenne (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Champagne- Ardenne	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	92 854	19%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	152	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	75 554	15,5%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	-18,7%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	47 254	9,7%	15,2%	Annuité de la dette	33	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-40 614	-8,3%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	16,6%	9,7%

Fiscalité	Champagne- Ardenne	Croissance en % : 2009 /2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Champagne- Ardenne	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	109,3	111,3
- Taux foncier bâti	3,63%	0%	2,65%	- dont direct	77,4	80,3
- Taux foncier non bâti	4,72%	0%	6,64%	- dont indirect	31,8	31
- Taux taxe professionnelle	2,62%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en €par cheval-vapeur)	32	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, CDA : Contribution au développement de l'apprentissage, DGF : Dotation globale de fonctionnement, DGD : Dotation générale de décentralisation, FCTVA : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, DRES : Dotation régionale pour équipements scolaires, s.o : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Champagne-Ardenne

Définitions

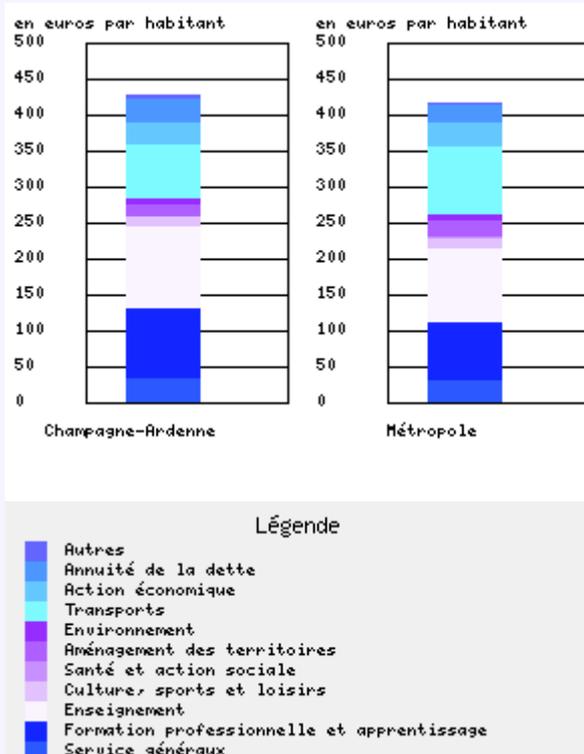


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 378 356 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Champagne-Ardenne	Métropole	Champagne-Ardenne	Métropole	
Services généraux	35,5	32,1	8,3%	7,7%	+43,1%
Formation professionnelle et apprentissage	97,0	80,4	22,6%	19,2%	+1,4%
- dont formation professionnelle	46,8	34,2	10,9%	8,2%	+0,7%
- dont apprentissage	34,8	31,6	8,1%	7,6%	-0,7%
Enseignement	112,8	101,8	26,3%	24,3%	+2,3%
- dont lycées publics	95,0	79,5	22,2%	19,0%	+6,1%
- dont lycées privés	6,6	6,8	1,5%	1,6%	-9,2%
- dont enseignement supérieur	5,8	5,8	1,4%	1,4%	-28,0%
Culture, sport et loisirs	13,3	14,7	3,1%	3,5%	+11,2%
Santé et action sociale	2,2	2,5	0,5%	0,6%	+15,6%
Aménagement des territoires	16,1	21,5	3,8%	5,2%	-7,4%
- dont agglomérations et villes	3,0	3,4	0,7%	0,8%	+13,5%
- dont espace rural	7,3	6,2	1,7%	1,5%	-5,1%
- dont habitat	0,7	4,8	0,2%	1,1%	-24,0%
Environnement	7,3	9,5	1,7%	2,3%	-23,1%
- dont politique de l'eau	2,0	2,2	0,5%	0,5%	-33,7%
- dont politique de l'énergie	2,1	2,6	0,5%	0,6%	-36,2%
- dont patrimoine naturel	1,5	1,8	0,4%	0,4%	+0,0%
Transports	75,0	95,4	17,5%	22,8%	-2,0%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	63,4	51,7	14,8%	12,4%	-1,8%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	2,9	11,0	0,7%	2,6%	+33,3%
Action économique	32,1	32,5	7,5%	7,8%	-3,5%
Annuité de la dette *	33,1	25,5	7,7%	6,1%	+16,6%
Autres	3,9	2,0	0,9%	0,5%	+44,7%
Total	428,3	418,0	100,0%	100,0 %	+3,9%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Champagne-Ardenne en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Corse	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 299 552 habitants. Taux de chômage (2008) : 8%. Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 31.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Corse	Métropole
Dépenses réelles totales *	645 878	6,3%			100,0%	100,0%	2 156	418
Dépenses de fonctionnement (1)	390 160	4,2%			100,0%	60,4%	1 302	257
- Charges à caractère général	32 192	50,1%			8,3%		107	26
- Frais de personnel	47 701	16,6%			12,2%		159	41
- Autres charges d'activité	297 580	-0,9%			76,3%		993	177
- Intérêts de la dette	12 200	8,9%			3,1%		41	11
- Autres	487	-32,4%			0,1%		2	2
Dépenses d'investissement *	255 718	9,8%			100,0%	39,6%	854	161
- Subventions versées (6)	96 411	10,9%			37,7%		322	91
- Remboursement de dette * (4)	7 200	4,4%			2,8%		24	15
- Dépenses d'équipement brut	152 107	9,4%			59,5%		508	53
- Autres	0	s.o%			0%		0	2
Recettes réelles totales *	645 878	6,3%			100,0%	100,0%	2 156	418
Recettes de fonctionnement (2)	509 472	7,6%			100,0%	78,9%	1 701	321
- Recettes fiscales	160 726	21,8%			31,5%		537	179
- Produit 3 taxes	3 008	4,8%			0,6%		10	73
- Cartes grises	9 000	0%			1,8%		30	31
- Permis de conduire	180	0%			0%		1	0
- TIPP	39 177	2%			7,7%		131	61
- CDA	0	s.o%			0%		0	10
- Autres	109 361	34,2%			21,5%		365	4
- Dotations et subventions reçues	347 395	2,5%			68,2%		1 160	139
- DGF	34 314	24,7%			6,7%		115	84
- Dotation formation professionnelle	12 537	4,5%			2,5%		42	29
- DGD	89 881	-67,5%			17,6%		300	8
- Compensations fiscales	13 174	6,6%			2,6%		44	3
- Autres	1 351	-51,5%			0,3%		5	3
Recettes d'investissement *	136 407	2%			100,0%	21,1%	455	97
- Dotations et subventions reçues	107 877	28,8%			79,1%		360	24
- FCTVA	37 208	57%			27,3%		124	8
- DRES	0	s.o%			0%		0	9
- Emprunts *	27 000	-46%			19,8%		90	69
- Autres	1 530	s.o%			1,1%		5	4

Financement par l'épargne	Corse	Corse (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Corse	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	131 511	25,8%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	1 110	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	119 311	23,4%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	11,6%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	112 111	22%	15,2%	Annuité de la dette	65	26
Epargne disponible :(5)-(6)	15 700	3,1%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	7,2%	9,7%

Fiscalité	Corse	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Corse	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	67,2	111,3
- Taux foncier bâti	1,02%	0%	2,65%	- dont direct	26,5	80,3
- Taux foncier non bâti	6,24%	0%	6,64%	- dont indirect	40,7	31
- Taux taxe professionnelle	s.o%	s.o%	2,83%	Pression fiscale globale	0,6	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	33	0%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	27	0%	36,5			

La collectivité territoriale de Corse est une collectivité à statut particulier.

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, CDA : Contribution au développement de l'apprentissage, DGF : Dotation globale de fonctionnement, DGD : Dotation générale de décentralisation, FCTVA : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, DRES : Dotation régionale pour équipements scolaires, s.o : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Franche-Comté

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 187 665 habitants.

Taux de chômage (2008) : 7,6%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 33,2.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Franche-Comté	Métropole
Dépenses réelles totales *	509 995	7,5%			100,0%	100,0%	429	418
Dépenses de fonctionnement (1)	321 718	5,9%			100,0%	63,1%	271	257
- Charges à caractère général	16 343	-1,9%			5,1%		14	26
- Frais de personnel	62 533	14%			19,4%		53	41
- Autres charges d'activité	235 095	4,2%			73,1%		198	177
- Intérêts de la dette	7 200	22%			2,2%		6	11
- Autres	546	-33,3%			0,2%		0	2
Dépenses d'investissement *	188 277	10,3%			100,0%	36,9%	159	161
- Subventions versées (6)	122 759	18,4%			65,2%		103	91
- Remboursement de dette * (4)	11 500	-18,4%			6,1%		10	15
- Dépenses d'équipement brut	52 480	1,5%			27,9%		44	53
- Autres	1 538	28%			0,8%		1	2
Recettes réelles totales *	509 995	7,5%				100,0%	429	418
Recettes de fonctionnement (2)	412 628	5,8%			100,0%	80,9%	347	321
- Recettes fiscales	231 300	8,3%			56,1%		195	179
- Produit 3 taxes	105 500	3,8%			25,6%		89	73
- Cartes grises	35 500	2,9%			8,6%		30	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	77 500	14,8%			18,8%		65	61
- CDA	12 800	28%			3,1%		11	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	180 623	2,5%			43,8%		152	139
- DGF	116 300	1,7%			28,2%		98	84
- Dotation formation professionnelle	43 600	9,5%			10,6%		37	29
- DGD	8 800	-20%			2,1%		7	8
- Compensations fiscales	3 400	-5,6%			0,8%		3	3
- Autres	705	314,7%			0,2%		1	3
Recettes d'investissement *	97 367	15,2%			100,0%	19,1%	82	97
- Dotations et subventions reçues	30 055	20,2%			30,9%		25	24
- FCTVA	8 400	-6,7%			8,6%		7	8
- DRES	16 200	1,3%			16,6%		14	9
- Emprunts *	64 722	9,4%			66,5%		54	69
- Autres	2 590	564,1%			2,7%		2	4

Financement par l'épargne	Franche-Comté	Franche-Comté (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Franche-Comté	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	98 110	23,8%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	120	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	90 910	22%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	13,1%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	79 410	19,2%	15,2%	Annuité de la dette	16	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-43 349	-10,5%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	-6,5%	9,7%

Fiscalité	Franche-Comté	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Franche-Comté	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	112,5	111,3
- Taux foncier bâti	3,92%	0%	2,65%	- dont direct	78,3	80,3
- Taux foncier non bâti	10,24%	0%	6,64%	- dont indirect	34,1	31
- Taux taxe professionnelle	3,11%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,11	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	32	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Franche-Comté

Définitions

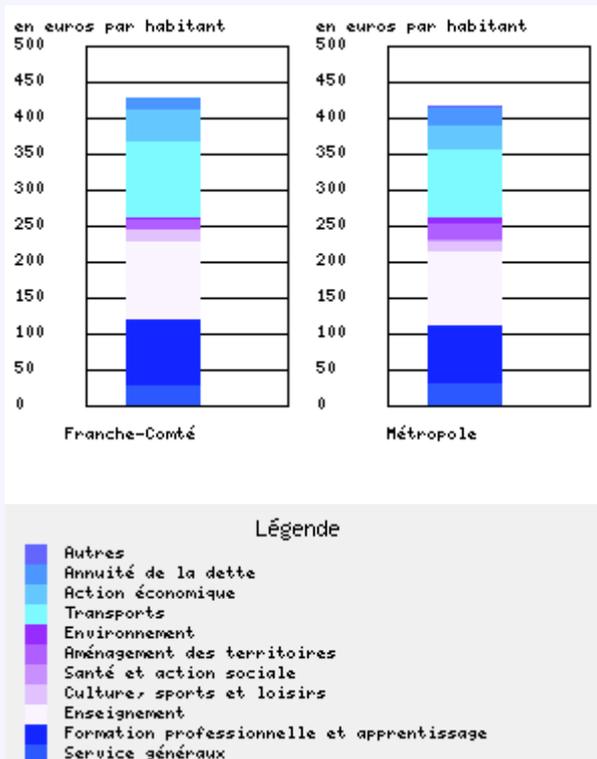


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 187 665 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en %
	Franche-Comté	Métropole	Franche-Comté	Métropole	2009 / 2008
Services généraux	28,5	32,1	6,6%	7,7%	+4,2%
Formation professionnelle et apprentissage	92,3	80,4	21,5%	19,2%	+3,5%
- dont formation professionnelle	33,4	34,2	7,8%	8,2%	-2,0%
- dont apprentissage	41,0	31,6	9,6%	7,6%	+6,3%
Enseignement	109,6	101,8	25,5%	24,3%	+8,3%
- dont lycées publics	54,8	79,5	12,8%	19,0%	+7,2%
- dont lycées privés	6,6	6,8	1,5%	1,6%	-6,9%
- dont enseignement supérieur	3,4	5,8	0,8%	1,4%	+5,3%
Culture, sport et loisirs	14,9	14,7	3,5%	3,5%	-9,0%
Santé et action sociale	0,6	2,5	0,1%	0,6%	+78,0%
Aménagement des territoires	12,5	21,5	2,9%	5,2%	+25,4%
- dont agglomérations et villes	7,1	3,4	1,7%	0,8%	+16,9%
- dont espace rural	1,6	6,2	0,4%	1,5%	+9,9%
- dont habitat	0,4	4,8	0,1%	1,1%	+0,0%
Environnement	4,9	9,5	1,1%	2,3%	+18,0%
- dont politique de l'eau	0,6	2,2	0,1%	0,5%	-5,4%
- dont politique de l'énergie	3,0	2,6	0,7%	0,6%	+24,4%
- dont patrimoine naturel	0,6	1,8	0,1%	0,4%	+1,9%
Transports	105,5	95,4	24,6%	22,8%	+5,3%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	56,4	51,7	13,1%	12,4%	-2,1%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	37,3	11,0	8,7%	2,6%	-1,0%
Action économique	44,3	32,5	10,3%	7,8%	+33,8%
Annuité de la dette *	15,7	25,5	3,7%	6,1%	-6,5%
Autres	0,5	2,0	0,1%	0,5%	-33,2%
Total	429,4	418,0	100,0%	100,0%	+7,5%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Franche-Comté en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Languedoc-Roussillon

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 589 704 habitants.

Taux de chômage (2008) : 11,2%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 29,1.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Languedoc- Roussillon	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 094 604	0,7%		100,0%	423	418
Dépenses de fonctionnement (1)	617 041	6,4%		100,0%	238	257
- Charges à caractère général	96 907	0,6%		15,7%	37	26
- Frais de personnel	103 195	15,1%		16,7%	40	41
- Autres charges d'activité	393 706	5%		63,8%	152	177
- Intérêts de la dette	22 534	29,9%		3,7%	9	11
- Autres	700	-56,9%		0,1%	0	2
Dépenses d'investissement *	477 563	-5,8%		100,0%	184	161
- Subventions versées (6)	195 405	-16,6%		40,9%	75	91
- Remboursement de dette * (4)	38 288	16,6%		8%	15	15
- Dépenses d'équipement brut	223 855	-2,2%		46,9%	86	53
- Autres	20 015	83,6%		4,2%	8	2
Recettes réelles totales *	1 094 604	0,7%		100,0%	423	418
Recettes de fonctionnement (2)	813 729	4,6%		100,0%	314	321
- Recettes fiscales	454 667	3%		55,9%	176	179
- Produit 3 taxes	222 667	5,7%		27,4%	86	73
- Cartes grises	79 900	0%		9,8%	31	31
- Permis de conduire	0	s.o%		0%	0	0
- TIPP	127 500	0%		15,7%	49	61
- CDA	24 600	6,5%		3%	9	10
- Autres	0	s.o%		0%	0	4
- Dotations et subventions reçues	343 988	3,1%		42,3%	133	139
- DGF	228 002	3,9%		28%	88	84
- Dotation formation professionnelle	81 091	1,2%		10%	31	29
- DGD	15 005	18,4%		1,8%	6	8
- Compensations fiscales	9 030	-13,5%		1,1%	3	3
- Autres	15 074	377,5%		1,9%	6	3
Recettes d'investissement *	280 875	-9,1%		100,0%	108	97
- Dotations et subventions reçues	58 755	48,2%		20,9%	23	24
- FCTVA	30 600	49,3%		10,9%	12	8
- DRES	19 155	0%		6,8%	7	9
- Emprunts *	220 000	-15%		78,3%	85	69
- Autres	2 120	-80%		0,8%	1	4

Financement par l'épargne	Languedoc- Roussillon	Languedoc- Roussillon (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Languedoc- Roussillon	Métropole
Epargne de gestion : (2)-(1)-intérêts)	219 222	26,9%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	187	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	196 688	24,2%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	44,2%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	158 400	19,5%	15,2%	Annuité de la dette	23	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-37 005	-4,5%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	21,2%	9,7%

Fiscalité	Languedoc- Roussillon	Croissance en % : 2009 /2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Languedoc- Roussillon	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	91,8	111,3
- Taux foncier bâti	4,86%	1,9%	2,65%	- dont direct	58,6	80,3
- Taux foncier non bâti	5,37%	0%	6,64%	- dont indirect	33,2	31
- Taux taxe professionnelle	4,3%	1,9%	2,83%	Pression fiscale globale	1,4	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en €par cheval-vapeur)	34	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, CDA : Contribution au développement de l'apprentissage, DGF : Dotation globale de fonctionnement, DGD : Dotation générale de décentralisation, FCTVA : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, DRES : Dotation régionale pour équipements scolaires, s.o : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Languedoc-Roussillon

Définitions

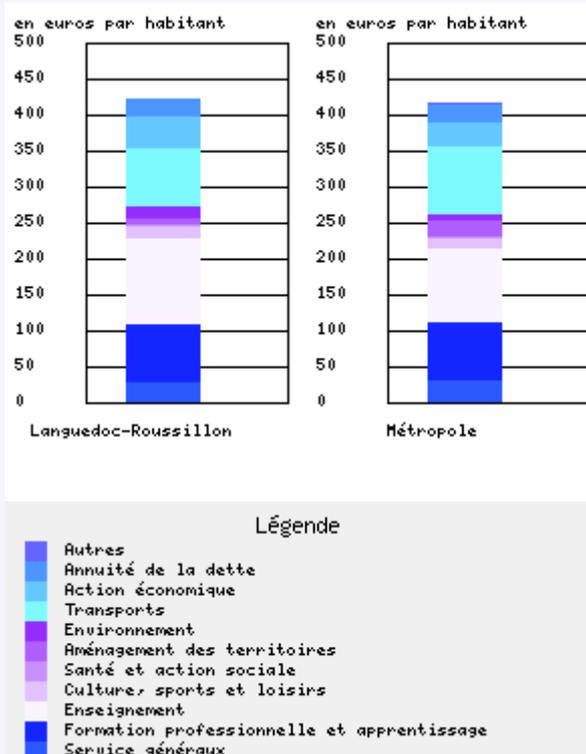


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 589 704 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Languedoc-Roussillon	Métropole	Languedoc-Roussillon	Métropole	
Services généraux	28,2	32,1	6,7%	7,7%	+4,5%
Formation professionnelle et apprentissage	81,0	80,4	19,2%	19,2%	+4,2%
- dont formation professionnelle	41,0	34,2	9,7%	8,2%	+0,7%
- dont apprentissage	28,1	31,6	6,6%	7,6%	+12,2%
Enseignement	118,8	101,8	28,1%	24,3%	-2,6%
- dont lycées publics	109,3	79,5	25,9%	19,0%	-1,9%
- dont lycées privés	4,9	6,8	1,2%	1,6%	+0,8%
- dont enseignement supérieur	2,1	5,8	0,5%	1,4%	-41,0%
Culture, sport et loisirs	18,7	14,7	4,4%	3,5%	+12,0%
Santé et action sociale	1,0	2,5	0,2%	0,6%	-2,7%
Aménagement des territoires	9,9	21,5	2,3%	5,2%	+7,6%
- dont agglomérations et villes	1,3	3,4	0,3%	0,8%	+6,5%
- dont espace rural	2,8	6,2	0,7%	1,5%	-18,0%
- dont habitat	3,5	4,8	0,8%	1,1%	+46,1%
Environnement	16,7	9,5	4,0%	2,3%	+51,4%
- dont politique de l'eau	5,7	2,2	1,4%	0,5%	+155,9%
- dont politique de l'énergie	6,3	2,6	1,5%	0,6%	+83,5%
- dont patrimoine naturel	2,7	1,8	0,6%	0,4%	-0,7%
Transports	80,6	95,4	19,1%	22,8%	-12,8%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	44,0	51,7	10,4%	12,4%	-23,1%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	4,9	11,0	1,2%	2,6%	-43,4%
Action économique	44,0	32,5	10,4%	7,8%	+2,7%
Annuité de la dette *	23,5	25,5	5,6%	6,1%	+21,2%
Autres	0,3	2,0	0,1%	0,5%	-29,6%
Total	422,7	418,0	100,0%	100,0 %	+0,7%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Languedoc-Roussillon en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Limousin

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 753 537 habitants.

Taux de chômage (2008) : 6,5%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 29,9.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Limousin	Métropole
Dépenses réelles totales *	447 900	3,2%			100,0%	100,0%	594	418
Dépenses de fonctionnement (1)	302 276	4,1%			100,0%	67,5%	401	257
- Charges à caractère général	21 328	-1,2%			7,1%		28	26
- Frais de personnel	54 123	20,5%			17,9%		72	41
- Autres charges d'activité	214 832	0%			71,1%		285	177
- Intérêts de la dette	11 300	37%			3,7%		15	11
- Autres	693	0,3%			0,2%		1	2
Dépenses d'investissement *	145 624	1,3%			100,0%	32,5%	193	161
- Subventions versées (6)	82 820	-9,4%			56,9%		110	91
- Remboursement de dette * (4)	15 500	22%			10,6%		21	15
- Dépenses d'équipement brut	42 630	7,7%			29,3%		57	53
- Autres	4 675	13218,2%			3,2%		6	2
Recettes réelles totales *	447 900	3,2%				100,0%	594	418
Recettes de fonctionnement (2)	336 494	-0,6%			100,0%	75,1%	447	321
- Recettes fiscales	158 870	6,2%			47,2%		211	179
- Produit 3 taxes	66 300	7,1%			19,7%		88	73
- Cartes grises	20 000	-4,8%			5,9%		27	31
- Permis de conduire	270	-10%			0,1%		0	0
- TIPP	72 300	8,9%			21,5%		96	61
- CDA	0	s.o%			0%		0	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	172 698	-6,9%			51,3%		229	139
- DGF	111 703	-1,6%			33,2%		148	84
- Dotation formation professionnelle	9 750	8,3%			2,9%		13	29
- DGD	6 925	0,1%			2,1%		9	8
- Compensations fiscales	4 634	-25,1%			1,4%		6	3
- Autres	4 926	41,7%			1,5%		7	3
Recettes d'investissement *	111 406	16,6%			100,0%	24,9%	148	97
- Dotations et subventions reçues	22 196	61,8%			19,9%		29	24
- FCTVA	4 000	6,2%			3,6%		5	8
- DRES	6 760	-2,7%			6,1%		9	9
- Emprunts *	85 960	7,5%			77,2%		114	69
- Autres	3 250	81,1%			2,9%		4	4

Financement par l'épargne	Limousin	Limousin (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Limousin	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	45 518	13,5%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	273	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	34 218	10,2%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	31%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	18 718	5,6%	15,2%	Annuité de la dette	36	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-64 102	-19%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	27,9%	9,7%

Fiscalité	Limousin	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Limousin	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	88,7	111,3
- Taux foncier bâti	4,1%	4,1%	2,65%	- dont direct	61,2	80,3
- Taux foncier non bâti	15,98%	4%	6,64%	- dont indirect	27,5	31
- Taux taxe professionnelle	4,35%	6,1%	2,83%	Pression fiscale globale	1,36	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	26,7	-5,9%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	35,3	6,1%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Limousin

Définitions

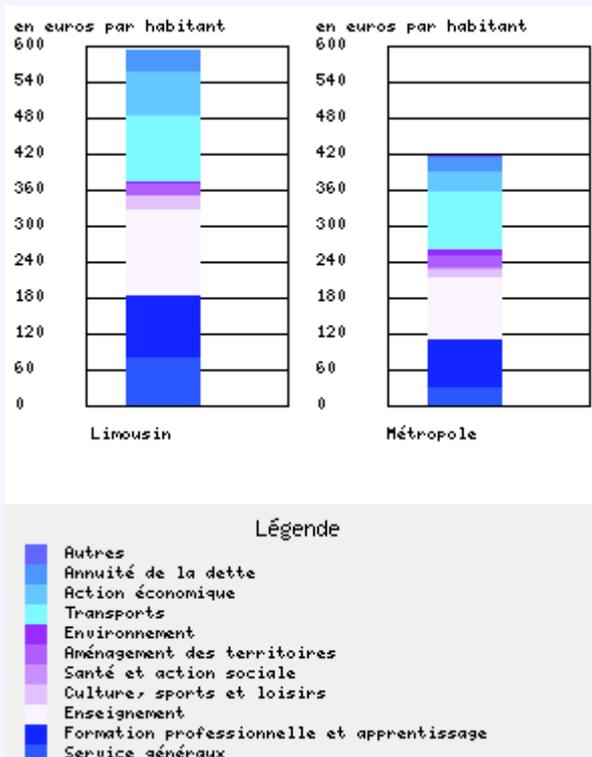


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 753 537 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Limousin	Métropole	Limousin	Métropole	
Services généraux	82,0	32,1	13,8%	7,7%	+4,8%
Formation professionnelle et apprentissage	102,3	80,4	17,2%	19,2%	+0,2%
- dont formation professionnelle	58,2	34,2	9,8%	8,2%	-0,0%
- dont apprentissage	27,7	31,6	4,7%	7,6%	-0,6%
Enseignement	144,1	101,8	24,2%	24,3%	+7,8%
- dont lycées publics	118,7	79,5	20,0%	19,0%	+10,6%
- dont lycées privés	2,3	6,8	0,4%	1,6%	+21,4%
- dont enseignement supérieur	17,1	5,8	2,9%	1,4%	-8,0%
Culture, sport et loisirs	23,1	14,7	3,9%	3,5%	+7,7%
Santé et action sociale	1,1	2,5	0,2%	0,6%	+11,5%
Aménagement des territoires	18,9	21,5	3,2%	5,2%	+6,5%
- dont agglomérations et villes	3,2	3,4	0,5%	0,8%	-36,2%
- dont espace rural	9,8	6,2	1,7%	1,5%	+39,0%
- dont habitat	5,0	4,8	0,8%	1,1%	+16,1%
Environnement	4,9	9,5	0,8%	2,3%	+18,8%
- dont politique de l'eau	1,2	2,2	0,2%	0,5%	+14,3%
- dont politique de l'énergie	2,1	2,6	0,4%	0,6%	+57,5%
- dont patrimoine naturel	0,4	1,8	0,1%	0,4%	-2,9%
Transports	108,1	95,4	18,2%	22,8%	-4,4%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	83,8	51,7	14,1%	12,4%	-5,3%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	1,4	11,0	0,2%	2,6%	-28,2%
Action économique	73,5	32,5	12,4%	7,8%	-3,3%
Annuité de la dette *	35,6	25,5	6,0%	6,1%	+27,9%
Autres	0,8	2,0	0,1%	0,5%	+15,4%
Total	594,4	418,0	100,0%	100,0%	+3,2%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Limousin en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Lorraine

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 391 518 habitants.

Taux de chômage (2008) : 8,1%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 33,8.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Lorraine	Métropole
Dépenses réelles totales *	949 515	7,1%			100,0%	100,0%	397	418
Dépenses de fonctionnement (1)	657 725	7,5%			100,0%	69,3%	275	257
- Charges à caractère général	70 575	22,4%			10,7%		30	26
- Frais de personnel	121 821	24,5%			18,5%		51	41
- Autres charges d'activité	444 905	2%			67,6%		186	177
- Intérêts de la dette	19 545	1,8%			3%		8	11
- Autres	880	-10,8%			0,1%		0	2
Dépenses d'investissement *	291 790	6,3%			100,0%	30,7%	122	161
- Subventions versées (6)	179 598	-6,5%			61,6%		75	91
- Remboursement de dette * (4)	27 292	18,7%			9,4%		11	15
- Dépenses d'équipement brut	73 288	27,8%			25,1%		31	53
- Autres	11 612	466,4%			4%		5	2
Recettes réelles totales *	949 515	7,1%			100,0%	100,0%	397	418
Recettes de fonctionnement (2)	758 345	2,8%			100,0%	79,9%	317	321
- Recettes fiscales	416 335	5,3%			54,9%		174	179
- Produit 3 taxes	161 242	2,2%			21,3%		67	73
- Cartes grises	67 000	1,4%			8,8%		28	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	158 093	8,6%			20,8%		66	61
- CDA	30 000	15,8%			4%		13	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	340 884	0%			45%		143	139
- DGF	216 956	1,6%			28,6%		91	84
- Dotation formation professionnelle	61 127	-13,3%			8,1%		26	29
- DGD	26 075	-14,4%			3,4%		11	8
- Compensations fiscales	4 882	-26%			0,6%		2	3
- Autres	1 126	-9,2%			0,1%		0	3
Recettes d'investissement *	191 170	28,3%			100,0%	20,1%	80	97
- Dotations et subventions reçues	48 484	37,2%			25,4%		20	24
- FCTVA	20 124	157,7%			10,5%		8	8
- DRES	22 748	0,5%			11,9%		10	9
- Emprunts *	142 039	25,7%			74,3%		59	69
- Autres	647	-7,6%			0,3%		0	4

Financement par l'épargne	Lorraine	Lorraine (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Lorraine	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	120 165	15,8%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	212	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	100 620	13,3%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	17,2%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	73 328	9,7%	15,2%	Annuité de la dette	20	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-106 270	-14%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	11%	9,7%

Fiscalité	Lorraine	Croissance en % : 2009 /2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Lorraine	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	111,1	111,3
- Taux foncier bâti	2,73%	0%	2,65%	- dont direct	79,1	80,3
- Taux foncier non bâti	8,23%	0%	6,64%	- dont indirect	32	31
- Taux taxe professionnelle	2,59%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	0,93	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	32	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Lorraine

Définitions

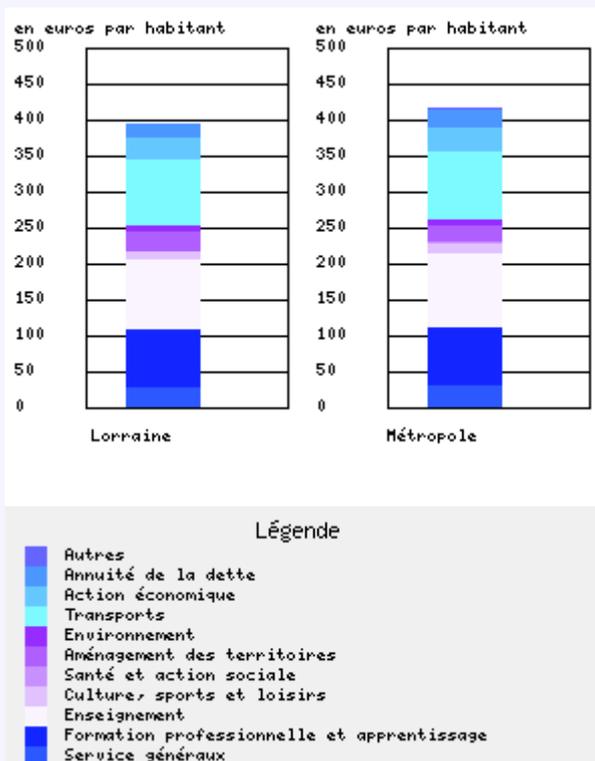


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 391 518 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Lorraine	Métropole	Lorraine	Métropole	
Services généraux	28,2	32,1	7,1%	7,7%	+17,0%
Formation professionnelle et apprentissage	82,3	80,4	20,7%	19,2%	+8,2%
- dont formation professionnelle	34,8	34,2	8,8%	8,2%	+13,2%
- dont apprentissage	28,9	31,6	7,3%	7,6%	+2,9%
Enseignement	96,0	101,8	24,2%	24,3%	+8,2%
- dont lycées publics	76,3	79,5	19,2%	19,0%	+11,5%
- dont lycées privés	5,2	6,8	1,3%	1,6%	+12,0%
- dont enseignement supérieur	7,1	5,8	1,8%	1,4%	-9,3%
Culture, sport et loisirs	10,6	14,7	2,7%	3,5%	-24,4%
Santé et action sociale	0,7	2,5	0,2%	0,6%	-66,2%
Aménagement des territoires	29,4	21,5	7,4%	5,2%	+22,9%
- dont agglomérations et villes	2,6	3,4	0,7%	0,8%	-26,5%
- dont espace rural	20,2	6,2	5,1%	1,5%	+28,6%
- dont habitat	0,0	4,8	0,0%	1,1%	s.o%
Environnement	7,5	9,5	1,9%	2,3%	+29,5%
- dont politique de l'eau	0,0	2,2	0,0%	0,5%	s.o%
- dont politique de l'énergie	3,6	2,6	0,9%	0,6%	+66,2%
- dont patrimoine naturel	0,5	1,8	0,1%	0,4%	+0,0%
Transports	90,2	95,4	22,7%	22,8%	+2,9%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	79,9	51,7	20,1%	12,4%	+8,2%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	4,0	11,0	1,0%	2,6%	+19,4%
Action économique	32,3	32,5	8,1%	7,8%	+6,9%
Annuité de la dette *	19,6	25,5	4,9%	6,1%	+11,0%
Autres	0,4	2,0	0,1%	0,5%	-10,9%
Total	397,0	418,0	100,0%	100,0%	+7,1%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Lorraine en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Midi-Pyrénées	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 856 643 habitants.	
Taux de chômage (2008) : 7,9%.	
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 28,4.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Midi-Pyrénées	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 218 804	2,3%			100,0%	100,0%	427	418
Dépenses de fonctionnement (1)	669 685	4,6%			100,0%	54,9%	234	257
- Charges à caractère général	67 693	2%			10,1%		24	26
- Frais de personnel	120 653	-1%			18%		42	41
- Autres charges d'activité	470 534	5,2%			70,3%		165	177
- Intérêts de la dette	10 000	164%			1,5%		4	11
- Autres	805	-5,6%			0,1%		0	2
Dépenses d'investissement *	549 120	-0,4%			100,0%	45,1%	192	161
- Subventions versées (6)	376 490	19,9%			68,6%		132	91
- Remboursement de dette * (4)	7 000	0%			1,3%		2	15
- Dépenses d'équipement brut	163 107	-28%			29,7%		57	53
- Autres	2 523	-35,1%			0,5%		1	2
Recettes réelles totales *	1 218 804	2,3%				100,0%	427	418
Recettes de fonctionnement (2)	921 459	3,8%			100,0%	75,6%	323	321
- Recettes fiscales	542 325	6,6%			58,9%		190	179
- Produit 3 taxes	275 325	6,4%			29,9%		96	73
- Cartes grises	85 000	13,3%			9,2%		30	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	156 000	4,7%			16,9%		55	61
- CDA	26 000	0%			2,8%		9	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	370 076	-0,7%			40,2%		130	139
- DGF	250 283	3,4%			27,2%		88	84
- Dotation formation professionnelle	81 072	15%			8,8%		28	29
- DGD	12 707	-22,4%			1,4%		4	8
- Compensations fiscales	11 514	-10,5%			1,2%		4	3
- Autres	9 059	58,6%			1%		3	3
Recettes d'investissement *	297 345	-2,3%			100,0%	24,4%	104	97
- Dotations et subventions reçues	54 307	4,9%			18,3%		19	24
- FCTVA	30 000	25%			10,1%		11	8
- DRES	20 704	0%			7%		7	9
- Emprunts *	235 776	-4,3%			79,3%		83	69
- Autres	7 262	20,2%			2,4%		3	4

Financement par l'épargne	Midi-Pyrénées	Midi-Pyrénées (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Midi-Pyrénées	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	261 775	28,4%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	67	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	251 775	27,3%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	143,1%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	244 775	26,6%	15,2%	Annuité de la dette	6	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-131 715	-14,3%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	57,6%	9,7%

Fiscalité	Midi-Pyrénées	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Midi-Pyrénées	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	98,5	111,3
- Taux foncier bâti	4,72%	2,8%	2,65%	- dont direct	66,5	80,3
- Taux foncier non bâti	11,23%	2,8%	6,64%	- dont indirect	32	31
- Taux taxe professionnelle	4,12%	2,7%	2,83%	Pression fiscale globale	1,37	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	34	13,3%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Midi-Pyrénées

Définitions

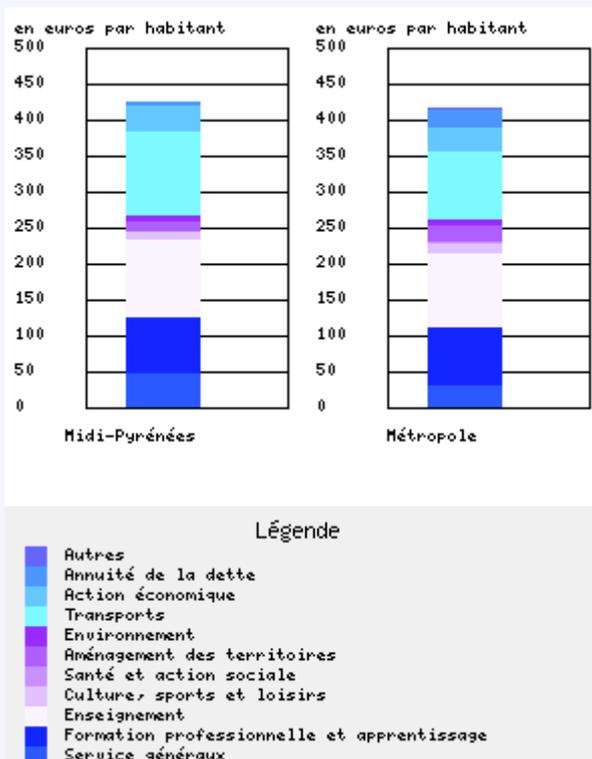


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 2 856 643 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en %
	Midi-Pyrénées	Métropole	Midi-Pyrénées	Métropole	2009 / 2008
Services généraux	48,3	32,1	11,3%	7,7%	-0,8%
Formation professionnelle et apprentissage	77,0	80,4	18,0%	19,2%	+6,7%
- dont formation professionnelle	32,4	34,2	7,6%	8,2%	+2,9%
- dont apprentissage	27,7	31,6	6,5%	7,6%	+15,0%
Enseignement	108,6	101,8	25,5%	24,3%	-14,5%
- dont lycées publics	92,1	79,5	21,6%	19,0%	-13,5%
- dont lycées privés	5,0	6,8	1,2%	1,6%	+0,9%
- dont enseignement supérieur	7,3	5,8	1,7%	1,4%	-39,4%
Culture, sport et loisirs	11,5	14,7	2,7%	3,5%	-6,3%
Santé et action sociale	0,7	2,5	0,2%	0,6%	-42,6%
Aménagement des territoires	13,8	21,5	3,2%	5,2%	-20,1%
- dont agglomérations et villes	3,3	3,4	0,8%	0,8%	+49,2%
- dont espace rural	4,8	6,2	1,1%	1,5%	-31,0%
- dont habitat	0,3	4,8	0,1%	1,1%	-8,3%
Environnement	7,1	9,5	1,7%	2,3%	-10,0%
- dont politique de l'eau	2,0	2,2	0,5%	0,5%	-17,5%
- dont politique de l'énergie	1,3	2,6	0,3%	0,6%	-26,3%
- dont patrimoine naturel	0,6	1,8	0,1%	0,4%	+57,3%
Transports	116,9	95,4	27,4%	22,8%	+25,0%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	59,9	51,7	14,1%	12,4%	+20,2%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	36,3	11,0	8,5%	2,6%	+81,9%
Action économique	36,6	32,5	8,6%	7,8%	+10,6%
Annuité de la dette *	6,0	25,5	1,4%	6,1%	+57,6%
Autres	0,3	2,0	0,1%	0,5%	-3,8%
Total	426,7	418,0	100,0%	100,0%	+2,3%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Midi-Pyrénées en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Nord-Pas-de-Calais

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 4 089 079 habitants.

Taux de chômage (2008) : 11,1%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 33,6.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Nord-Pas-de-Calais	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 941 665	3%	100,0%	100,0%	475	418
Dépenses de fonctionnement (1)	1 219 864	5,2%	100,0%	62,8%	298	257
- Charges à caractère général	115 483	9,6%	9,5%		28	26
- Frais de personnel	225 203	11,9%	18,5%		55	41
- Autres charges d'activité	790 407	1,2%	64,8%		193	177
- Intérêts de la dette	78 955	13,4%	6,5%		19	11
- Autres	9 816	349,4%	0,8%		2	2
Dépenses d'investissement *	721 801	-0,6%	100,0%	37,2%	177	161
- Subventions versées (6)	376 360	4,1%	52,1%		92	91
- Remboursement de dette * (4)	119 526	-4,2%	16,6%		29	15
- Dépenses d'équipement brut	222 492	-5,4%	30,8%		54	53
- Autres	3 423	-29,7%	0,5%		1	2
Recettes réelles totales *	1 941 665	3%	100,0%	100,0%	475	418
Recettes de fonctionnement (2)	1 415 284	3,8%	100,0%	72,9%	346	321
- Recettes fiscales	762 482	2,9%	53,9%		186	179
- Produit 3 taxes	378 723	2,7%	26,8%		93	73
- Cartes grises	98 000	1%	6,9%		24	31
- Permis de conduire	0	s.o%	0%		0	0
- TIPP	249 029	3,7%	17,6%		61	61
- CDA	36 730	4,4%	2,6%		9	10
- Autres	0	s.o%	0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	644 405	4,5%	45,5%		158	139
- DGF	378 092	2,4%	26,7%		92	84
- Dotation formation professionnelle	118 093	0,4%	8,3%		29	29
- DGD	51 817	13,5%	3,7%		13	8
- Compensations fiscales	15 188	-12,9%	1,1%		4	3
- Autres	8 397	35,9%	0,6%		2	3
Recettes d'investissement *	526 381	0,9%	100,0%	27,1%	129	97
- Dotations et subventions reçues	103 197	-2,1%	19,6%		25	24
- FCTVA	30 115	9,9%	5,7%		7	8
- DRES	41 885	0%	8%		10	9
- Emprunts *	420 359	1,8%	79,9%		103	69
- Autres	2 825	-21,4%	0,5%		1	4

Financement par l'épargne	Nord-Pas-de-Calais	Nord-Pas-de-Calais (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Nord-Pas-de-Calais	Métropole
Epargne de gestion : (2)-(1)-intérêts)	274 375	19,4%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	352	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	195 420	13,8%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	2,5%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	75 894	5,4%	15,2%	Annuité de la dette	49	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-300 465	-21,2%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	2,1%	9,7%

Fiscalité	Nord-Pas-de-Calais	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Nord-Pas-de-Calais	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	100,2	111,3
- Taux foncier bâti	3,83%	0%	2,65%	- dont direct	72,9	80,3
- Taux foncier non bâti	13%	0%	6,64%	- dont indirect	27,4	31
- Taux taxe professionnelle	3,81%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,24	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	32	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Nord-Pas-de-Calais

Définitions

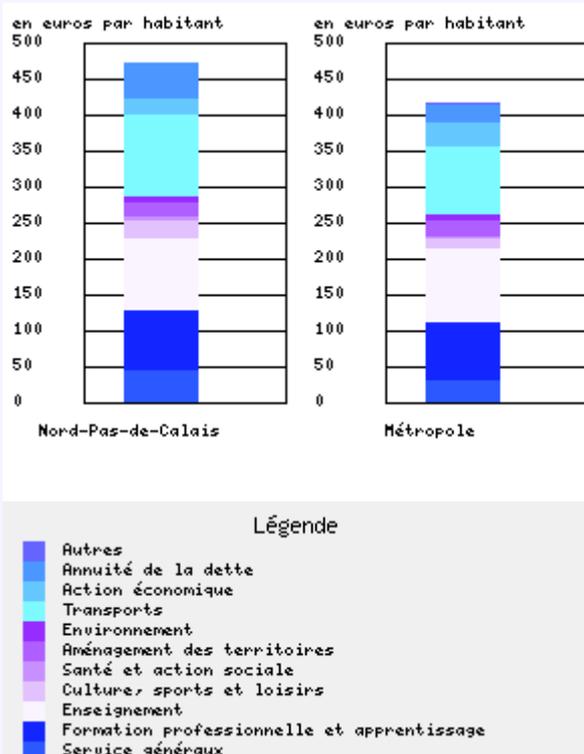


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 4 089 079 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Nord-Pas-de-Calais	Métropole	Nord-Pas-de-Calais	Métropole	
Services généraux	45,2	32,1	9,5%	7,7%	+18,6%
Formation professionnelle et apprentissage	82,7	80,4	17,4%	19,2%	+8,3%
- dont formation professionnelle	41,9	34,2	8,8%	8,2%	+0,2%
- dont apprentissage	26,7	31,6	5,6%	7,6%	+28,1%
Enseignement	100,8	101,8	21,2%	24,3%	+1,7%
- dont lycées publics	82,5	79,5	17,4%	19,0%	+2,8%
- dont lycées privés	10,2	6,8	2,2%	1,6%	-6,8%
- dont enseignement supérieur	2,6	5,8	0,5%	1,4%	-0,5%
Culture, sport et loisirs	25,6	14,7	5,4%	3,5%	-6,2%
Santé et action sociale	4,6	2,5	1,0%	0,6%	-9,5%
Aménagement des territoires	20,8	21,5	4,4%	5,2%	-2,6%
- dont agglomérations et villes	0,4	3,4	0,1%	0,8%	-83,0%
- dont espace rural	6,8	6,2	1,4%	1,5%	+10,0%
- dont habitat	0,0	4,8	0,0%	1,1%	-97,0%
Environnement	6,7	9,5	1,4%	2,3%	+2,3%
- dont politique de l'eau	0,1	2,2	0,0%	0,5%	-25,6%
- dont politique de l'énergie	1,3	2,6	0,3%	0,6%	-14,7%
- dont patrimoine naturel	1,3	1,8	0,3%	0,4%	-13,0%
Transports	114,4	95,4	24,1%	22,8%	-0,6%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	69,9	51,7	14,7%	12,4%	-1,6%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	8,4	11,0	1,8%	2,6%	-12,5%
Action économique	23,0	32,5	4,9%	7,8%	-3,4%
Annuité de la dette *	48,5	25,5	10,2%	6,1%	+2,1%
Autres	2,4	2,0	0,5%	0,5%	+208,8%
Total	474,8	418,0	100,0%	100,0 %	+3,0%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Nord-Pas-de-Calais en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Basse-Normandie	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 501 308 habitants.	
Taux de chômage (2008) : 7,7%.	
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 28,5.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Basse-Normandie	Métropole
Dépenses réelles totales *	622 161	3,6%	100,0%	100,0%	414	418
Dépenses de fonctionnement (1)	406 165	3,9%	100,0%	65,3%	271	257
- Charges à caractère général	61 283	41,7%	15,1%		41	26
- Frais de personnel	66 758	11,2%	16,4%		44	41
- Autres charges d'activité	268 029	-3,4%	66%		179	177
- Intérêts de la dette	9 619	7,2%	2,4%		6	11
- Autres	477	-54,4%	0,1%		0	2
Dépenses d'investissement *	215 996	2,9%	100,0%	34,7%	144	161
- Subventions versées (6)	144 455	-8,3%	66,9%		96	91
- Remboursement de dette * (4)	9 465	9,7%	4,4%		6	15
- Dépenses d'équipement brut	57 412	46,5%	26,6%		38	53
- Autres	4 663	2,6%	2,2%		3	2
Recettes réelles totales *	622 161	3,6%	100,0%	100,0%	414	418
Recettes de fonctionnement (2)	496 275	0,7%	100,0%	79,8%	331	321
- Recettes fiscales	289 408	3,9%	58,3%		193	179
- Produit 3 taxes	140 770	3,9%	28,4%		94	73
- Cartes grises	37 000	2,8%	7,5%		25	31
- Permis de conduire	0	s.o%	0%		0	0
- TIPP	94 138	4,6%	19%		63	61
- CDA	17 500	2,9%	3,5%		12	10
- Autres	0	s.o%	0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	205 498	0,6%	41,4%		137	139
- DGF	116 323	0,1%	23,4%		77	84
- Dotation formation professionnelle	48 771	-0,2%	9,8%		32	29
- DGD	4 845	-0,9%	1%		3	8
- Compensations fiscales	5 349	-11,1%	1,1%		4	3
- Autres	1 369	-86,7%	0,3%		1	3
Recettes d'investissement *	125 886	16,8%	100,0%	20,2%	84	97
- Dotations et subventions reçues	30 843	0,1%	24,5%		21	24
- FCTVA	12 000	-7,7%	9,5%		8	8
- DRES	12 780	0%	10,2%		9	9
- Emprunts *	87 997	24,8%	69,9%		59	69
- Autres	7 045	9,2%	5,6%		5	4

Financement par l'épargne	Basse-Normandie	Basse-Normandie (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Basse-Normandie	Métropole
Epargne de gestion : (2)-(1)-intérêts)	99 728	20,1%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	111	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	90 110	18,2%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	-10,1%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	80 644	16,2%	15,2%	Annuité de la dette	13	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-63 811	-12,9%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	8,4%	9,7%

Fiscalité	Basse-Normandie	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Basse-Normandie	Métropole
Fiscalité directe				Potentiel fiscal total (en €/habitant)	104,1	111,3
- Taux foncier bâti	5,29%	0%	2,65%	- dont direct	73,8	80,3
- Taux foncier non bâti	7,16%	0%	6,64%	- dont indirect	30,3	31
- Taux taxe professionnelle	3,18%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,21	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	29,7	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Basse-Normandie

Définitions

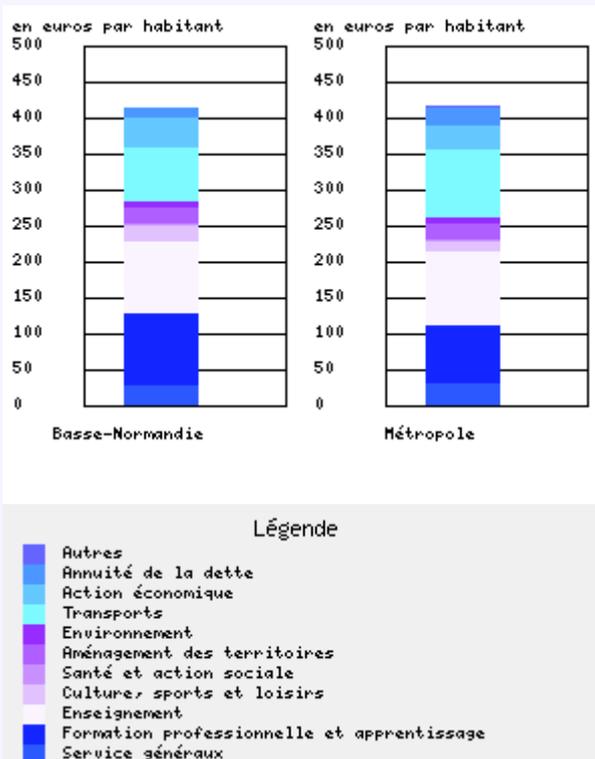


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 501 308 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Basse-Normandie	Métropole	Basse-Normandie	Métropole	
Services généraux	30,1	32,1	7,3%	7,7%	+5,3%
Formation professionnelle et apprentissage	98,9	80,4	23,9%	19,2%	+0,4%
- dont formation professionnelle	43,2	34,2	10,4%	8,2%	-6,2%
- dont apprentissage	37,4	31,6	9,0%	7,6%	+2,5%
Enseignement	101,1	101,8	24,4%	24,3%	+19,1%
- dont lycées publics	84,4	79,5	20,4%	19,0%	+21,9%
- dont lycées privés	6,7	6,8	1,6%	1,6%	-0,5%
- dont enseignement supérieur	5,5	5,8	1,3%	1,4%	+19,0%
Culture, sport et loisirs	22,0	14,7	5,3%	3,5%	+0,4%
Santé et action sociale	2,6	2,5	0,6%	0,6%	-2,5%
Aménagement des territoires	21,7	21,5	5,2%	5,2%	+15,7%
- dont agglomérations et villes	4,4	3,4	1,1%	0,8%	+70,2%
- dont espace rural	5,2	6,2	1,3%	1,5%	+9,0%
- dont habitat	0,7	4,8	0,2%	1,1%	-16,0%
Environnement	9,0	9,5	2,2%	2,3%	-3,9%
- dont politique de l'eau	1,6	2,2	0,4%	0,5%	-7,1%
- dont politique de l'énergie	3,5	2,6	0,9%	0,6%	+40,2%
- dont patrimoine naturel	2,8	1,8	0,7%	0,4%	-29,4%
Transports	74,2	95,4	17,9%	22,8%	-10,2%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	38,0	51,7	9,2%	12,4%	+25,1%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	17,6	11,0	4,2%	2,6%	-32,7%
Action économique	41,8	32,5	10,1%	7,8%	+2,9%
Annuité de la dette *	12,7	25,5	3,1%	6,1%	+8,4%
Autres	0,3	2,0	0,1%	0,5%	-44,8%
Total	414,4	418,0	100,0%	100,0%	+3,6%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Basse-Normandie en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Haute-Normandie	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 851 344 habitants.	
Taux de chômage (2008) : 8,6%.	
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 33,8.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Haute-Normandie	Métropole
Dépenses réelles totales *	909 273	0,4%	100,0%	100,0%	491	418
Dépenses de fonctionnement (1)	502 191	6,7%	100,0%	55,2%	271	257
- Charges à caractère général	61 875	-3,5%	12,3%		33	26
- Frais de personnel	99 618	17,1%	19,8%		54	41
- Autres charges d'activité	330 287	5,2%	65,8%		178	177
- Intérêts de la dette	8 500	51,8%	1,7%		5	11
- Autres	1 912	9,9%	0,4%		1	2
Dépenses d'investissement *	407 081	-6,3%	100,0%	44,8%	220	161
- Subventions versées (6)	207 529	-29,8%	51%		112	91
- Remboursement de dette * (4)	15 881	-25%	3,9%		9	15
- Dépenses d'équipement brut	174 544	54,3%	42,9%		94	53
- Autres	9 128	97,4%	2,2%		5	2
Recettes réelles totales *	909 273	0,4%	100,0%	100,0%	491	418
Recettes de fonctionnement (2)	645 513	0,6%	100,0%	71%	349	321
- Recettes fiscales	382 737	0,7%	59,3%		207	179
- Produit 3 taxes	186 560	3,4%	28,9%		101	73
- Cartes grises	70 000	0%	10,8%		38	31
- Permis de conduire	0	s.o%	0%		0	0
- TIPP	107 780	-2,9%	16,7%		58	61
- CDA	18 397	-2,4%	2,8%		10	10
- Autres	0	s.o%	0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	262 583	0,6%	40,7%		142	139
- DGF	147 800	1,5%	22,9%		80	84
- Dotation formation professionnelle	73 014	2,2%	11,3%		39	29
- DGD	9 498	1,1%	1,5%		5	8
- Compensations fiscales	5 000	0%	0,8%		3	3
- Autres	194	84,5%	0%		0	3
Recettes d'investissement *	263 759	0%	100,0%	29%	142	97
- Dotations et subventions reçues	33 988	-1,3%	12,9%		18	24
- FCTVA	12 900	-14%	4,9%		7	8
- DRES	19 723	3%	7,5%		11	9
- Emprunts *	225 962	0,2%	85,7%		122	69
- Autres	3 809	-3,1%	1,4%		2	4

Financement par l'épargne	Haute-Normandie	Haute-Normandie (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Haute-Normandie	Métropole
Epargne de gestion : (2)-(1)-intérêts)	151 822	23,5%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	74	202
Epargne brute : (2)-(1)=(3)	143 322	22,2%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	27,9%	12,4%
Epargne nette : (3)-(4)=(5)	127 441	19,7%	15,2%	Annuité de la dette	13	26
Epargne disponible : (5)-(6)	-80 088	-12,4%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	-8,9%	9,7%

Fiscalité	Haute-Normandie	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Haute-Normandie	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	138,6	111,3
- Taux foncier bâti	4,42%	0%	2,65%	- dont direct	98	80,3
- Taux foncier non bâti	9,2%	0%	6,64%	- dont indirect	40,6	31
- Taux taxe professionnelle	2,61%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,05	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	34	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Haute-Normandie

Définitions

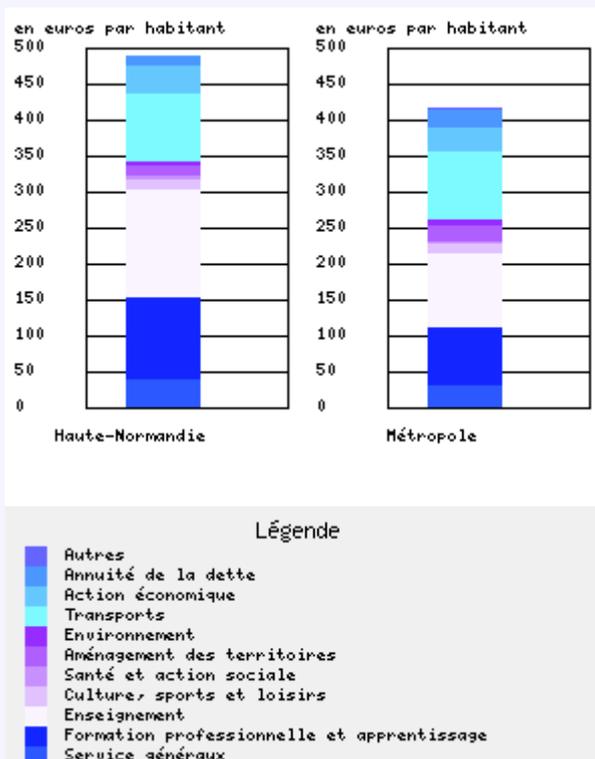


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 851 344 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Haute-Normandie	Métropole	Haute-Normandie	Métropole	
Services généraux	39,5	32,1	8,1%	7,7%	+10,2%
Formation professionnelle et apprentissage	114,4	80,4	23,3%	19,2%	+2,0%
- dont formation professionnelle	47,1	34,2	9,6%	8,2%	-0,5%
- dont apprentissage	46,6	31,6	9,5%	7,6%	+3,7%
Enseignement	151,4	101,8	30,8%	24,3%	+34,4%
- dont lycées publics	131,2	79,5	26,7%	19,0%	+38,4%
- dont lycées privés	4,4	6,8	0,9%	1,6%	-8,2%
- dont enseignement supérieur	7,4	5,8	1,5%	1,4%	+23,9%
Culture, sport et loisirs	13,7	14,7	2,8%	3,5%	+2,4%
Santé et action sociale	5,4	2,5	1,1%	0,6%	-13,9%
Aménagement des territoires	12,5	21,5	2,5%	5,2%	+38,1%
- dont agglomérations et villes	3,6	3,4	0,7%	0,8%	+198,9%
- dont espace rural	3,7	6,2	0,7%	1,5%	+78,1%
- dont habitat	1,3	4,8	0,3%	1,1%	+22,4%
Environnement	6,1	9,5	1,2%	2,3%	+14,3%
- dont politique de l'eau	1,0	2,2	0,2%	0,5%	-0,5%
- dont politique de l'énergie	1,8	2,6	0,4%	0,6%	+136,4%
- dont patrimoine naturel	1,0	1,8	0,2%	0,4%	-7,6%
Transports	95,0	95,4	19,4%	22,8%	-35,7%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	61,1	51,7	12,4%	12,4%	-44,7%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	2,2	11,0	0,5%	2,6%	+20,2%
Action économique	39,0	32,5	7,9%	7,8%	+26,0%
Annuité de la dette *	13,2	25,5	2,7%	6,1%	-8,9%
Autres	0,9	2,0	0,2%	0,5%	-0,7%
Total	491,1	418,0	100,0%	100,0%	+0,4%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Haute-Normandie en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Pays de la Loire	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 3 553 437 habitants. Taux de chômage (2008) : 6,7%. Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 22,1.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Pays de la Loire	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 375 881	2,1%			100,0%	100,0%	387	418
Dépenses de fonctionnement (1)	746 979	3,2%			100,0%	54,3%	210	257
- Charges à caractère général	95 915	9,8%			12,8%		27	26
- Frais de personnel	113 589	5,4%			15,2%		32	41
- Autres charges d'activité	493 329	-0,3%			66%		139	177
- Intérêts de la dette	40 000	32,5%			5,4%		11	11
- Autres	4 146	3,1%			0,6%		1	2
Dépenses d'investissement *	628 902	0,9%			100,0%	45,7%	177	161
- Subventions versées (6)	432 080	-4,7%			68,7%		122	91
- Remboursement de dette * (4)	63 000	28,6%			10%		18	15
- Dépenses d'équipement brut	132 675	11,6%			21,1%		37	53
- Autres	1 148	-23,9%			0,2%		0	2
Recettes réelles totales *	1 375 881	2,1%			100,0%	100,0%	387	418
Recettes de fonctionnement (2)	987 717	3,7%			100,0%	71,8%	278	321
- Recettes fiscales	531 800	5,4%			53,8%		150	179
- Produit 3 taxes	230 200	6,3%			23,3%		65	73
- Cartes grises	88 000	3,5%			8,9%		25	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	174 600	4%			17,7%		49	61
- CDA	39 000	11,4%			3,9%		11	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	453 355	1,5%			45,9%		128	139
- DGF	261 700	1,4%			26,5%		74	84
- Dotation formation professionnelle	140 360	1,1%			14,2%		39	29
- DGD	13 690	-19%			1,4%		4	8
- Compensations fiscales	12 600	-5,8%			1,3%		4	3
- Autres	2 562	51,9%			0,3%		1	3
Recettes d'investissement *	388 164	-1,5%			100,0%	28,2%	109	97
- Dotations et subventions reçues	70 070	39%			18,1%		20	24
- FCTVA	21 000	20%			5,4%		6	8
- DRES	23 120	0%			6%		7	9
- Emprunts *	293 374	-1,3%			75,6%		83	69
- Autres	24 720	-46,9%			6,4%		7	4

Financement par l'épargne	Pays de la Loire	Pays de la Loire (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Pays de la Loire	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	280 738	28,4%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	224	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	240 738	24,4%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	23%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	177 738	18%	15,2%	Annuité de la dette	29	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-254 341	-25,8%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	30,1%	9,7%

Fiscalité	Pays de la Loire	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Pays de la Loire	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	98,9	111,3
- Taux foncier bâti	2,66%	0%	2,65%	- dont direct	68,2	80,3
- Taux foncier non bâti	5,07%	0%	6,64%	- dont indirect	30,7	31
- Taux taxe professionnelle	2,8%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	0,94	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	29,5	3,5%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Pays de la Loire

Définitions

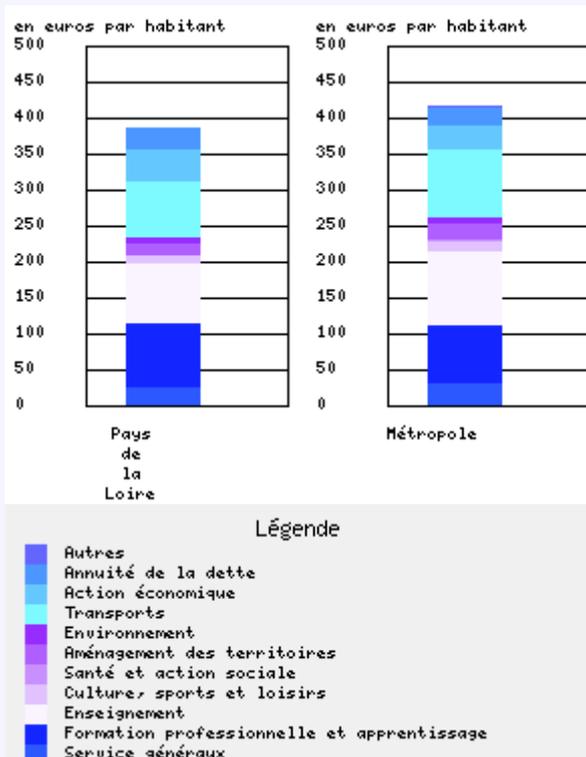


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 3 553 437 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Pays de la Loire	Métropole	Pays de la Loire	Métropole	
Services généraux	27,3	32,1	7,1%	7,7%	+10,8%
Formation professionnelle et apprentissage	87,4	80,4	22,6%	19,2%	+2,3%
- dont formation professionnelle	32,5	34,2	8,4%	8,2%	-1,7%
- dont apprentissage	42,0	31,6	10,8%	7,6%	+2,6%
Enseignement	83,5	101,8	21,6%	24,3%	+7,3%
- dont lycées publics	60,3	79,5	15,6%	19,0%	+9,1%
- dont lycées privés	15,9	6,8	4,1%	1,6%	+38,6%
- dont enseignement supérieur	4,3	5,8	1,1%	1,4%	-45,7%
Culture, sport et loisirs	12,0	14,7	3,1%	3,5%	+7,1%
Santé et action sociale	1,0	2,5	0,2%	0,6%	+11,7%
Aménagement des territoires	15,3	21,5	4,0%	5,2%	-44,1%
- dont agglomérations et villes	4,8	3,4	1,2%	0,8%	-76,4%
- dont espace rural	5,1	6,2	1,3%	1,5%	+146,0%
- dont habitat	5,3	4,8	1,4%	1,1%	+8,3%
Environnement	8,0	9,5	2,1%	2,3%	+13,8%
- dont politique de l'eau	1,6	2,2	0,4%	0,5%	-5,1%
- dont politique de l'énergie	2,7	2,6	0,7%	0,6%	+13,6%
- dont patrimoine naturel	3,6	1,8	0,9%	0,4%	+25,3%
Transports	79,0	95,4	20,4%	22,8%	+14,5%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	54,9	51,7	14,2%	12,4%	+16,1%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	15,9	11,0	4,1%	2,6%	+25,5%
Action économique	44,4	32,5	11,5%	7,8%	-16,3%
Annuité de la dette *	29,0	25,5	7,5%	6,1%	+30,1%
Autres	0,3	2,0	0,1%	0,5%	+0,0%
Total	387,2	418,0	100,0%	100,0%	+2,1%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Pays de la Loire en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Picardie

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 942 567 habitants.

Taux de chômage (2008) : 9%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 33.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Picardie	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 004 017	0,1%			100,0%	100,0%	517	418
Dépenses de fonctionnement (1)	655 877	-1,3%			100,0%	65,3%	338	257
- Charges à caractère général	51 932	43%			7,9%		27	26
- Frais de personnel	94 508	18,4%			14,4%		49	41
- Autres charges d'activité	492 436	-8%			75,1%		253	177
- Intérêts de la dette	15 500	43,5%			2,4%		8	11
- Autres	1 502	-37,4%			0,2%		1	2
Dépenses d'investissement *	348 140	2,7%			100,0%	34,7%	179	161
- Subventions versées (6)	216 891	1%			62,3%		112	91
- Remboursement de dette * (4)	21 200	38,6%			6,1%		11	15
- Dépenses d'équipement brut	100 664	1,6%			28,9%		52	53
- Autres	9 385	-6,1%			2,7%		5	2
Recettes réelles totales *	1 004 017	0,1%			100,0%	100,0%	517	418
Recettes de fonctionnement (2)	734 189	5,3%			100,0%	73,1%	378	321
- Recettes fiscales	363 600	8,2%			49,5%		187	179
- Produit 3 taxes	153 100	2,5%			20,9%		79	73
- Cartes grises	72 500	11,5%			9,9%		37	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	122 000	13%			16,6%		63	61
- CDA	16 000	15,9%			2,2%		8	10
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	369 624	2,6%			50,3%		190	139
- DGF	221 104	1,6%			30,1%		114	84
- Dotation formation professionnelle	59 675	1,4%			8,1%		31	29
- DGD	34 144	0,6%			4,7%		18	8
- Compensations fiscales	13 100	21,7%			1,8%		7	3
- Autres	964	27,8%			0,1%		0	3
Recettes d'investissement *	269 828	-11,9%			100,0%	26,9%	139	97
- Dotations et subventions reçues	74 687	5%			27,7%		38	24
- FCTVA	13 000	30%			4,8%		7	8
- DRES	51 680	0%			19,2%		27	9
- Emprunts *	189 117	-16%			70,1%		97	69
- Autres	6 025	-39,2%			2,2%		3	4

Financement par l'épargne	Picardie	Picardie (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Picardie	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	93 812	12,8%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	140	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	78 312	10,7%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	102,9%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	57 112	7,8%	15,2%	Annuité de la dette	19	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-159 779	-21,8%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	40,6%	9,7%

Fiscalité	Picardie	Croissance en % : 2009 /2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Picardie	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	118,6	111,3
- Taux foncier bâti	4,26%	0%	2,65%	- dont direct	69,9	80,3
- Taux foncier non bâti	7,11%	0%	6,64%	- dont indirect	48,7	31
- Taux taxe professionnelle	3,1%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,05	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	28	3,7%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Picardie

Définitions

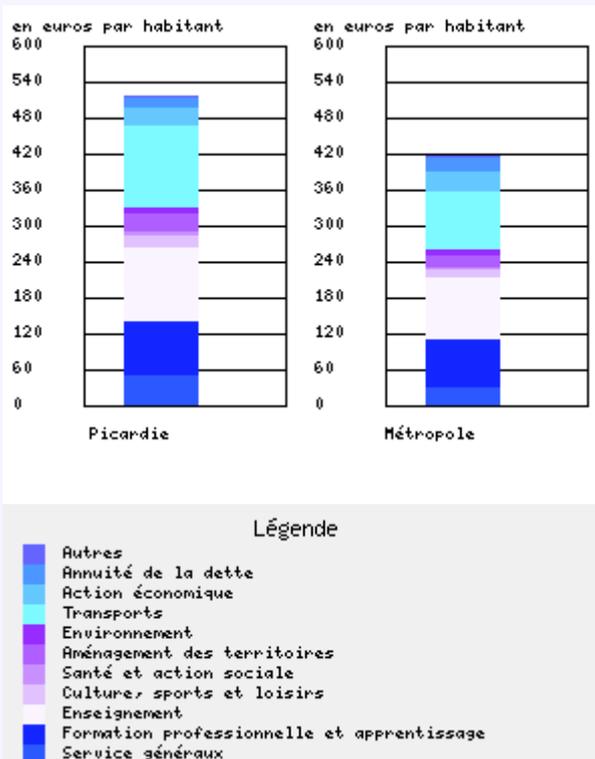


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 942 567 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Picardie	Métropole	Picardie	Métropole	
Services généraux	51,4	32,1	10,0%	7,7%	+18,1%
Formation professionnelle et apprentissage	91,2	80,4	17,6%	19,2%	-9,4%
- dont formation professionnelle	42,5	34,2	8,2%	8,2%	-10,8%
- dont apprentissage	30,0	31,6	5,8%	7,6%	-4,0%
Enseignement	123,6	101,8	23,9%	24,3%	+0,8%
- dont lycées publics	91,2	79,5	17,7%	19,0%	+3,8%
- dont lycées privés	6,6	6,8	1,3%	1,6%	-0,4%
- dont enseignement supérieur	9,0	5,8	1,7%	1,4%	+12,4%
Culture, sport et loisirs	20,2	14,7	3,9%	3,5%	-16,6%
Santé et action sociale	4,3	2,5	0,8%	0,6%	-1,3%
Aménagement des territoires	31,5	21,5	6,1%	5,2%	-1,0%
- dont agglomérations et villes	9,6	3,4	1,9%	0,8%	-0,3%
- dont espace rural	10,1	6,2	2,0%	1,5%	-1,1%
- dont habitat	7,3	4,8	1,4%	1,1%	+13,9%
Environnement	8,1	9,5	1,6%	2,3%	-17,7%
- dont politique de l'eau	0,4	2,2	0,1%	0,5%	-10,8%
- dont politique de l'énergie	3,9	2,6	0,8%	0,6%	-11,4%
- dont patrimoine naturel	0,7	1,8	0,1%	0,4%	-5,4%
Transports	138,6	95,4	26,8%	22,8%	+2,6%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	117,5	51,7	22,7%	12,4%	+4,9%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	11,0	11,0	2,1%	2,6%	+2,6%
Action économique	28,1	32,5	5,4%	7,8%	-6,8%
Annuité de la dette *	18,9	25,5	3,7%	6,1%	+40,6%
Autres	1,0	2,0	0,2%	0,5%	+0,3%
Total	516,9	418,0	100,0%	100,0%	+0,1%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Picardie en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Poitou-Charentes

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 778 856 habitants.

Taux de chômage (2008) : 7,7%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 27,3.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Poitou- Charentes	Métropole
Dépenses réelles totales *	685 000	0%	100,0%	100,0%	385	418
Dépenses de fonctionnement (1)	446 365	-0,7%	100,0%	65,2%	251	257
- Charges à caractère général	35 166	-0,1%	7,9%		20	26
- Frais de personnel	99 020	12,1%	22,2%		56	41
- Autres charges d'activité	296 272	-3,8%	66,4%		167	177
- Intérêts de la dette	15 200	-13,1%	3,4%		9	11
- Autres	707	13%	0,2%		0	2
Dépenses d'investissement *	238 635	1,4%	100,0%	34,8%	134	161
- Subventions versées (6)	116 311	-12,7%	48,7%		65	91
- Remboursement de dette * (4)	25 010	19,1%	10,5%		14	15
- Dépenses d'équipement brut	94 420	23,2%	39,6%		53	53
- Autres	2 895	-36,6%	1,2%		2	2
Recettes réelles totales *	685 000	0%	100,0%	100,0%	385	418
Recettes de fonctionnement (2)	536 923	1,3%	100,0%	78,4%	302	321
- Recettes fiscales	270 616	4%	50,4%		152	179
- Produit 3 taxes	108 000	4,9%	20,1%		61	73
- Cartes grises	51 600	0%	9,6%		29	31
- Permis de conduire	650	0%	0,1%		0	0
- TIPP	85 000	3,7%	15,8%		48	61
- CDA	25 366	10,3%	4,7%		14	10
- Autres	0	s.o%	0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	264 928	-1,4%	49,3%		149	139
- DGF	141 100	3%	26,3%		79	84
- Dotation formation professionnelle	54 738	-21,1%	10,2%		31	29
- DGD	5 011	-15,1%	0,9%		3	8
- Compensations fiscales	10 100	-22%	1,9%		6	3
- Autres	1 379	43,6%	0,3%		1	3
Recettes d'investissement *	148 077	-4,5%	100,0%	21,6%	83	97
- Dotations et subventions reçues	41 127	25,4%	27,8%		23	24
- FCTVA	12 000	12,1%	8,1%		7	8
- DRES	15 727	0,2%	10,6%		9	9
- Emprunts *	98 000	-14,4%	66,2%		55	69
- Autres	8 950	16,2%	6%		5	4

Financement par l'épargne	Poitou- Charentes	Poitou- Charentes (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Poitou- Charentes	Métropole
Epargne de gestion : (2)-(1)-intérêts)	105 758	19,7%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	164	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	90 558	16,9%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	-2,2%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	65 548	12,2%	15,2%	Annuité de la dette	23	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-50 763	-9,5%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	4,4%	9,7%

Fiscalité	Poitou- Charentes	Croissance en % : 2009 /2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Poitou- Charentes	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	95,6	111,3
- Taux foncier bâti	3,32%	0%	2,65%	- dont direct	62,3	80,3
- Taux foncier non bâti	8,63%	0%	6,64%	- dont indirect	33,3	31
- Taux taxe professionnelle	2,51%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	0,97	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	25	0%	-			
Tarif cartes grises (en €par cheval-vapeur)	31,8	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Poitou-Charentes

Définitions

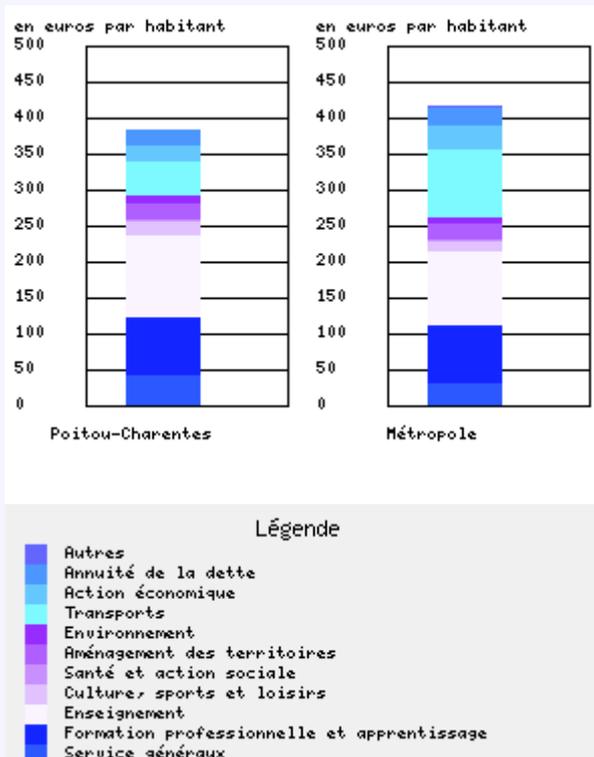


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 778 856 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Poitou-Charentes	Métropole	Poitou-Charentes	Métropole	
Services généraux	42,2	32,1	11,0%	7,7%	-1,6%
Formation professionnelle et apprentissage	81,3	80,4	21,1%	19,2%	+4,6%
- dont formation professionnelle	23,5	34,2	6,1%	8,2%	+6,1%
- dont apprentissage	41,2	31,6	10,7%	7,6%	+1,9%
Enseignement	114,8	101,8	29,8%	24,3%	+5,9%
- dont lycées publics	99,8	79,5	25,9%	19,0%	+7,6%
- dont lycées privés	4,1	6,8	1,1%	1,6%	-5,9%
- dont enseignement supérieur	4,6	5,8	1,2%	1,4%	-0,1%
Culture, sport et loisirs	19,6	14,7	5,1%	3,5%	+4,7%
Santé et action sociale	3,1	2,5	0,8%	0,6%	-10,6%
Aménagement des territoires	21,1	21,5	5,5%	5,2%	-1,9%
- dont agglomérations et villes	7,5	3,4	1,9%	0,8%	+35,5%
- dont espace rural	7,4	6,2	1,9%	1,5%	-34,1%
- dont habitat	0,6	4,8	0,2%	1,1%	+22,2%
Environnement	10,3	9,5	2,7%	2,3%	-13,6%
- dont politique de l'eau	1,2	2,2	0,3%	0,5%	+9,5%
- dont politique de l'énergie	0,0	2,6	0,0%	0,6%	s.o%
- dont patrimoine naturel	2,7	1,8	0,7%	0,4%	+3,3%
Transports	46,6	95,4	12,1%	22,8%	-9,6%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	31,6	51,7	8,2%	12,4%	+3,1%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	6,9	11,0	1,8%	2,6%	+16,2%
Action économique	23,2	32,5	6,0%	7,8%	-7,2%
Annuité de la dette *	22,6	25,5	5,9%	6,1%	+4,4%
Autres	0,3	2,0	0,1%	0,5%	-86,8%
Total	385,1	418,0	100,0%	100,0%	+0,0%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Poitou-Charentes en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 4 896 850 habitants.

Taux de chômage (2008) : 9,3%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 30,3.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Provence-Alpes- Côte d'Azur	Métropole
Dépenses réelles totales *	1 849 177	2%	100,0%	100,0%	378	418
Dépenses de fonctionnement (1)	1 249 798	5,5%	100,0%	67,6%	255	257
- Charges à caractère général	157 192	3,2%	12,6%		32	26
- Frais de personnel	194 543	15,2%	15,6%		40	41
- Autres charges d'activité	795 671	1,1%	63,7%		162	177
- Intérêts de la dette	71 600	2,7%	5,7%		15	11
- Autres	30 791	382,1%	2,5%		6	2
Dépenses d'investissement *	599 379	-4,6%	100,0%	32,4%	122	161
- Subventions versées (6)	343 482	-2%	57,3%		70	91
- Remboursement de dette * (4)	51 822	-36%	8,6%		11	15
- Dépenses d'équipement brut	196 123	3,9%	32,7%		40	53
- Autres	7 953	2,1%	1,3%		2	2
Recettes réelles totales *	1 849 177	2%	100,0%	100,0%	378	418
Recettes de fonctionnement (2)	1 493 698	2,1%	100,0%	80,8%	305	321
- Recettes fiscales	843 887	2,7%	56,5%		172	179
- Produit 3 taxes	370 315	2,4%	24,8%		76	73
- Cartes grises	184 000	-3,2%	12,3%		38	31
- Permis de conduire	0	s.o%	0%		0	0
- TIPP	241 202	7,9%	16,1%		49	61
- CDA	48 371	4%	3,2%		10	10
- Autres	0	s.o%	0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	643 342	0,9%	43,1%		131	139
- DGF	407 399	1,6%	27,3%		83	84
- Dotation formation professionnelle	132 722	0,1%	8,9%		27	29
- DGD	24 437	-24,6%	1,6%		5	8
- Compensations fiscales	17 454	63,4%	1,2%		4	3
- Autres	6 468	57,8%	0,4%		1	3
Recettes d'investissement *	355 479	1,9%	100,0%	19,2%	73	97
- Dotations et subventions reçues	68 577	-16%	19,3%		14	24
- FCTVA	28 765	-26,8%	8,1%		6	8
- DRES	31 505	1,6%	8,9%		6	9
- Emprunts *	281 278	8,8%	79,1%		57	69
- Autres	5 623	-35,8%	1,6%		1	4

Financement par l'épargne	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Provence-Alpes-Côte d'Azur (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Métropole
Epargne de gestion : (2)-(1)-intérêts)	315 500	21,1%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	235	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	243 900	16,3%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	11,5%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	192 079	12,9%	15,2%	Annuité de la dette	25	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-151 403	-10,1%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	-18,1%	9,7%

Fiscalité	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Métropole
Fiscalité directe				Potentiel fiscal total (en €/habitant)	107,6	111,3
- Taux foncier bâti	2,36%	0%	2,65%	- dont direct	76,8	80,3
- Taux foncier non bâti	8,85%	0%	6,64%	- dont indirect	30,9	31
- Taux taxe professionnelle	3,84%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	1,18	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en €/par cheval-vapeur)	44,5	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, CDA : Contribution au développement de l'apprentissage, DGF : Dotation globale de fonctionnement, DGD : Dotation générale de décentralisation, FCTVA : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, DRES : Dotation régionale pour équipements scolaires, s.o : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Définitions

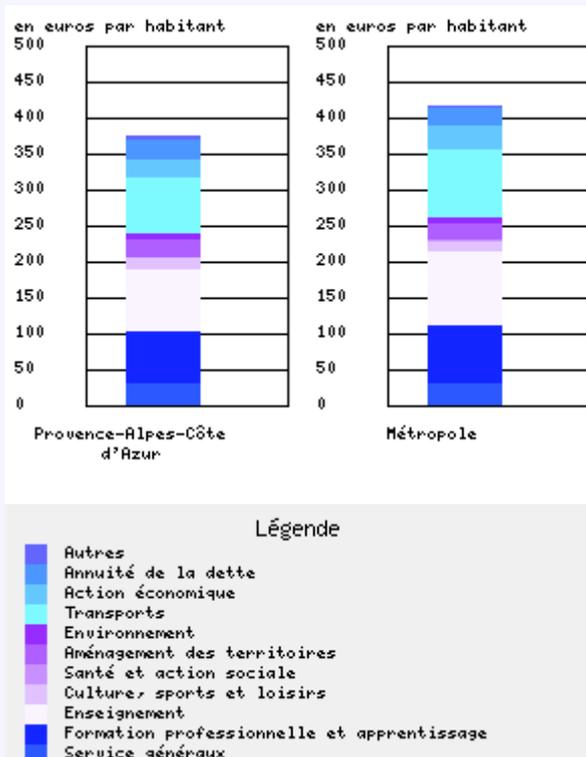


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 4 896 850 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Métropole	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Métropole	
Services généraux	32,2	32,1	8,5%	7,7%	+11,9%
Formation professionnelle et apprentissage	72,7	80,4	19,3%	19,2%	-1,1%
- dont formation professionnelle	48,1	34,2	12,7%	8,2%	+3,6%
- dont apprentissage	24,4	31,6	6,5%	7,6%	-9,1%
Enseignement	84,5	101,8	22,4%	24,3%	+4,9%
- dont lycées publics	76,1	79,5	20,1%	19,0%	+7,7%
- dont lycées privés	5,5	6,8	1,5%	1,6%	+2,1%
- dont enseignement supérieur	2,6	5,8	0,7%	1,4%	-28,9%
Culture, sport et loisirs	16,3	14,7	4,3%	3,5%	+2,8%
Santé et action sociale	1,4	2,5	0,4%	0,6%	+2,5%
Aménagement des territoires	23,7	21,5	6,3%	5,2%	+20,2%
- dont agglomérations et villes	0,5	3,4	0,1%	0,8%	+83,5%
- dont espace rural	6,3	6,2	1,7%	1,5%	+2,7%
- dont habitat	1,8	4,8	0,5%	1,1%	-3,0%
Environnement	10,6	9,5	2,8%	2,3%	+33,9%
- dont politique de l'eau	2,1	2,2	0,5%	0,5%	-9,8%
- dont politique de l'énergie	4,4	2,6	1,2%	0,6%	+73,9%
- dont patrimoine naturel	1,8	1,8	0,5%	0,4%	+41,7%
Transports	77,2	95,4	20,4%	22,8%	+3,8%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	47,0	51,7	12,4%	12,4%	-0,1%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	6,0	11,0	1,6%	2,6%	-4,4%
Action économique	25,9	32,5	6,9%	7,8%	-3,3%
Annuité de la dette *	25,2	25,5	6,7%	6,1%	-18,1%
Autres	8,0	2,0	2,1%	0,5%	-23,9%
Total	377,6	418,0	100,0%	100,0%	+2,0%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Rhône-Alpes

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 6 172 436 habitants.

Taux de chômage (2008) : 7%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 28,8.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Rhône-Alpes	Métropole
Dépenses réelles totales *	2 374 993	2,7%			100,0%	100,0%	385	418
Dépenses de fonctionnement (1)	1 596 440	3,7%			100,0%	67,2%	259	257
- Charges à caractère général	147 056	7,5%			9,2%		24	26
- Frais de personnel	218 116	5,8%			13,7%		35	41
- Autres charges d'activité	1 151 415	2,3%			72,1%		187	177
- Intérêts de la dette	70 000	8%			4,4%		11	11
- Autres	9 853	45,2%			0,6%		2	2
Dépenses d'investissement *	778 553	0,8%			100,0%	32,8%	126	161
- Subventions versées (6)	454 588	2,7%			58,4%		74	91
- Remboursement de dette * (4)	58 600	4,1%			7,5%		9	15
- Dépenses d'équipement brut	261 280	-1,1%			33,6%		42	53
- Autres	4 085	-55,5%			0,5%		1	2
Recettes réelles totales *	2 374 993	2,7%				100,0%	385	418
Recettes de fonctionnement (2)	1 886 981	1,8%			100,0%	79,5%	306	321
- Recettes fiscales	1 048 126	3,4%			55,5%		170	179
- Produit 3 taxes	439 400	2%			23,3%		71	73
- Cartes grises	243 000	4,3%			12,9%		39	31
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	0
- TIPP	312 810	3%			16,6%		51	61
- CDA	52 416	15,7%			2,8%		8	10
- Autres	500	66,7%			0%		0	4
- Dotations et subventions reçues	834 854	0,5%			44,2%		135	139
- DGF	566 282	-0,7%			30%		92	84
- Dotation formation professionnelle	136 915	-0,2%			7,3%		22	29
- DGD	51 997	-2,9%			2,8%		8	8
- Compensations fiscales	8 259	-10%			0,4%		1	3
- Autres	4 000	-57,4%			0,2%		1	3
Recettes d'investissement *	488 012	6,3%			100,0%	20,5%	79	97
- Dotations et subventions reçues	87 944	-0,2%			18%		14	24
- FCTVA	42 000	0%			8,6%		7	8
- DRES	45 144	0%			9,3%		7	9
- Emprunts *	377 868	5,2%			77,4%		61	69
- Autres	22 200	93%			4,5%		4	4

Financement par l'épargne	Rhône-Alpes	Rhône-Alpes (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Rhône-Alpes	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	360 541	19,1%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	200	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	290 541	15,4%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	4,1%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	231 941	12,3%	15,2%	Annuité de la dette	21	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-222 647	-11,8%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	6,2%	9,7%

Fiscalité	Rhône-Alpes	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Rhône-Alpes	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	123,9	111,3
- Taux foncier bâti	2,12%	0%	2,65%	- dont direct	90,4	80,3
- Taux foncier non bâti	5,28%	0%	6,64%	- dont indirect	33,5	31
- Taux taxe professionnelle	2,49%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	0,94	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	43	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Rhône-Alpes

Définitions

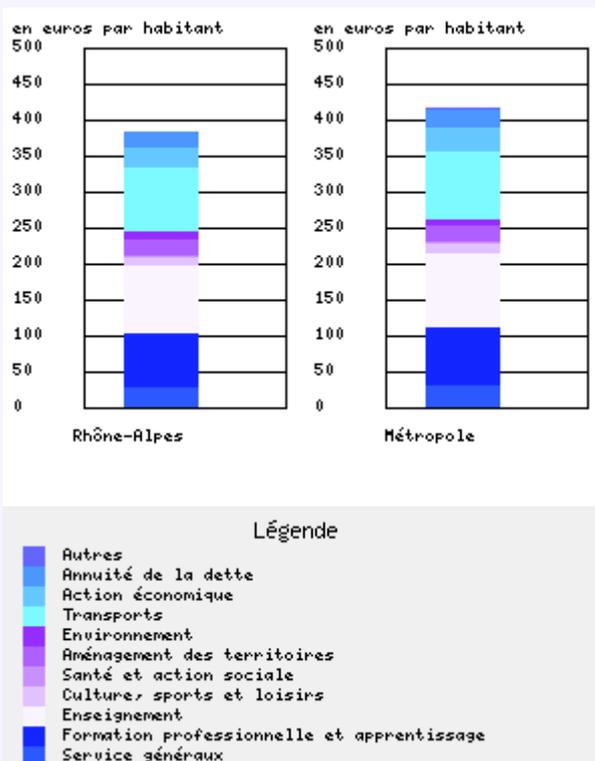


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 6 172 436 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Rhône-Alpes	Métropole	Rhône-Alpes	Métropole	
Services généraux	28,3	32,1	7,4%	7,7%	+7,4%
Formation professionnelle et apprentissage	75,3	80,4	19,6%	19,2%	+3,5%
- dont formation professionnelle	29,6	34,2	7,7%	8,2%	+3,8%
- dont apprentissage	29,7	31,6	7,7%	7,6%	+0,0%
Enseignement	96,1	101,8	25,0%	24,3%	+1,8%
- dont lycées publics	50,2	79,5	13,1%	19,0%	+0,1%
- dont lycées privés	5,4	6,8	1,4%	1,6%	+1,5%
- dont enseignement supérieur	7,3	5,8	1,9%	1,4%	+0,3%
Culture, sport et loisirs	10,9	14,7	2,8%	3,5%	-0,5%
Santé et action sociale	1,8	2,5	0,5%	0,6%	+0,1%
Aménagement des territoires	23,2	21,5	6,0%	5,2%	+16,1%
- dont agglomérations et villes	0,0	3,4	0,0%	0,8%	s.o%
- dont espace rural	9,9	6,2	2,6%	1,5%	+15,3%
- dont habitat	4,8	4,8	1,3%	1,1%	+8,1%
Environnement	8,8	9,5	2,3%	2,3%	+18,6%
- dont politique de l'eau	2,1	2,2	0,5%	0,5%	+30,2%
- dont politique de l'énergie	3,4	2,6	0,9%	0,6%	+9,4%
- dont patrimoine naturel	0,5	1,8	0,1%	0,4%	+0,0%
Transports	89,6	95,4	23,3%	22,8%	-2,7%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	69,2	51,7	18,0%	12,4%	-5,7%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	14,7	11,0	3,8%	2,6%	+5,6%
Action économique	28,6	32,5	7,4%	7,8%	+1,2%
Annuité de la dette *	20,8	25,5	5,4%	6,1%	-76,0%
Autres	1,3	2,0	0,3%	0,5%	+60,3%
Total	384,8	418,0	100,0%	100,0%	-12,9%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Rhône-Alpes en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Métropole sauf Ile-de-France	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 51 143 201 habitants.	
Taux de chômage (2008) : 7,9%.	
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 29,3.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Métropole sauf Ile-de-France	Métropole
Dépenses réelles totales *	21 716 300	2,8%	100,0%		425	418
Dépenses de fonctionnement (1)	13 567 416	4,5%	100,0%	62,5%	265	257
- Charges à caractère général	1 427 315	9,2%	10,5%		28	26
- Frais de personnel	2 222 521	12,2%	16,4%		43	41
- Autres charges d'activité	9 289 866	1,3%	68,5%		182	177
- Intérêts de la dette	529 437	14,1%	3,9%		10	11
- Autres	98 277	70,2%	0,7%		2	2
Dépenses d'investissement *	8 148 884	0,1%	100,0%	37,5%	159	161
- Subventions versées (6)	4 694 158	-2,1%	57,6%		92	91
- Remboursement de dette * (4)	719 528	3,4%	8,8%		14	15
- Dépenses d'équipement brut	2 603 072	2,3%	31,9%		51	53
- Autres	132 126	25,5%	1,6%		3	2
Recettes réelles totales *	21 716 299	2,8%	100,0%		425	418
Recettes de fonctionnement (2)	16 762 243	3%	100,0%	77,2%	328	321
- Recettes fiscales	9 061 199	4,6%	54,1%		177	179
- Produit 3 taxes	3 975 280	3,7%	23,7%		78	73
- Cartes grises	1 572 375	3,1%	9,4%		31	31
- Permis de conduire	1 300	-61%	0%		0	0
- TIPP	2 900 547	5,2%	17,3%		57	61
- CDA	501 786	8,8%	3%		10	10
- Autres	109 911	34,3%	0,7%		2	4
- Dotations et subventions reçues	7 624 650	1,1%	45,5%		149	139
- DGF	4 565 802	1,3%	27,2%		89	84
- Dotation formation professionnelle	1 503 106	1,1%	9%		29	29
- DGD	488 698	-30,5%	2,9%		10	8
- Compensations fiscales	200 199	0,9%	1,2%		4	3
- Autres	76 394	9,6%	0,5%		1	3
Recettes d'investissement *	4 954 056	2,2%	100,0%	22,8%	97	97
- Dotations et subventions reçues	1 155 702	8,5%	23,3%		23	24
- FCTVA	393 112	15,2%	7,9%		8	8
- DRES	463 510	0,4%	9,4%		9	9
- Emprunts *	3 600 974	-0,4%	72,7%		70	69
- Autres	197 380	18,8%	4%		4	4

Financement par l'épargne	Métropole sauf Ile-de-France	Métropole sauf Ile-de-France (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Métropole sauf Ile-de-France	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	3 724 264	22,2%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	195	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	3 194 827	19,1%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	13,1%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	2 475 299	14,8%	15,2%	Annuité de la dette	24	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-2 218 859	-13,2%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	7,7%	9,7%

Fiscalité	Métropole sauf Ile-de-France	Croissance en % : 2009 /2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Métropole sauf Ile-de-France	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	106,4	111,3
- Taux foncier bâti	3,25%	0,8%	2,65%	- dont direct	74,1	80,3
- Taux foncier non bâti	7,74%	0,7%	6,64%	- dont indirect	32,3	31
- Taux taxe professionnelle	3,14%	0,8%	2,83%	Pression fiscale globale	1,09	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	s.o	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en €par cheval-vapeur)	34,8	2,1%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, CDA : Contribution au développement de l'apprentissage, DGF : Dotation globale de fonctionnement, DGD : Dotation générale de décentralisation, FCTVA : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, DRES : Dotation régionale pour équipements scolaires, s.o : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Ile-de-France

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 11 673 919 habitants.

Taux de chômage (2008) : 6,8%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 34,5.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Ile-de-France	Métropole
Dépenses réelles totales *	4 538 859	4,3%		100,0%	389	418
Dépenses de fonctionnement (1)	2 581 223	3,8%		100,0%	221	257
- Charges à caractère général	222 112	2,7%		8,6%	19	26
- Frais de personnel	355 775	17,3%		13,8%	30	41
- Autres charges d'activité	1 819 272	0,2%		70,5%	156	177
- Intérêts de la dette	151 895	31,8%		5,9%	13	11
- Autres	32 169	-9,2%		1,2%	3	2
Dépenses d'investissement *	1 957 636	4,9%		100,0%	168	161
- Subventions versées (6)	1 034 836	-0,8%		52,9%	89	91
- Remboursement de dette * (4)	202 450	9,1%		10,3%	17	15
- Dépenses d'équipement brut	697 845	11,1%		35,6%	60	53
- Autres	22 505	115,2%		1,1%	2	2
Recettes réelles totales *	4 538 859	4,3%		100,0%	389	418
Recettes de fonctionnement (2)	3 376 997	2,9%		100,0%	289	321
- Recettes fiscales	2 203 392	2,8%		65,2%	189	179
- Produit 3 taxes	638 272	0,8%		18,9%	55	73
- Cartes grises	377 000	-3,3%		11,2%	32	31
- Permis de conduire	0	s.o%		0%	0	0
- TIPP	919 982	6%		27,2%	79	61
- CDA	102 699	16,1%		3%	9	10
- Autres	165 439	1,5%		4,9%	14	4
- Dotations et subventions reçues	1 092 833	1,1%		32,4%	94	139
- DGF	731 108	1,5%		21,6%	63	84
- Dotation formation professionnelle	304 019	1,3%		9%	26	29
- DGD	8 519	-24,8%		0,3%	1	8
- Compensations fiscales	13 284	-13,7%		0,4%	1	3
- Autres	80 772	39,6%		2,4%	7	3
Recettes d'investissement *	1 161 862	8,5%		100,0%	100	97
- Dotations et subventions reçues	351 673	10,6%		30,3%	30	24
- FCTVA	101 484	23,6%		8,7%	9	8
- DRES	86 089	0%		7,4%	7	9
- Emprunts *	759 874	6,9%		65,4%	65	69
- Autres	50 315	19,8%		4,3%	4	4

Financement par l'épargne	Ile-de-France	Ile-de-France (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Ile-de-France	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	947 669	28,1%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	233	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	795 774	23,6%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	9,8%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	593 324	17,6%	15,2%	Annuité de la dette	30	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-441 512	-13,1%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	17,8%	9,7%

Fiscalité	Ile-de-France	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Ile-de-France	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	133,1	111,3
- Taux foncier bâti	1,27%	0%	2,65%	- dont direct	107,5	80,3
- Taux foncier non bâti	2,2%	0%	6,64%	- dont indirect	25,6	31
- Taux taxe professionnelle	1,72%	0%	2,83%	Pression fiscale globale	0,69	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	46,2	0%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Ile-de-France

Définitions

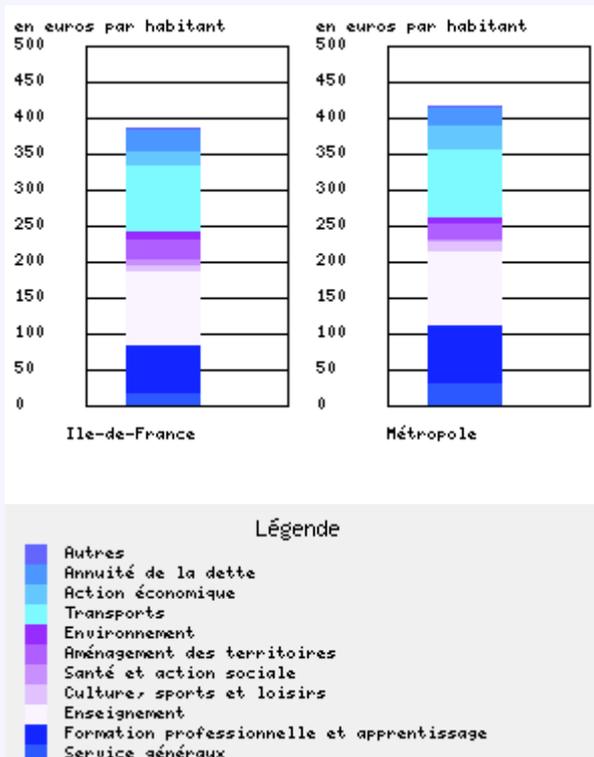


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 11 673 919 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en %
	Ile-de-France	Métropole	Ile-de-France	Métropole	2009 / 2008
Services généraux	16,8	32,1	4,3%	7,7%	+0,6%
Formation professionnelle et apprentissage	66,6	80,4	17,1%	19,2%	-3,6%
- dont formation professionnelle	23,1	34,2	5,9%	8,2%	+0,5%
- dont apprentissage	28,8	31,6	7,4%	7,6%	-8,8%
Enseignement	102,8	101,8	26,4%	24,3%	+10,7%
- dont lycées publics	83,6	79,5	21,5%	19,0%	+13,9%
- dont lycées privés	5,2	6,8	1,3%	1,6%	+3,4%
- dont enseignement supérieur	6,8	5,8	1,7%	1,4%	+19,9%
Culture, sport et loisirs	10,8	14,7	2,8%	3,5%	+3,5%
Santé et action sociale	6,1	2,5	1,6%	0,6%	+27,0%
Aménagement des territoires	27,8	21,5	7,2%	5,2%	+12,8%
- dont agglomérations et villes	6,2	3,4	1,6%	0,8%	+16,8%
- dont espace rural	0,8	6,2	0,2%	1,5%	-4,0%
- dont habitat	13,2	4,8	3,4%	1,1%	+16,2%
Environnement	12,6	9,5	3,2%	2,3%	-2,6%
- dont politique de l'eau	3,9	2,2	1,0%	0,5%	-6,6%
- dont politique de l'énergie	1,6	2,6	0,4%	0,6%	+103,1%
- dont patrimoine naturel	3,3	1,8	0,8%	0,4%	+2,5%
Transports	91,3	95,4	23,5%	22,8%	-2,3%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	12,4	51,7	3,2%	12,4%	+0,3%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	2,1	11,0	0,5%	2,6%	+8,4%
Action économique	20,0	32,5	5,1%	7,8%	+10,9%
Annuité de la dette *	30,4	25,5	7,8%	6,1%	+17,8%
Autres	3,7	2,0	0,9%	0,5%	-12,0%
Total	388,8	418,0	100,0%	100,0%	+4,3%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Ile-de-France en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Métropole

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 62 817 120 habitants.

Taux de chômage (2008) : 7,9%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 30,3.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Métropole	Métropole
Dépenses réelles totales *	26 255 159	3,1%		100,0%	418	418
Dépenses de fonctionnement (1)	16 148 639	4,4%		100,0%	257	257
- Charges à caractère général	1 649 427	8,3%	10,2%	61,5%	26	26
- Frais de personnel	2 578 296	12,9%	16%		41	41
- Autres charges d'activité	11 109 138	1,1%	68,8%		177	177
- Intérêts de la dette	681 332	17,6%	4,2%		11	11
- Autres	130 446	40%	0,8%		2	2
Dépenses d'investissement *	10 106 520	1%	100,0%	38,5%	161	161
- Subventions versées (6)	5 728 994	-1,9%	56,7%		91	91
- Remboursement de dette * (4)	921 978	4,6%	9,1%		15	15
- Dépenses d'équipement brut	3 300 917	4,1%	32,7%		53	53
- Autres	154 631	33,6%	1,5%		2	2
Recettes réelles totales *	26 255 158	3,1%		100,0%	418	418
Recettes de fonctionnement (2)	20 139 240	3%	100,0%	76,7%	321	321
- Recettes fiscales	11 264 591	4,3%	55,9%		179	179
- Produit 3 taxes	4 613 552	3,3%	22,9%		73	73
- Cartes grises	1 949 375	1,8%	9,7%		31	31
- Permis de conduire	1 300	-61%	0%		0	0
- TIPP	3 820 529	5,4%	19%		61	61
- CDA	604 485	10%	3%		10	10
- Autres	275 350	12,5%	1,4%		4	4
- Dotations et subventions reçues	8 717 483	1,1%	43,3%		139	139
- DGF	5 296 910	1,3%	26,3%		84	84
- Dotation formation professionnelle	1 807 125	1,1%	9%		29	29
- DGD	497 217	-30,4%	2,5%		8	8
- Compensations fiscales	213 483	-0,1%	1,1%		3	3
- Autres	157 166	23,2%	0,8%		3	3
Recettes d'investissement *	6 115 918	3,4%	100,0%	23,3%	97	97
- Dotations et subventions reçues	1 507 375	9%	24,6%		24	24
- FCTVA	494 596	16,8%	8,1%		8	8
- DRES	549 599	0,3%	9%		9	9
- Emprunts *	4 360 848	0,8%	71,3%		69	69
- Autres	247 695	19%	4,1%		4	4

Financement par l'épargne	Métropole	Métropole (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Métropole	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	4 671 933	23,2%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	202	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	3 990 601	19,8%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	12,4%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	3 068 623	15,2%	15,2%	Annuité de la dette	26	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-2 660 371	-13,2%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	9,7%	9,7%

Fiscalité	Métropole	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	Métropole	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	111,3	111,3
- Taux foncier bâti	2,65%	0,8%	2,65%	- dont direct	80,3	80,3
- Taux foncier non bâti	6,64%	0,8%	6,64%	- dont indirect	31	31
- Taux taxe professionnelle	2,83%	0,7%	2,83%	Pression fiscale globale	1	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	s.o	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	36,5	1,5%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Guadeloupe	Définitions	
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 407 719 habitants. Taux de chômage (2008) : 22%. Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 47,7.		

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Guadeloupe	Outre-mer		
Dépenses réelles totales *	303 761	-0,6%			100,0%	100,0%	745	823
Dépenses de fonctionnement (1)	149 130	0,2%			100,0%	49,1%	366	359
- Charges à caractère général	31 879	4,8%			21,4%		78	60
- Frais de personnel	37 907	28,8%			25,4%		93	84
- Autres charges d'activité	69 131	0,4%			46,4%		170	197
- Intérêts de la dette	10 008	0,1%			6,7%		25	17
- Autres	206	-98%			0,1%		1	1
Dépenses d'investissement *	154 631	-1,4%			100,0%	50,9%	379	465
- Subventions versées (6)	46 632	4,5%			30,2%		114	125
- Remboursement de dette * (4)	23 818	-4,4%			15,4%		58	31
- Dépenses d'équipement brut	82 421	-2,8%			53,3%		202	304
- Autres	1 760	-30,8%			1,1%		4	4
Recettes réelles totales *	303 761	-0,6%				100,0%	745	823
Recettes de fonctionnement (2)	258 925	-0,8%			100,0%	85,2%	635	573
- Recettes fiscales	183 857	0,9%			71%		451	390
- Produit 3 taxes	17 887	-7,7%			6,9%		44	42
- Cartes grises	8 600	-14%			3,3%		21	21
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	1
- TIPP	0	s.o%			0%		0	0
- CDA	22 000	29,4%			8,5%		54	42
- Autres	135 370	-0,4%			52,3%		332	285
- Dotations et subventions reçues	74 484	-2,3%			28,8%		183	182
- DGF	14 844	1,8%			5,7%		36	37
- Dotation formation professionnelle	15 510	-9,8%			6%		38	44
- DGD	11 121	-43,7%			4,3%		27	48
- Compensations fiscales	400	0%			0,2%		1	2
- Autres	584	-77,3%			0,2%		1	1
Recettes d'investissement *	44 836	0,3%			100,0%	14,8%	110	251
- Dotations et subventions reçues	43 005	-0,4%			95,9%		105	152
- FCTVA	3 800	-38,3%			8,5%		9	41
- DRES	27 946	-1,2%			62,3%		69	62
- Emprunts *	0	s.o%			0%		0	98
- Autres	1 831	22,1%			4,1%		4	1

Financement par l'épargne	Guadeloupe	Guadeloupe (en % RRF)	Outre-mer (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Guadeloupe	Outre-mer
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	119 802	46,3%	40,2%	Encours de dette au 01/01/2009	415	438
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	109 795	42,4%	37,4%	Croissance en % 2009 / 2008	-12,8%	140,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	85 977	33,2%	31,9%	Annuité de la dette	83	48
Epargne disponible :(5)-(6)	39 345	15,2%	10%	Croissance en % 2009 / 2008	-3,1%	8,4%

Fiscalité	Guadeloupe	Croissance en % : 2009 / 2008	Outre-mer	Richesse et pression fiscale	Guadeloupe	Outre-mer
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	66	65,8
- Taux foncier bâti	3,9%	0%	3,37%	- dont direct	46,2	45,4
- Taux foncier non bâti	0%	%	1,84%	- dont indirect	19,8	20,5
- Taux taxe professionnelle	2,5%	0%	2,26%	Pression fiscale globale	1,09	0,99
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	0	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	39	0%	37,2			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Guadeloupe

Définitions

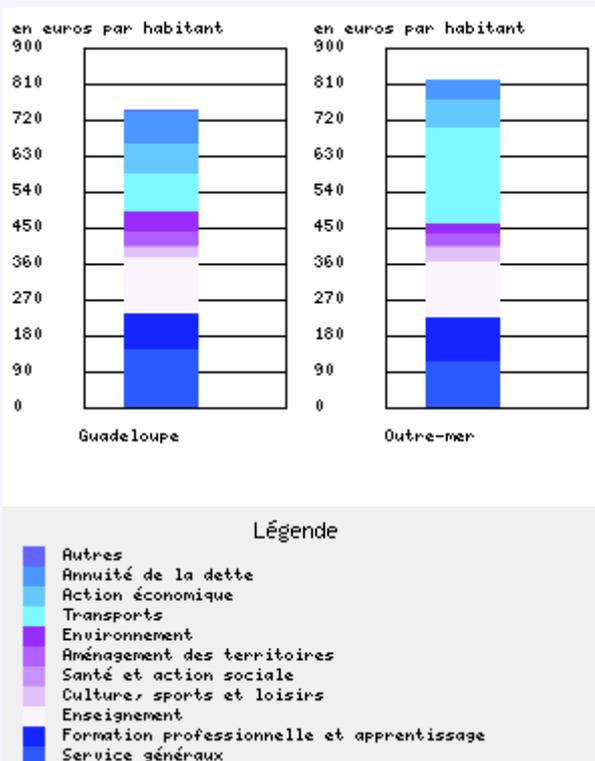


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 407 719 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en %
	Guadeloupe	Outre-mer	Guadeloupe	Outre-mer	2009 / 2008
Services généraux	149,1	118,7	20,0%	14,4%	+5,2%
Formation professionnelle et apprentissage	89,9	110,1	12,1%	13,4%	+6,5%
- dont formation professionnelle	46,5	60,7	6,2%	7,4%	+9,0%
- dont apprentissage	27,8	22,6	3,7%	2,7%	-2,2%
Enseignement	138,2	138,8	18,5%	16,9%	-5,1%
- dont lycées publics	103,2	117,3	13,9%	14,2%	-22,0%
- dont lycées privés	4,5	2,7	0,6%	0,3%	+47,2%
- dont enseignement supérieur	21,7	12,2	2,9%	1,5%	+821,8%
Culture, sport et loisirs	24,0	34,6	3,2%	4,2%	+25,7%
Santé et action sociale	4,4	5,2	0,6%	0,6%	+63,1%
Aménagement des territoires	35,4	30,7	4,8%	3,7%	+2,6%
- dont agglomérations et villes	11,5	6,2	1,5%	0,8%	+132,0%
- dont espace rural	3,3	2,8	0,4%	0,3%	+46,0%
- dont habitat	7,8	4,5	1,1%	0,5%	+28,3%
Environnement	49,3	24,6	6,6%	3,0%	+11,7%
- dont politique de l'eau	1,6	1,6	0,2%	0,2%	-65,4%
- dont politique de l'énergie	6,0	7,3	0,8%	0,9%	+172,2%
- dont patrimoine naturel	3,7	1,7	0,5%	0,2%	+24,7%
Transports	97,0	237,6	13,0%	28,9%	+7,9%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	0,0	19,3	0,0%	2,3%	s.o%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	0,0	0,0	0,0%	0,0%	s.o%
Action économique	74,7	74,1	10,0%	9,0%	-3,6%
Annuité de la dette *	83,0	47,8	11,1%	5,8%	-3,1%
Autres	0,1	1,1	0,0%	0,1%	-99,5%
Total	745,0	823,4	100,0%	100,0%	-0,6%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Guadeloupe en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Guyane	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 208 171 habitants. Taux de chômage (2008) : 21,8%. Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 41,1.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Guyane	Outre-mer	Guyane	Outre-mer
Dépenses réelles totales *	127 009	-3,4%			100,0%	100,0%	610	823
Dépenses de fonctionnement (1)	69 695	14,3%			100,0%	54,9%	335	359
- Charges à caractère général	13 766	27,3%			19,8%		66	60
- Frais de personnel	15 081	24,9%			21,6%		72	84
- Autres charges d'activité	36 803	5%			52,8%		177	197
- Intérêts de la dette	3 899	36,2%			5,6%		19	17
- Autres	145	0%			0,2%		1	1
Dépenses d'investissement *	57 314	-18,8%			100,0%	45,1%	275	465
- Subventions versées (6)	13 414	-35,2%			23,4%		64	125
- Remboursement de dette * (4)	5 287	-4,1%			9,2%		25	31
- Dépenses d'équipement brut	38 461	-12,9%			67,1%		185	304
- Autres	152	0%			0,3%		1	4
Recettes réelles totales *	127 009	-3,4%				100,0%	610	823
Recettes de fonctionnement (2)	87 695	1,1%			100,0%	69%	421	573
- Recettes fiscales	61 070	-0,2%			69,6%		293	390
- Produit 3 taxes	8 170	2,9%			9,3%		39	42
- Cartes grises	3 800	-7,3%			4,3%		18	21
- Permis de conduire	0	s.o%			0%		0	1
- TIPP	0	s.o%			0%		0	0
- CDA	0	s.o%			0%		0	42
- Autres	49 100	0,2%			56%		236	285
- Dotations et subventions reçues	26 465	4,5%			30,2%		127	182
- DGF	4 900	3,2%			5,6%		24	37
- Dotation formation professionnelle	8 480	2,2%			9,7%		41	44
- DGD	3 372	-3,2%			3,8%		16	48
- Compensations fiscales	80	-20,8%			0,1%		0	2
- Autres	160	-21,6%			0,2%		1	1
Recettes d'investissement *	39 314	-12,2%			100,0%	31%	189	251
- Dotations et subventions reçues	25 314	-8,8%			64,4%		122	152
- FCTVA	2 492	-50,4%			6,3%		12	41
- DRES	10 500	0%			26,7%		50	62
- Emprunts *	14 000	-17,6%			35,6%		67	98
- Autres	0	s.o%			0%		0	1

Financement par l'épargne	Guyane	Guyane (en % RRF)	Outre-mer (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Guyane	Outre-mer
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	21 899	25%	40,2%	Encours de dette au 01/01/2009	433	438
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	18 000	20,5%	37,4%	Croissance en % 2009 / 2008	14,6%	140,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	12 713	14,5%	31,9%	Annuité de la dette	44	48
Epargne disponible :(5)-(6)	-0 701	-0,8%	10%	Croissance en % 2009 / 2008	9,7%	8,4%

Fiscalité	Guyane	Croissance en % : 2009 /2008	Outre-mer	Richesse et pression fiscale	Guyane	Outre-mer
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	54,2	65,8
- Taux foncier bâti	4,27%	10,1%	3,37%	- dont direct	38,5	45,4
- Taux foncier non bâti	3,25%	-12,4%	1,84%	- dont indirect	15,7	20,5
- Taux taxe professionnelle	2,34%	20,6%	2,26%	Pression fiscale globale	1,11	0,99
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	53,7	0%	-			
Tarif cartes grises (en €par cheval-vapeur)	42,5	0%	37,2			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Guyane

Définitions

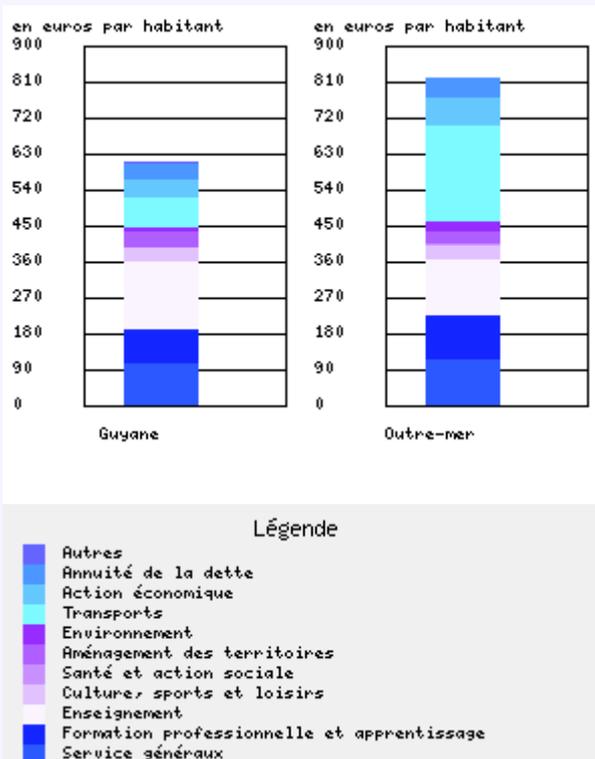


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 208 171 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Guyane	Outre-mer	Guyane	Outre-mer	
Services généraux	107,6	118,7	17,6%	14,4%	-8,0%
Formation professionnelle et apprentissage	84,2	110,1	13,8%	13,4%	+4,7%
- dont formation professionnelle	35,9	60,7	5,9%	7,4%	+0,3%
- dont apprentissage	24,0	22,6	3,9%	2,7%	+5,1%
Enseignement	170,9	138,8	28,0%	16,9%	+6,6%
- dont lycées publics	158,2	117,3	25,9%	14,2%	+12,4%
- dont lycées privés	1,0	2,7	0,2%	0,3%	-6,5%
- dont enseignement supérieur	3,8	12,2	0,6%	1,5%	-66,6%
Culture, sport et loisirs	32,4	34,6	5,3%	4,2%	+1,1%
Santé et action sociale	3,8	5,2	0,6%	0,6%	-4,1%
Aménagement des territoires	41,1	30,7	6,7%	3,7%	-20,3%
- dont agglomérations et villes	0,0	6,2	0,0%	0,8%	s.o%
- dont espace rural	7,5	2,8	1,2%	0,3%	-25,4%
- dont habitat	2,7	4,5	0,4%	0,5%	-43,4%
Environnement	6,2	24,6	1,0%	3,0%	-11,8%
- dont politique de l'eau	0,4	1,6	0,1%	0,2%	-53,0%
- dont politique de l'énergie	1,1	7,3	0,2%	0,9%	-12,3%
- dont patrimoine naturel	0,2	1,7	0,0%	0,2%	-46,7%
Transports	76,4	237,6	12,5%	28,9%	-15,3%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	0,0	19,3	0,0%	2,3%	s.o%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	0,0	0,0	0,0%	0,0%	s.o%
Action économique	42,9	74,1	7,0%	9,0%	-11,4%
Annuité de la dette *	44,1	47,8	7,2%	5,8%	+9,7%
Autres	0,7	1,1	0,1%	0,1%	+0,0%
Total	610,1	823,4	100,0%	100,0%	-3,4%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Guyane en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Martinique

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 403 820 habitants.

Taux de chômage (2008) : 22,4%.

Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 49,9.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008					Martinique	Outre-mer
Dépenses réelles totales *	310 000	3,3%			100,0%	100,0%	768	823
Dépenses de fonctionnement (1)	146 812	7,6%			100,0%	47,4%	364	359
- Charges à caractère général	20 925	9,7%			14,3%		52	60
- Frais de personnel	37 373	36,3%			25,5%		93	84
- Autres charges d'activité	87 414	-2,8%			59,5%		216	197
- Intérêts de la dette	0	s.o%			0%		0	17
- Autres	1 100	s.o%			0,7%		3	1
Dépenses d'investissement *	163 188	-0,2%			100,0%	52,6%	404	465
- Subventions versées (6)	66 498	11,9%			40,7%		165	125
- Remboursement de dette * (4)	0	s.o%			0%		0	31
- Dépenses d'équipement brut	96 691	-7,1%			59,3%		239	304
- Autres	0	s.o%			0%		0	4
Recettes réelles totales *	310 000	3,3%				100,0%	768	823
Recettes de fonctionnement (2)	237 973	8,6%			100,0%	76,8%	589	573
- Recettes fiscales	168 630	5,6%			70,9%		418	390
- Produit 3 taxes	19 400	5,2%			8,2%		48	42
- Cartes grises	7 000	0%			2,9%		17	21
- Permis de conduire	350	0%			0,1%		1	1
- TIPP	0	s.o%			0%		0	0
- CDA	21 600	21,6%			9,1%		53	42
- Autres	120 280	3,6%			50,5%		298	285
- Dotations et subventions reçues	69 067	16,8%			29%		171	182
- DGF	20 200	-8,1%			8,5%		50	37
- Dotation formation professionnelle	17 015	11,8%			7,1%		42	44
- DGD	27 850	77,5%			11,7%		69	48
- Compensations fiscales	597	-14,7%			0,3%		1	2
- Autres	276	20,7%			0,1%		1	1
Recettes d'investissement *	72 027	-11%			100,0%	23,2%	178	251
- Dotations et subventions reçues	41 496	-3,1%			57,6%		103	152
- FCTVA	12 000	9,7%			16,7%		30	41
- DRES	26 318	1,4%			36,5%		65	62
- Emprunts *	30 000	-21,1%			41,7%		74	98
- Autres	531	378,3%			0,7%		1	1

Financement par l'épargne	Martinique	Martinique (en % RRF)	Outre-mer (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Martinique	Outre-mer
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	91 161	38,3%	40,2%	Encours de dette au 01/01/2009	0	438
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	91 161	38,3%	37,4%	Croissance en % 2009 / 2008	-%	140,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	91 161	38,3%	31,9%	Annuité de la dette	0	48
Epargne disponible :(5)-(6)	24 664	10,4%	10%	Croissance en % 2009 / 2008	-%	8,4%

Fiscalité	Martinique	Croissance en % : 2009 / 2008	Outre-mer	Richesse et pression fiscale	Martinique	Outre-mer
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	69	65,8
- Taux foncier bâti	3,88%	-7,4%	3,37%	- dont direct	47,9	45,4
- Taux foncier non bâti	3,71%	16,3%	1,84%	- dont indirect	21,1	20,5
- Taux taxe professionnelle	1,94%	-15,3%	2,26%	Pression fiscale globale	0,95	0,99
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	53	0%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	30	0%	37,2			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Martinique

Définitions

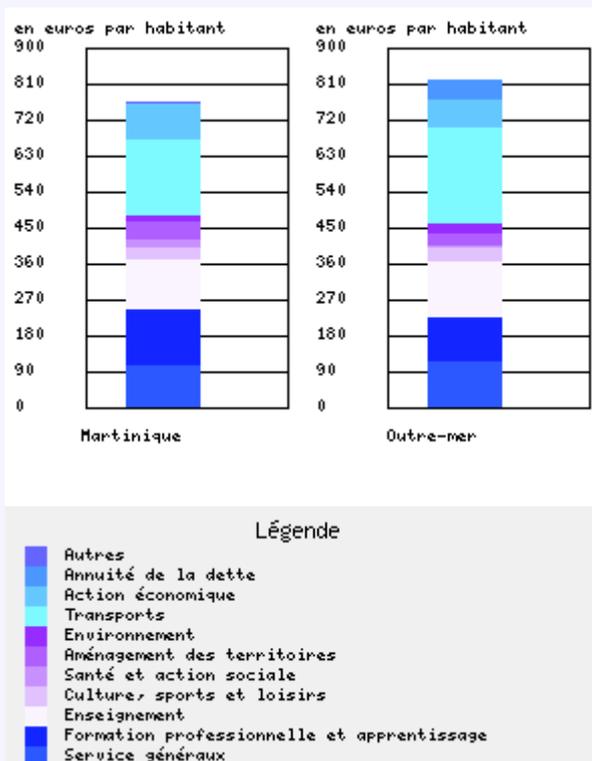


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 403 820 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en % 2009 / 2008
	Martinique	Outre-mer	Martinique	Outre-mer	
Services généraux	109,3	118,7	14,2%	14,4%	+39,4%
Formation professionnelle et apprentissage	140,0	110,1	18,2%	13,4%	+8,6%
- dont formation professionnelle	113,0	60,7	14,7%	7,4%	+5,8%
- dont apprentissage	18,6	22,6	2,4%	2,7%	+36,4%
Enseignement	124,2	138,8	16,2%	16,9%	+16,9%
- dont lycées publics	109,6	117,3	14,3%	14,2%	+17,2%
- dont lycées privés	3,6	2,7	0,5%	0,3%	-3,3%
- dont enseignement supérieur	7,8	12,2	1,0%	1,5%	+57,5%
Culture, sport et loisirs	30,9	34,6	4,0%	4,2%	-15,7%
Santé et action sociale	16,8	5,2	2,2%	0,6%	-20,9%
Aménagement des territoires	45,3	30,7	5,9%	3,7%	+12,0%
- dont agglomérations et villes	12,4	6,2	1,6%	0,8%	+11,1%
- dont espace rural	1,5	2,8	0,2%	0,3%	+50,0%
- dont habitat	11,0	4,5	1,4%	0,5%	+7,8%
Environnement	15,9	24,6	2,1%	3,0%	-12,3%
- dont politique de l'eau	2,5	1,6	0,3%	0,2%	+16,3%
- dont politique de l'énergie	2,4	7,3	0,3%	0,9%	+18,8%
- dont patrimoine naturel	2,3	1,7	0,3%	0,2%	-3,2%
Transports	192,1	237,6	25,0%	28,9%	-5,9%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	0,0	19,3	0,0%	2,3%	s.o%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	0,0	0,0	0,0%	0,0%	s.o%
Action économique	90,5	74,1	11,8%	9,0%	-9,9%
Annuité de la dette *	0,0	47,8	0,0%	5,8%	%
Autres	2,7	1,1	0,4%	0,1%	-67,5%
Total	767,7	823,4	100,0%	100,0%	+3,3%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Martinique en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Réunion	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 791 321 habitants. Taux de chômage (2008) : 24,5%. Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 52,2.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			Réunion	Outre-mer	Réunion	Outre-mer
Dépenses réelles totales *	750 488	-10,2%		100,0%			948	823
Dépenses de fonctionnement (1)	284 182	7,4%		100,0%	37,9%		359	359
- Charges à caractère général	41 614	6,7%		14,6%			53	60
- Frais de personnel	61 541	83,4%		21,7%			78	84
- Autres charges d'activité	164 093	-3,5%		57,7%			207	197
- Intérêts de la dette	16 049	-17,2%		5,6%			20	17
- Autres	885	-65,1%		0,3%			1	1
Dépenses d'investissement *	466 306	-18,3%		100,0%	62,1%		589	465
- Subventions versées (6)	100 568	13,1%		21,6%			127	125
- Remboursement de dette * (4)	27 597	59,9%		5,9%			35	31
- Dépenses d'équipement brut	333 641	-27,7%		71,5%			422	304
- Autres	4 500	41,7%		1%			6	4
Recettes réelles totales *	750 488	-10,2%		100,0%			948	823
Recettes de fonctionnement (2)	452 818	7,6%		100,0%	60,3%		572	573
- Recettes fiscales	292 779	4,9%		64,7%			370	390
- Produit 3 taxes	30 137	2,9%		6,7%			38	42
- Cartes grises	18 346	-12,6%		4,1%			23	21
- Permis de conduire	1 000	-2,9%		0,2%			1	1
- TIPP	0	s.o%		0%			0	0
- CDA	32 243	9,2%		7,1%			41	42
- Autres	211 053	6,4%		46,6%			267	285
- Dotations et subventions reçues	159 183	13%		35,2%			201	182
- DGF	27 301	5,9%		6%			35	37
- Dotation formation professionnelle	37 889	0,6%		8,4%			48	44
- DGD	45 460	98,2%		10%			57	48
- Compensations fiscales	2 200	16,1%		0,5%			3	2
- Autres	856	30,5%		0,2%			1	1
Recettes d'investissement *	297 670	-28,2%		100,0%	39,7%		376	251
- Dotations et subventions reçues	164 670	10%		55,3%			208	152
- FCTVA	56 000	3,3%		18,8%			71	41
- DRES	46 910	1,4%		15,8%			59	62
- Emprunts *	133 000	-49,8%		44,7%			168	98
- Autres	0	s.o%		0%			0	1

Financement par l'épargne	Réunion	Réunion (en % RRF)	Outre-mer (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	Réunion	Outre-mer
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	184 685	40,8%	40,2%	Encours de dette au 01/01/2009	674	438
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	168 636	37,2%	37,4%	Croissance en % 2009 / 2008	834%	140,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	141 039	31,1%	31,9%	Annuité de la dette	55	48
Epargne disponible :(5)-(6)	40 471	8,9%	10%	Croissance en % 2009 / 2008	19,1%	8,4%

Fiscalité	Réunion	Croissance en % : 2009 / 2008	Outre-mer	Richesse et pression fiscale	Réunion	Outre-mer
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	65,7	65,8
- Taux foncier bâti	2,66%	0%	3,37%	- dont direct	44	45,4
- Taux foncier non bâti	0,9%	0%	1,84%	- dont indirect	21,7	20,5
- Taux taxe professionnelle	2,3%	0%	2,26%	Pression fiscale globale	0,94	0,99
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	68,6	0%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	39	0%	37,2			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

Réunion

Définitions

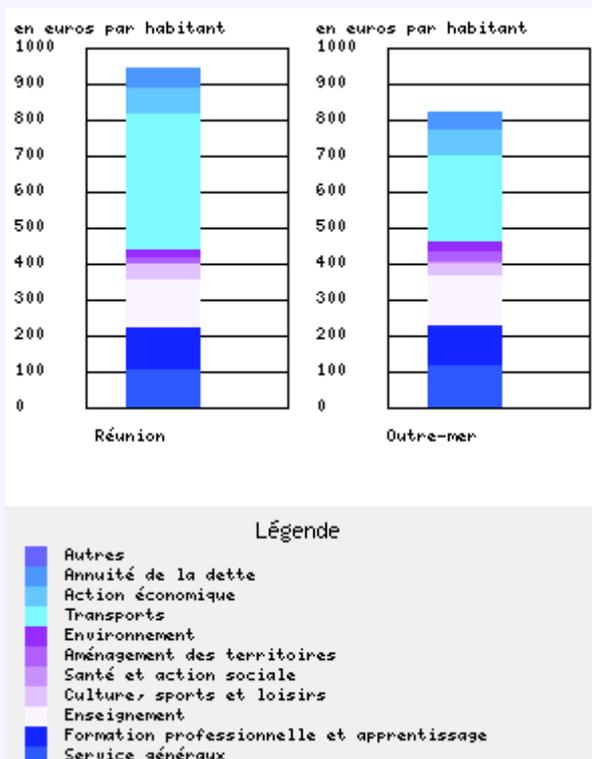


Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 791 321 habitants.

Exercice 2009	Valeurs en € / hab		Structure en %		Croissance en %
	Réunion	Outre-mer	Réunion	Outre-mer	2009 / 2008
Services généraux	110,8	118,7	11,7%	14,4%	+78,1%
Formation professionnelle et apprentissage	112,1	110,1	11,8%	13,4%	-31,9%
- dont formation professionnelle	47,8	60,7	5,0%	7,4%	-27,6%
- dont apprentissage	21,7	22,6	2,3%	2,7%	-23,3%
Enseignement	138,1	138,8	14,6%	16,9%	+42,4%
- dont lycées publics	117,7	117,3	12,4%	14,2%	+44,8%
- dont lycées privés	1,8	2,7	0,2%	0,3%	+7,0%
- dont enseignement supérieur	11,8	12,2	1,2%	1,5%	+115,8%
Culture, sport et loisirs	42,6	34,6	4,5%	4,2%	-9,2%
Santé et action sociale	0,1	5,2	0,0%	0,6%	+0,0%
Aménagement des territoires	18,1	30,7	1,9%	3,7%	-25,3%
- dont agglomérations et villes	2,0	6,2	0,2%	0,8%	-5,3%
- dont espace rural	1,9	2,8	0,2%	0,3%	+157,2%
- dont habitat	0,0	4,5	0,0%	0,5%	s.o%
Environnement	21,1	24,6	2,2%	3,0%	-1,9%
- dont politique de l'eau	1,4	1,6	0,2%	0,2%	+22,5%
- dont politique de l'énergie	12,0	7,3	1,3%	0,9%	+1,7%
- dont patrimoine naturel	0,7	1,7	0,1%	0,2%	-39,2%
Transports	375,8	237,6	39,6%	28,9%	-26,9%
- dont transports ferroviaires de voyageurs	44,2	19,3	4,7%	2,3%	+50,0%
- dont gares et infrastructures ferroviaires	0,0	0,0	0,0%	0,0%	s.o%
Action économique	73,7	74,1	7,8%	9,0%	-5,0%
Annuité de la dette *	55,2	47,8	5,8%	5,8%	+19,1%
Autres	0,9	1,1	0,1%	0,1%	+0,5%
Total	948,4	823,4	100,0%	100,0%	-10,2%

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

Répartition fonctionnelle des dépenses totales de la région Réunion en euros par habitant



Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

ROM	Définitions 
Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 1 811 031 habitants. Taux de chômage (2008) : 22,7%. Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 49,4.	

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros		Croissance en %		Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			ROM	Outre-mer		
Dépenses réelles totales *	1 491 258	-5,2%			100,0%	100,0%	823	823
Dépenses de fonctionnement (1)	649 819	6,4%			100,0%	43,6%	359	359
- Charges à caractère général	108 185	8,9%			16,6%		60	60
- Frais de personnel	151 902	48,2%			23,4%		84	84
- Autres charges d'activité	357 441	-1,8%			55%		197	197
- Intérêts de la dette	29 955	-7,1%			4,6%		17	17
- Autres	2 335	-81,9%			0,4%		1	1
Dépenses d'investissement *	841 439	-12,5%			100,0%	56,4%	465	465
- Subventions versées (6)	227 112	6,3%			27%		125	125
- Remboursement de dette * (4)	56 702	18,9%			6,7%		31	31
- Dépenses d'équipement brut	551 213	-20,6%			65,5%		304	304
- Autres	6 412	9,2%			0,8%		4	4
Recettes réelles totales *	1 491 258	-5,2%				100,0%	823	823
Recettes de fonctionnement (2)	1 037 411	5%			100,0%	69,6%	573	573
- Recettes fiscales	706 336	3,5%			68,1%		390	390
- Produit 3 taxes	75 594	0,7%			7,3%		42	42
- Cartes grises	37 746	-10,3%			3,6%		21	21
- Permis de conduire	1 350	-13,2%			0,1%		1	1
- TIPP	0	s.o%			0%		0	0
- CDA	75 843	18%			7,3%		42	42
- Autres	515 803	3,3%			49,7%		285	285
- Dotations et subventions reçues	329 199	9,2%			31,7%		182	182
- DGF	67 245	0,2%			6,5%		37	37
- Dotation formation professionnelle	78 894	0,7%			7,6%		44	44
- DGD	87 803	41,9%			8,5%		48	48
- Compensations fiscales	3 277	5,8%			0,3%		2	2
- Autres	1 876	-48,7%			0,2%		1	1
Recettes d'investissement *	453 847	-22,4%			100,0%	30,4%	251	251
- Dotations et subventions reçues	274 485	4,2%			60,5%		152	152
- FCTVA	74 292	-2,7%			16,4%		41	41
- DRES	111 674	0,6%			24,6%		62	62
- Emprunts *	177 000	-44,7%			39%		98	98
- Autres	2 362	46,6%			0,5%		1	1

Financement par l'épargne	ROM	ROM (en % RRF)	Outre-mer (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	ROM	Outre-mer
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	417 548	40,2%	40,2%	Encours de dette au 01/01/2009	438	438
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	387 592	37,4%	37,4%	Croissance en % 2009 / 2008	140,4%	140,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	330 891	31,9%	31,9%	Annuité de la dette	48	48
Epargne disponible :(5)-(6)	103 779	10%	10%	Croissance en % 2009 / 2008	8,4%	8,4%

Fiscalité	ROM	Croissance en % : 2009 / 2008	Outre-mer	Richesse et pression fiscale	ROM	Outre-mer
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	65,8	65,8
- Taux foncier bâti	3,37%	0%	3,37%	- dont direct	45,4	45,4
- Taux foncier non bâti	1,84%	4,4%	1,84%	- dont indirect	20,5	20,5
- Taux taxe professionnelle	2,26%	0,5%	2,26%	Pression fiscale globale	0,99	0,99
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	s.o	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	37,2	-0,4%	37,2			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.

Régions, budgets primitifs, 2009

France entière

Définitions



Population totale légale en 2009 (Année de référence 2006) : 64 628 151 habitants.
Taux de chômage (2008) : 10,2%.
Nombre d'élèves pour 1 000 habitants (lycées publics, année scolaire 2008-2009) : 30,8.

Exercice 2009	Valeurs en milliers d'euros	Croissance en %	Structure en %		Valeurs en € / hab	
	2009	2009 / 2008			France entière	Métropole
Dépenses réelles totales *	27 746 417	2,6%		100,0%	429	418
Dépenses de fonctionnement (1)	16 798 458	4,5%		100,0%	260	257
- Charges à caractère général	1 757 611	8,3%		10,5%	27	26
- Frais de personnel	2 730 199	14,4%		16,3%	42	41
- Autres charges d'activité	11 466 579	1%		68,3%	177	177
- Intérêts de la dette	711 287	16,3%		4,2%	11	11
- Autres	132 781	25,2%		0,8%	2	2
Dépenses d'investissement *	10 947 959	-0,2%		100,0%	169	161
- Subventions versées (6)	5 956 105	-1,6%		54,4%	92	91
- Remboursement de dette * (4)	978 679	5,3%		8,9%	15	15
- Dépenses d'équipement brut	3 852 131	-0,4%		35,2%	60	53
- Autres	161 043	32,4%		1,5%	2	2
Recettes réelles totales *	27 746 416	2,6%		100,0%	429	418
Recettes de fonctionnement (2)	21 176 651	3,1%		100,0%	328	321
- Recettes fiscales	11 970 927	4,2%		56,5%	185	179
- Produit 3 taxes	4 689 146	3,2%		22,1%	73	73
- Cartes grises	1 987 121	1,5%		9,4%	31	31
- Permis de conduire	2 650	-45,8%		0%	0	0
- TIPP	3 820 529	5,4%		18%	59	61
- CDA	680 328	10,8%		3,2%	11	10
- Autres	791 153	6,3%		3,7%	12	4
- Dotations et subventions reçues	9 046 682	1,3%		42,7%	140	139
- DGF	5 364 155	1,3%		25,3%	83	84
- Dotation formation professionnelle	1 886 019	1,1%		8,9%	29	29
- DGD	585 020	-24,7%		2,8%	9	8
- Compensations fiscales	216 760	0%		1%	3	3
- Autres	159 042	21,2%		0,8%	2	3
Recettes d'investissement *	6 569 765	1,1%		100,0%	102	97
- Dotations et subventions reçues	1 781 860	8,2%		27,1%	28	24
- FCTVA	568 888	13,8%		8,7%	9	8
- DRES	661 273	0,4%		10,1%	10	9
- Emprunts *	4 537 848	-2,3%		69,1%	70	69
- Autres	250 057	19,2%		3,8%	4	4

Financement par l'épargne	France entière	France entière (en % RRF)	Métropole (en % RRF)	Endettement (en € / habitant)	France entière	Métropole
Epargne de gestion : (2)-((1)-intérêts)	5 089 481	24%	23,2%	Encours de dette au 01/01/2009	208	202
Epargne brute :(2)-(1)=(3)	4 378 193	20,7%	19,8%	Croissance en % 2009 / 2008	16,1%	12,4%
Epargne nette :(3)-(4)=(5)	3 399 514	16,1%	15,2%	Annuité de la dette	26	26
Epargne disponible :(5)-(6)	-2 556 592	-12,1%	-13,2%	Croissance en % 2009 / 2008	9,7%	9,7%

Fiscalité	France entière	Croissance en % : 2009 / 2008	Métropole	Richesse et pression fiscale	France entière	Métropole
Fiscalité directe				Potential fiscal total (en €/habitant)	110,1	111,3
- Taux foncier bâti	2,66%	0,8%	2,65%	- dont direct	79,3	80,3
- Taux foncier non bâti	6,48%	1%	6,64%	- dont indirect	30,7	31
- Taux taxe professionnelle	2,82%	0,7%	2,83%	Pression fiscale globale	1	1
Fiscalité indirecte						
Tarif permis de conduire (en € par permis)	s.o	s.o%	-			
Tarif cartes grises (en € par cheval-vapeur)	36,6	1,3%	36,5			

* Montants calculés hors gestion active de la dette.

TIPP : Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, **CDA** : Contribution au développement de l'apprentissage, **DGF** : Dotation globale de fonctionnement, **DGD** : Dotation générale de décentralisation, **FCTVA** : Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, **DRES** : Dotation régionale pour équipements scolaires, **s.o** : sans objet et - : pas d'effectif.

Source : DGCL/DESL, Budgets primitifs, 2009.